

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Tunisie, Egypte :
pour la IV^e Internationale,
oui, la révolution prolétarienne
est en marche**



Manifestation à Tunis, le 27 janvier 2011.

N° 70

Nouvelle série (n° 676) - février 2011 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)

- **Tunisie, Egypte :
pour la IV^e Internationale,
oui, la révolution prolétarienne
est en marche** p. 9
(Par Lucien Gauthier)

- **La constitution du mouvement ouvrier
en Tunisie** p. 33
(Par Nasser Itihad)

- **A la suite des élections de mi-mandat,
la crise de l'impérialisme américain
s'approfondit** p. 39
(Par Alan Benjamin)

- **Cuba : le tournant. Le gouvernement
de Raul Castro met en place
les contre-réformes** p. 51
(Par Andreu Camps)

- **Quelques remarques sur les relations
entre les Etats-Unis,
l'Etat d'Israël et la Palestine** p. 59
(Par François Lazar)

• **Que reste-t-il
de la révolution d'Octobre ?** p. 69
(Par Jean-Jacques Marie)

• **A nouveau,
à propos de l'“écosocialisme”** p. 75
(Par Pierre Cise)

• **Documents :**
la révolution portugaise p. 87
(Présentation de François Forgeue)

Notes éditoriales

Premières réflexions sur la portée internationale de la révolution tunisienne

L'histoire est entrée dans une de ces périodes où tout s'accélère et où plus d'événements semblent se dérouler en une journée que durant les mois, voire les années, qui ont précédé. Deux jours seulement après que les articles de ce numéro de *La Vérité* ont été achevés, ils semblent déjà dépassés. En Tunisie, le "gouvernement de transition" de Ghannouchi a vu son Premier ministre, héritier du régime de Ben Ali, littéralement chassé par plus de 100 000 manifestants réunis le 26 février à Tunis. Le même jour, la mobilisation ouvrière et syndicale dans l'Etat du Wisconsin (Etats-Unis) a réuni plus de 100 000 manifestants, créant une situation où la police a finalement renoncé à chasser les militants ouvriers qui occupent le Capitole de l'Etat.

La vague de la révolution prolétarienne surgie en Tunisie, puis en Egypte, atteint tous les continents et tous les pays. Jusqu'où ira-t-elle ? Nul ne peut le prédire. Sans doute, quand ce numéro de notre revue sera publié, bien des éléments qui y sont évoqués auront-ils été dépassés par d'autres événements. Auront-ils pour autant perdu leur signification ? D'aucune manière. Comprendre le processus de la révolution surgie en Tunisie et en Egypte, c'est en saisir la portée internationale. Quels que soient les formes et les rythmes des événements à venir, une situation nouvelle s'est ouverte au plan international.

Nombre d'observateurs qui, en un premier temps, avaient tenté de réduire la portée de ce tournant de la situation mondiale à une prétendue révolution arabe sont contraints aujourd'hui de corriger le tir. Un quotidien français spécialisé dans le conseil aux spéculateurs (*La Tribune*, 25 février) s'interroge : "*Et si la révolte des peuples arabes faisait école en Europe ?*" Et de commenter : "*A 15 jours du sommet européen où sera mis aux voix le nouveau pacte de compétitivité, la France et l'Allemagne sont prévenues que l'austérité sans fin a des limites. Ecoutez la société civile avant qu'il ne soit trop tard sous peine de tout perdre... Voilà le conseil avisé adressé par les dirigeants occidentaux aux dirigeants arabes sous pression (...). Peut-être feraient-ils bien de se l'adresser à eux-mêmes, car la révolte des peuples désormais, c'est aussi à l'Ouest (ou au Nord, question de point de vue). D'Athènes à Dublin, les habitants des pays étranglés par la crise de la dette manifestent leur profond mécontentement. Le vent de la révolte a aussi traversé l'Atlantique où manifestent aujourd'hui en Floride, dans l'Ohio et surtout, on en parle beaucoup en ce moment, sur les marchés, dans le Wisconsin (...). Le Wisconsin nouvelle frontière de la révolution arabe ? (...) Ayons cette mécanique infernale en tête avant de relire la phrase maladroite de Jean-Claude Trichet (président de la Banque centrale européenne — NDLR) pour qui "la dernière des bêtises à faire" serait d'augmenter les salaires pour répondre à la hausse de l'inflation. Il a raison de défendre ainsi l'emploi, mais il prend le risque d'attiser la révolte des classes moyennes occidentales.*"

La vague révolutionnaire qui a un caractère mondial a des conséquences particulières dans la région où elle a surgi. C'est tout le dispositif de la domination impérialiste mondiale dans cette région qui est immédiatement touché jusque dans ses fondations. Les régimes qui tenaient une place dans ce dispositif sont déstabilisés ou en voie directe d'effondrement. C'est le cas de la Libye, dont le *Financial Times* disait qu'elle était devenue "*l'ONU des pétroliers*". Cette dislocation généralisée accentuée, chaque jour qui passe, la nécessité pour l'impérialisme de réagir par tous les moyens disponibles, y compris la menace d'une intervention militaire.

La révolution surgie en Tunisie (puis, dans son sillage, en Egypte) pose les questions les plus fondamentales de toute révolution prolétarienne : celles du pouvoir, du régime de propriété et du parti. Rien n'était prévu : l'immolation par le feu d'un marchand ambulant, acculé au désespoir par la dictature, aurait pu rester un incident tragique,

comme d'autres avant lui, en Tunisie ou ailleurs. Mais ce jour-là, toutes les conditions étaient réunies. Tous les matériaux de l'explosion révolutionnaire lentement accumulés — par l'oppression, l'injustice, la misère, l'arbitraire et le pillage imposé par les puissances impérialistes — ont fait que, d'un incident, on est passé à un soulèvement. Si la forme de ces événements relève d'une combinaison de circonstances plus ou moins accidentelles, leur contenu, pourtant, ne doit rien au hasard. Il exprime des lois fondamentales.

Le dossier consacré à la Tunisie et à l'Égypte publié dans ce numéro de *La Vérité* fait référence à la crise de la domination impérialiste. C'est un fait : la domination de l'impérialisme et, au premier chef, de l'impérialisme le plus puissant, celui des États-Unis, se trouve brutalement ébranlée par les développements révolutionnaires en cours, ébranlée jusque dans ses fondements, aux États-Unis mêmes. Qu'est-ce que l'impérialisme ? La prétention du pays le plus puissant de la planète à dominer le monde ? Certes. Mais comme expression du stade atteint par le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, lorsque, après sa phase ascendante, il se révèle impuissant à assurer l'essor des forces productives. L'impérialisme, c'est la phase de décomposition du capitalisme, celle où l'accumulation gigantesque de capitaux à un pôle de la société ne sert qu'à détruire les forces productives jugées "excédentaires", du point de vue de la valorisation du capital. A commencer par la principale force productive : le prolétariat lui-même. Cette décomposition impérialiste frappe d'abord la classe ouvrière et ses organisations, et met en cause toutes les formes existantes de la démocratie arrachée par la lutte de classe et aussi l'existence même des nations. Elle menace la survie de l'humanité. La domination impérialiste ébranlée dans ses fondements par les révolutions de Tunisie et d'Égypte, c'est donc la domination d'un régime de la propriété privée de production qui a dépassé depuis belle lurette le point où il était encore facteur de développement des forces productives.

La révolution tunisienne comme la révolution égyptienne viennent de loin. En 1971, lorsque le président américain de l'époque, Nixon, avait pris cette incroyable décision de déconnecter le dollar, et donc le système monétaire mondial, de toute référence en or, c'est-à-dire à la valeur de marchandises produites, il s'était vu alors interroger par l'un de ses conseillers : "*Soit. Mais que ferons-nous la prochaine fois ?*" (1).

Depuis cette date, une politique de déréglementation, financière, monétaire et sociale, a fait prospérer tous les moyens du pillage des peuples du monde entier. Au tournant des années 1970-1980, les plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international devaient ouvrir la voie au pillage et à l'appauvrissement généralisé de l'immense majorité des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, à la remise en cause de leur fragile indépendance politique. Après la chute de l'URSS à laquelle avait conduit le stalinisme, le pillage des pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe offrit un nouveau champ au bourgeoinement des aspects les plus parasitaires et destructeurs de l'économie capitaliste. Mais tous ces succédanés, tous ces moyens parasitaires pour, coûte que coûte, chercher à valoriser le capital n'ont fait, à chaque étape, que déboucher sur de nouvelles crises, de nouveaux éclatements de bulles spéculatives et de nouvelles offensives pour dévaloriser la force de travail et accroître les conditions d'exploitation à l'échelle mondiale. Il y eut, au début des années 1990, la prétention de l'impérialisme d'instaurer un "nouvel ordre mondial", avec la première guerre d'Irak, puis, après le 11 septembre 2001, la deuxième guerre d'Irak et l'intervention en Afghanistan. Mais les faits sont là : il n'y a pas, il n'y aura pas "d'ordre mondial". L'ordre capitaliste, c'est le désordre, la dislocation des nations et des droits des peuples, c'est la menace qui pèse sur l'humanité tout entière. Et cela, y compris aux États-Unis et en Europe.

C'est dans ce contexte que, inévitablement, les classes ouvrières et les peuples, en dépit de tous les coups reçus, de la misère, sont conduits à reprendre le chemin de la révolution. Ce processus naît des conditions objectives de l'exploitation capitaliste, de l'oppression et du pillage. Quel en est le contenu ?

Le dossier que nous publions souligne, à juste titre, l'actualité des écrits de Trotsky sur la révolution permanente. Une notion que Trotsky a dégagée de l'expérience des

(1) Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, chapitre 10, pages 188 et suivantes.

révolutions russes de 1905 et de 1917, et dont il généralise la signification théorique et internationale aux débuts des années 1930. Mais la formule est inspirée de Marx et Engels, qui, en 1850 écrivent : “*Tandis que les petit-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite (...), il est de notre intérêt, de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu’à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays (...), l’association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s’agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l’anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classe, mais d’abolir les classes ; ni d’améliorer la société existante, mais d’en fonder une nouvelle*” (2).

Le puissant mouvement révolutionnaire en cours a, en son centre, le mouvement propre de la classe ouvrière. Cela est particulièrement visible en Tunisie où, comme l’écrit Lucien Gauthier, se sont liées, dès le départ, revendications sociales et revendications démocratiques. C’est d’abord de la capacité de la classe ouvrière à avancer sur la voie de son organisation indépendante que dépend sa capacité à rassembler la nation, dans la mesure où l’indépendance et la souveraineté de la nation ne peuvent se réaliser qu’en brisant le carcan de la domination impérialiste, donc du régime de la propriété privée des moyens de production.

C’est là que la plus grande attention doit être apportée à la lutte en cours. Les développements révolutionnaires en Tunisie ont mis en avant trois aspects essentiels : le mouvement vers les comités ; la recherche de la réappropriation, à tous les niveaux, de la centrale syndicale (UGTT) ; et enfin, l’exigence de l’Assemblée constituante. Le surgissement des comités, tel qu’il est décrit dans l’article de Lucien Gauthier, renoue avec ce qui caractérise toutes les révolutions antérieures, depuis les comités (soviets) de la révolution russe, les conseils des révolutions allemande et hongroise, les commissions de travailleurs de la révolution portugaise... Il revêt une signification majeure pour la classe ouvrière internationale. Que les travailleurs des villes et des campagnes agrégeant autour d’eux la jeunesse, les chômeurs, les couches populaires, constituent leurs propres organes indépendants pour assurer, dans un premier temps, la défense de la révolution, puis commencer à régler un certain nombre de questions logistiques, et, de là, prendre en charge partiellement l’organisation de la vie sociale dans des situations où les pouvoirs publics ont tendance à s’effondrer : c’est une manière de poser la question du pouvoir. Autrement dit : quelle classe sociale va contrôler la société ?

Certes, même si à l’heure où nous écrivons, ces comités n’ont pas encore résolu la question de leur centralisation à l’échelle nationale, ils dessinent les formes d’un pouvoir indépendant représentant les intérêts des opprimés et des exploités, et déjà, d’une certaine manière, se dressent comme un possible double pouvoir face aux institutions officielles. Mais on aurait tort d’opposer le surgissement de ces embryons de pouvoir ouvrier aux formes d’organisation existantes ou préexistantes de la classe ouvrière. Comme le montre l’article que nous publions, en Tunisie, même si le sommet de la centrale syndicale — qui préexistait au régime de Ben Ali et même à l’indépendance de 1956 — avait très largement accepté, à l’époque de la dictature, de s’intégrer au régime, le mouvement de la classe ouvrière a cherché à tous les niveaux à se saisir des syndicats de l’UGTT. Souvent même, des responsables de l’UGTT ont pris l’initiative de constituer les comités. Certes, cela ne règle pas tous les problèmes. Poussée à s’engager sur la voie de la rupture avec le régime en place auquel elle s’était préalablement inféodée, la direction de l’UGTT est soumise aux pressions les plus contradictoires entre soutien au gouvernement de transition et prise en charge des aspirations de la classe ouvrière et du peuple. Ces pressions contradictoires donnent en permanence matière à une intense lutte au sein de l’organisation syndicale réfractant toutes les tendances contradictoires du processus révolutionnaire. Dans *Informations ouvrières*, hebdomadaire qui reflète les positions du Parti ouvrier indépendant en France (au sein duquel militent les membres de la section française de la IV^e Internationale), l’un des responsables de fédération de l’UGTT

(2) Adresse à la Ligue des communistes d’Allemagne.

explique : “Nous sommes surpris de constater que ce gouvernement est en train de prendre des responsabilités et de gérer des dossiers qui sortent du cadre de ses attributions, à savoir gérer les affaires courantes en attendant que les élections démocratiques aient lieu, que le débat politique ait lieu et que l’Assemblée constituante souveraine détermine les choix pour l’avenir de notre pays. (...) Que cherche en fait ce gouvernement de Ghannouchi ? Il cherche à rassurer très rapidement l’Occident sur la continuité de la politique économique, à faire entendre qu’il n’y a pas de rupture entre la politique économique conduite par Ben Ali et celle conduite aujourd’hui par le gouvernement Ghannouchi, que les grandes orientations d’ouverture au marché mondial, d’ouverture aux investissements étrangers, de privatisation du secteur public et des services vont continuer. Orientation qui est évidemment en totale contradiction avec les axes fondamentaux de la révolution. Parce que les revendications portées par la révolution depuis décembre 2010 étaient d’abord des revendications sociales (la création d’emplois, le développement régional, la question de l’échec des investissements qui n’ont pas réussi à redresser l’économie, à créer des emplois et à assurer le développement équilibré des différentes régions, la succession des crises économiques et sociales que nous connaissons depuis des décennies). Dans un second temps, la révolution a posé directement la question de l’horizon politique de notre pays, considérant que toute la politique économique entreprise par le gouvernement est directement en rapport avec ses choix et ses engagements politiques. C’est pourquoi le peuple a visé la chute du régime parce que la révolution n’est pas une révolution pour la liberté seulement, mais elle a une grande portée économique et sociale. Et ses objectifs sont toujours d’actualité. La révolution n’a pas pour seul objectif de rompre avec la dictature et d’instaurer un régime parlementaire garantissant la liberté d’expression et d’organisation — qui sont, certes, des acquis considérables et indispensables —, mais elle vise à réunir une Assemblée constituante souveraine et démocratique en même temps que la dissolution de l’actuel Parlement et du Sénat, et la révision de toutes les lois électorales (peut-être même que ce gouvernement n’en n’a ni la capacité ni la volonté) (...)”

S’agissant des développements internes à l’UGTT, le même responsable explique : “Il faut savoir que l’UGTT a donné son accord à la formation de ce gouvernement. Elle ne lui a pas donné un chèque en blanc. Cet accord est soumis à des conditions. Premièrement, c’est un gouvernement provisoire. Deuxièmement, c’est un gouvernement chargé de gérer les affaires courantes, c’est un gouvernement chargé de préparer la transition de la dictature à la démocratie. Il faut savoir aussi que l’UGTT, durant les deux décennies qui viennent de s’écouler, ne s’est pas opposée frontalement à la politique des privatisations. Elle a brandi l’étendard du non à la privatisation, mais, dans les faits, elle n’a fait que les accompagner en essayant de préserver autant que faire se peut les intérêts des travailleurs qui passaient du secteur public au secteur privé. Il est certain qu’aujourd’hui cette question est à l’ordre du jour dans les débats à l’intérieur de l’UGTT. Il est absolument évident que la révolution impose à l’UGTT qu’elle revoie fondamentalement sa politique économique et qu’elle revienne à son programme fondateur, dans lequel il est énoncé clairement que l’UGTT a un horizon socialiste. Comme il est impératif que soit posée la question de la renationalisation des entreprises privatisées (...). Il faut savoir qu’aujourd’hui il y a beaucoup de voix qui s’élèvent pour réexaminer la position de l’UGTT par rapport au gouvernement, dans la mesure où le gouvernement est sorti des frontières qui lui ont été fixées. Les dernières rencontres entreprises par le gouvernement Ghannouchi (ministres des Affaires étrangères français, allemand, représentant de l’Union européenne) apparaissent pour protocolaires. Mais elles sont lourdes de conséquences, parce qu’elles veulent sceller de façon durable l’avenir économique de notre pays. Face à cette situation, il est certain que l’UGTT, comme toutes les forces politiques ainsi que la société civile, doivent prendre leur responsabilité” (3).

Ces processus au sein des organisations recoupent les questions auxquelles la classe ouvrière est confrontée à l’échelle internationale. Aux Etats-Unis, où les responsables des syndicats locaux du Wisconsin qui organisent la mobilisation en masse évoquée

(3) Informations ouvrières, n° 136.

précédemment sont confrontés aux pressions exercées par les sommets de la centrale syndicale AFL-CIO, laquelle estime qu'on ne peut faire autrement que de céder très largement aux exigences adressées aux syndicats. Position des sommets de l'AFL-CIO qui n'est pas sans lien avec le soutien qu'elle apporte à l'administration fédérale d'Obama, laquelle organise elle-même la remise en cause des acquis ouvriers (voir l'article d'Alan Benjamin).

Ces problèmes se retrouvent en Europe, où le gouvernement "socialiste" de Zapatero a obtenu des centrales syndicales la signature d'un pacte par lequel elles organisent elles-mêmes l'allongement de l'âge de départ en retraite. Dans tous les pays, et à tous les niveaux, ces questions sont posées. Mais il est significatif que dans le développement de la vague révolutionnaire, le mouvement de la masse soit amené à se saisir des organisations et à les pousser beaucoup plus loin qu'elles ne l'auraient envisagé elles-mêmes sur la voie de la rupture avec l'ancien régime, c'est-à-dire sur la voie de l'indépendance.

Encore une fois, jusqu'où ce processus ira-t-il ? La réponse à cette question renvoie à la capacité de la classe ouvrière à s'organiser sur son terrain de classe. C'est parce que la question du pouvoir est posée qu'elle met à l'ordre du jour aussi nettement le problème de l'indépendance de la classe ouvrière. En Tunisie comme en Egypte, toutes les forces attachées au maintien de l'ordre existant, une fois qu'elles ont eu fait leur deuil du régime de Ben Ali ou du régime de Moubarak (et parmi les forces attachées au maintien de l'ordre existant, il y a non seulement l'impérialisme américain et tous les gouvernements capitalistes, mais aussi l'Internationale "socialiste", qui comptait Ben Ali et Moubarak dans ses rangs jusqu'à leur chute), ont cherché à ériger d'autres digues de défense de la domination impérialiste. Ce sont les gouvernements dits "de transition", chargés de contenir et, ultérieurement, de faire refluer la vague de la révolution prolétarienne. L'exigence de l'Assemblée constituante souveraine dressée par les masses en Tunisie et, sous une forme un peu différente, en Egypte prend ici toute sa signification. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine formule l'exigence de la démocratie et de la souveraineté : c'est au peuple de décider. Là encore, soulignons qu'il n'est que la classe ouvrière qui soit à même de formuler cette question jusqu'au bout.

Comités, réappropriation des syndicats, Assemblée constituante : ces questions classiques de la révolution prolétarienne, remises au centre de l'actualité mondiale par la révolution tunisienne (et égyptienne), ont une portée internationale. Elles concernent également les pays capitalistes les plus développés. La question formulée par le journal *La Tribune* : "*Si la révolte des peuples arabes faisait école en Europe ?*" n'a rien de saugrenu. Les problèmes de la souveraineté se retrouvent posés dans les pays capitalistes, impérialistes, européens où, pourtant, ils pouvaient sembler résolus. Il suffit, pour en juger, de considérer les missions de l'Union européenne en Grèce annonçant en commun avec le FMI un plan de privatisation et de démantèlement de l'économie nationale ; ou encore les conditions drastiques qu'elle impose en Irlande et dans d'autres pays ; ou le projet de Sarkozy et Merkel d'instaurer un "pacte de compétitivité" dont le corollaire serait l'inscription dans les Constitutions nationales d'une obligation de respect de l'équilibre des finances publiques, c'est-à-dire l'interdiction constitutionnelle de poser des revendications ouvrières contradictoires aux règles établies par Bruxelles... Ce dernier dispositif signifierait, s'il était instauré, un pas majeur sur la voie du démantèlement de la démocratie ; l'existence d'organisations syndicales indépendantes serait directement menacée, puisqu'elles se verraient sommées de renoncer à toute revendication incompatible avec les exigences de l'Union européenne. Ce serait un pas décisif sur la voie de la gouvernance corporatiste, un pas décisif également sur la voie de l'abandon des derniers restes de souveraineté nationale, gouvernements et Parlements nationaux n'ayant plus d'autre fonction que de faire la police des relations sociales pour s'assurer du respect de la légalité constitutionnelle européenne.

Mais, en Europe comme dans le reste du monde, ce qui domine la situation, en dépit des obstacles dressés par les appareils, c'est le mouvement de la classe ouvrière qui cherche à réaliser les conditions de sa lutte de classe.

Tirant le bilan du gigantesque soulèvement de millions se mobilisant pour sauver les régimes de retraite, à l'automne, en France, la direction nationale de la section française de la IV^e Internationale (CCI), dans un texte soumis au 48^e Congrès (les 26 et 27 mars

2011), relève que *“la situation ouverte par la révolution en Tunisie et en Egypte ouvre les plus grandes possibilités pour construire un authentique parti révolutionnaire par la médiation, pour nous en France, de la construction du Parti ouvrier indépendant”*. Cette résolution soumise par la direction nationale du CCI précise : *“Cela pour deux raisons majeures : la place qu’occupe la France dans la crise politique qui ravage le continent européen et la place que nous occupons d’ores et déjà dans cette situation. En France, la crise qui ravage les sommets du mouvement ouvrier a franchi un degré sans précédent (...). La loi sur les retraites a été adoptée, tout paraît revenu dans l’ordre, mais tous savent qu’il n’en est rien. Sous cet angle, la France constitue politiquement le maillon faible de toute la chaîne du maintien de l’ordre en Europe.”*

Qualifiant la situation en France comme une situation pré-révolutionnaire transitant vers la crise révolutionnaire ouverte, le document de la section française souligne que la campagne proposée par le Parti ouvrier indépendant contre la réforme constitutionnelle dictée par l’Union européenne constitue *“un facteur central de l’approfondissement du combat pour l’indépendance des organisations qui se heurte frontalement au maintien des institutions de la V^e République, exige la rupture avec elles et prépare le terrain à une situation où le mot d’ordre d’Assemblée constituante, qui aujourd’hui relève encore de la nécessaire propagande, surgira demain comme mot d’ordre d’agitation ouvrant une perspective concrète. Cette bataille est aujourd’hui au cœur du combat du POI pour aider à la préparation du surgissement de la classe ouvrière sur son propre terrain de classe”* (4).

Car c’est un fait : le processus révolutionnaire pose le problème de la construction de l’outil permettant d’aider la classe ouvrière à faire prévaloir l’ensemble de ses exigences, à aller jusqu’au bout du combat pour la révolution permanente dans les termes que dessinaient Marx et Engels, il y a plus d’un siècle et demi. Au lendemain de la conférence mondiale d’Alger, c’est, pour la IV^e Internationale, toute la question posée d’aider, dans le respect des formes propres à chaque pays, au regroupement sur le terrain de l’indépendance politique ouvrant la voie à la construction d’authentiques partis ouvriers indépendants, transition vers des partis porteurs du programme de la révolution socialiste mondiale, le programme de la IV^e Internationale.

**Le 2 mars 2011,
Daniel Gluckstein**

(4) Résolution adoptée par la direction nationale du 26 février 2011.

Tunisie, Egypte : pour la IV^e Internationale, oui, la révolution prolétarienne est en marche

Par Lucien GAUTHIER

“Les Égyptiens ont changé leur pays. Et ce faisant, ils ont changé le monde” : il ne s’agit pas simplement d’une déclaration démagogique d’Obama, le 11 février 2011, mais également de la reconnaissance d’une nouvelle réalité mondiale.

La révolution qui a commencé en Tunisie en chassant Ben Ali, puis les processus révolutionnaires en Égypte entraînant la chute de Moubarak, sont un coup porté à l’ordre mondial sous l’égide de l’impérialisme américain.

La presse internationale, les “experts” et autres spécialistes, les responsables politiques de tous bords tentent de limiter ces mouvements à des révolutions “démocratiques”. Ils parlent de “printemps des peuples arabes”, comme si le “monde arabe” était destiné à vivre sous le joug des dictatures et que, par la grâce d’Internet, Facebook et de la “mondialisation”, la “jeunesse éduquée” avait fait sauter les verrous.

Cette vision, teintée de racisme et d’idéologie post-coloniale, vise en réalité, à masquer un mouvement international, celui de la révolution prolétarienne dirigée contre la domination de l’impérialisme, en prétendant limiter ce mouvement aux seuls “pays arabes”.

Bien évidemment, l’onde de choc de la révolution en Tunisie, puis les développe-

ments en Égypte produisent d’importants bouleversements dans la région, avec les mobilisations de masse en Libye, à Bahreïn, au Yémen..., de la même manière que les développements pré-révolutionnaires au Venezuela et au Brésil, à la fin des années 1990, avaient eu des répercussions sur tout le continent, notamment en Bolivie, en Équateur. Pour autant, il ne s’agissait pas d’une révolution latino-américaine, pas plus qu’il n’y aurait aujourd’hui une “révolution arabe”, distincte des processus révolutionnaires mondiaux. Ce qui unifie l’ensemble de ces développements, c’est la mise en cause du dispositif de l’impérialisme américain. Une nouvelle étape de la situation mondiale s’ouvre.

L’UNITÉ MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES

Il est en effet impossible de séparer ce qui vient de se produire en Tunisie et en Égypte des processus à l’œuvre, antérieurs dans le temps, en Amérique latine ou en Europe notamment, et qui expriment ce même mouvement des travailleurs, de la jeunesse, de la population laborieuse qui cherchent à se dresser contre l’impérialisme et ses institutions (FMI, Banque

mondiale, Union européenne...), détruisant, au nom de la “crise”, tout ce qui avait pu être acquis par la lutte des classes.

Dans ces mobilisations massives en Europe, les travailleurs ont cherché à s'appuyer sur leurs organisations, et ont été confrontés à la politique des appareils dirigeants qui, comme en Grèce ou en Espagne, se sont soumis aux exigences des gouvernements et de l'Union européenne. C'est en France, même s'il n'a pas débouché victorieusement, que ce mouvement de réappropriation des organisations est allé le plus loin.

Les mobilisations massives qui ont eu lieu en Europe au cours de l'année écoulée, en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Espagne, en Islande, en Grande-Bretagne et en France, étaient chargées d'un contenu commun. Après la “crise” de 2008-2009, le sauvetage des banques et des spéculateurs par l'injection de centaines de milliards d'argent public par les gouvernements de droite et de gauche, l'année 2010 a vu — et le début 2011 voit — l'Union européenne, le FMI et les gouvernements aggraver les plans de destruction des droits ouvriers : réforme des retraites en France, en Espagne, liquidation sociale en Grèce, en Irlande, etc., qui s'accompagnent, dans chacun des cas, d'une politique visant à associer et à intégrer les organisations syndicales à la mise en œuvre de ces plans. C'est ainsi qu'en Espagne vient d'être signé un “pacte social” entre le gouvernement “socialiste” et les directions de l'UGT et des Commissions ouvrières.

C'est précisément au nom de cette même “crise” que le capital a accentué ses exigences à l'égard des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, comme de tous les pays du monde. C'est cette brutale offensive mondiale qui a provoqué les mouvements de masse en Europe, mais aussi en Tunisie et en Égypte.

Dans ces deux derniers cas, cela s'est combiné avec des formes propres à la région et à ces pays. Depuis le début des années 1990, le régime tunisien et celui d'Égypte ont renforcé leur caractère policier et dictatorial pour contenir toute résistance à leur politique inféodée à l'impérialisme, et mettant en œuvre, au nom

des accords avec le FMI ou l'Union européenne, une politique de liquidation sociale et de déréglementation.

Ces dix dernières années, ces questions ont pris une signification particulière. Le tournant mondial du 11 septembre 2001 a vu l'impérialisme américain s'engager, au nom de la “lutte contre le terrorisme”, dans une véritable guerre de conquête mondiale, cherchant à écraser les peuples et à évincer ses “alliés” impérialistes en les réduisant à des tâches de supplétifs.

En déclenchant la guerre en Afghanistan, puis la deuxième guerre contre l'Irak, l'impérialisme américain, pour préserver l'“ordre” sous son contrôle, a provoqué les plus grands désordres mondiaux. Les conséquences de la dislocation de l'Irak sont considérables au Moyen-Orient. C'est maintenant au tour de l'Iran d'être sous la menace d'une intervention.

Avec la “guerre contre le terrorisme”, l'impérialisme américain a cherché à rassembler sous son contrôle l'ensemble des gouvernements, y compris ceux des pays impérialistes. Il a, dans les années 2000, développé l'idée de la constitution d'un “Grand Moyen-Orient” (GMO), rassemblant le Machrek et le Maghreb. En février 2005, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, déclarait :

“Nous unissons nos forces pour encourager le pluralisme politique, l'ouverture économique et la croissance de la société civile à travers l'initiative du Grand Moyen-Orient.”

Sous couvert de “démocratisation”, le GMO avait pour but la remise en cause de toutes les barrières douanières, la déréglementation, la privatisation et l'intégration à un dispositif militaire sous contrôle américain. Le GMO était en réalité le plan de dépeçage de tous les pays de la région. Une carte du « Nouveau Moyen-Orient » publiée sur le site de l'état-major US montre même, du Pakistan jusqu'en Mauritanie, un redécoupage de tous les États. Revenu depuis le 11 septembre 2001 dans le giron des États-Unis, le colonel Kadhafi proposait la création d'un “Targuistan” (les Targuis sont les Touaregs) taillant dans tous les pays des régions du Sahara et du Sahel, dont l'Algérie... plus précisément dans les zones riches en pétrole, en uranium et en or. Dans le même temps, il en appelait au

rétablissement du califat des fatimides, d'Irak au Sénégal.

Un an plus tard, la même Condoleezza Rice, au cœur de l'agression israélienne contre le Liban, déclarait (juillet 2006) :

“Ce à quoi nous assistons ici, c'est d'une certaine manière aux douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient.”

Un “enfantement” marqué par l'écrasement sous les bombes de la jeunesse de Palestine et du Liban. Ce fut, en décembre 2008, l'opération “*plomb durci*” contre la bande de Gaza, menée par l'armée israélienne avec le soutien des États-Unis.

Le point de départ de cette situation est à chercher à la fin des années 1970. A cette époque se conjuguent et se nourrissent mutuellement plusieurs éléments : les effets de la crise brutale de l'impérialisme américain — la crise du dollar et la décision de remettre en cause les accords de Bretton Woods, en 1971, pour faire payer cette crise au monde entier — ; le processus révolutionnaire en Europe (révolution portugaise en 1974) ; la défaite historique américaine au Vietnam ; l'affaiblissement de l'URSS face à la pression américaine (matérialisée en 1976, par la signature des accords d'Helsinki) ; la combinaison et les développements de chacun et de l'ensemble de ces facteurs, aboutissent à une situation où l'impérialisme américain ne peut plus se contenter de l'État d'Israël, qu'il doit soutenir à bout de bras, comme son seul levier dans la région.

En Égypte, le régime militaire dirigeant après la disparition de Nasser en 1970, va progressivement renoncer à toute rhétorique socialisante et panarabiste, puis rompre avec l'URSS pour se tourner vers les États-Unis. A partir de 1974, l'Égypte adhère au programme du FMI et met en œuvre les plans d'ajustement structurel qui vont saigner le pays, lequel a aujourd'hui cumulé une dette de 29 milliards de dollars. Pris à la gorge par le FMI, au compte des États-Unis, le pouvoir égyptien va dès lors se plier aux exigences américaines.

Après plusieurs années de négociations secrètes sous tutelle américaine, les accords de Camp David seront signés en 1978 entre l'Égypte et l'État d'Israël. Une nouvelle situation s'ouvre alors. Pour la

première fois, un régime arabe, et celui du plus grand pays arabe, reconnaît officiellement “l'entité sioniste”. C'est un coup porté au combat du peuple palestinien. De plus, l'Égypte se retrouve placée par les États-Unis en situation de devoir domestiquer tous les régimes arabes dans cette voie de collaboration avec l'État hébreu, dans le cadre de la Ligue arabe.

Mais l'impérialisme américain ne peut aller jusqu'au bout de son projet, qui devra être différé. En effet, un an plus tard, le deuxième pilier pro-américain dans la région, le régime du Shah en Iran, s'effondre sous l'effet d'une véritable révolution ouvrière, paysanne et populaire qui sera contenue dans son développement par l'instauration du régime des mollahs.

L'impérialisme mesure le danger de déstabilisation de la région. Même s'il parvient à contenir le processus révolutionnaire, et du fait même de l'offensive américaine, le régime des mollahs ne peut normaliser ses relations avec les États-Unis. Ceux-ci, soutenus par la CEE, appuient de tous leurs dollars l'offensive de Saddam Hussein dans la guerre destructrice qui oppose l'Irak et l'Iran.

Les régimes arabes menacés par la situation en Iran, notamment les pétromonarchies du Golfe, vont alors commencer à rétablir leurs relations avec l'Égypte — coupées après les accords de Camp David. Ensuite, ils vont accepter le plan américain qui verra, en 1993, la direction palestinienne renoncer définitivement au combat pour une Palestine libre, laïque et démocratique par la signature des accords d'Oslo.

Ces bouleversements ont été rendus possibles par la décision de l'impérialisme américain, en 1991, d'instaurer un prétendu “nouvel ordre mondial” en attaquant l'Irak de son allié Saddam Hussein. Par la force et la guerre, l'impérialisme américain a imposé aux gouvernements, notamment des pays impérialistes, et à la bureaucratie du Kremlin à l'agonie, sa domination mondiale pour établir ce “nouvel ordre mondial” sur la base de l'effondrement de l'URSS et du rôle contre-révolutionnaire à l'échelle internationale de la bureaucratie du Kremlin.

Cet “ordre”, le capital américain à l'agonie ne peut l'assurer qu'en provo-

quant les plus grands désordres mondiaux : guerres, dislocation des nations et marche à la barbarie. Son incapacité à maîtriser les développements mondiaux conduit l'impérialisme américain à la fuite en avant, aux aventures les plus dangereuses, comme en témoignent tous les développements au XXI^e siècle, depuis le tournant du 11 septembre et de la "guerre contre le terrorisme".

LA "GUERRE CONTRE LE TERRORISME"

C'est précisément au nom de cette "guerre contre le terrorisme" que les régimes de Moubarak et de Ben Ali se sont présentés comme les champions de la lutte contre "l'islamisme". Et c'est notamment à ce titre qu'ils ont reçu, pendant quelque trente ans, un appui de tous les gouvernements de toutes couleurs politiques, des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Mais si l'impérialisme américain soutient et protège ces régimes, sa propre crise et son besoin d'exporter des capitaux exigent dans le même temps que les gouvernements en place fassent sauter toutes les barrières, protections ou réglementations, et privatisent... Bref, qu'ils s'ouvrent au capital américain :

"Bush remet donc sur le tapis son projet de Grand Moyen-Orient, s'en prenant à l'Iran et à la Syrie mais aussi à l'Arabie saoudite, à l'Égypte et à la Tunisie qu'il somme de s'ouvrir à de vraies réformes démocratiques. Son réquisitoire n'a rien de diplomatique : c'est pratiquement une injonction leur enjoignant de s'exécuter" (Le journal algérien *Liberté*, février 2005).

Depuis cette date, les régimes de Ben Ali et de Moubarak ont dû accentuer cette politique "d'ouverture", accélérant la privatisation et la déréglementation. C'est cela, aussi, qui est à la base d'une gigantesque corruption.

Le Maroc signe en 2005 un "accord de libre-échange" avec les Etats-Unis qui impose déréglementation et privatisations, ainsi que la remise en cause du Code du travail. La Tunisie a suivi, et l'Algérie était mise en demeure de faire de même.

Dans le cas de la Tunisie, l'impérialisme américain visait directement la suppression des quotas sur les textiles et l'habillement, car elle abritait une part conséquente de la production française du fait des délocalisations. La Tunisie et le Maroc étaient déjà signataires de "l'accord d'association" avec l'Union européenne.

Le gouvernement algérien a cédé sous la pression, et signé un accord d'association avec l'Union européenne. L'accord signé entre la Tunisie et l'Union européenne fixe comme objectif la "*libéralisation progressive des échanges*" par l'élimination de tous les droits de douane (article 11).

L'article 34 précise : "*La circulation des capitaux (...) et le rapatriement du produit de ces investissements et de tous les bénéfiques.*" L'article 36 édicte qu'est "*incompatible avec le présent accord toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence*". Cet "accord" donne libre accès aux multinationales, et interdit à l'État tunisien de subventionner les entreprises publiques.

De plus, l'accord d'association permettait au capital américain de se servir de la Tunisie comme d'une plate-forme de pénétration dans l'Union européenne.

A partir de 2005, la pression américaine s'est accentuée sur l'Algérie pour remettre en cause les barrières douanières, pour ouvrir l'économie, pour privatiser, pour accepter un traité de libre échange, pour intégrer le dispositif militaire américain dénommé "Africom".

En 2010, une délégation du FMI en visite en Égypte a conclu à la nécessité de mettre en œuvre des "réformes", compte tenu des 29 milliards de dette externe et des 9 milliards de déficit public, qui devaient être réduits. En juin, Moubarak nommait un nouveau gouvernement qui annonçait pour ce faire un assouplissement des barrières douanières, l'exonération de certaines taxes douanières, l'exonération de charges pour les investissements étrangers, des coupes dans les services publics, une nouvelle phase de privatisation d'entreprises publiques.

Ces politiques de rigueur en Tunisie et en Égypte s'accompagnent des conséquences de la répercussion directe sur la

population — et sans compensation de l'État, au nom de la réduction des déficits publics — des prix mondiaux, notamment alimentaires. En Égypte, les salaires et les pensions ont même été baissés.

Les processus révolutionnaires qui ont alors surgi se dressent directement contre l'impérialisme, notamment américain, à travers les régimes qui lui sont inféodés. C'est-à-dire contre une partie importante du dispositif américain au Maghreb (Tunis est le siège d'un organisme américain chargé de promouvoir "*la démocratie dans le monde arabe*" !) et en Afrique.

Dans le cas de l'Égypte, une pièce *centrale* du dispositif américain pour le Moyen-Orient est remise en cause : toute la politique américaine au Moyen-Orient est fondée sur les "accords" entre l'Égypte et l'État d'Israël. L'effondrement du régime égyptien menace donc l'"ordre" américain dans la région, avec ses répercussions mondiales. Il ne s'agit donc ni du "cas" du Maghreb, ni du "cas" du Moyen-Orient.

En se dressant, soudé sur l'exigence "*Du pain, de l'eau, pas Ben Ali !*", le peuple tunisien, liant revendications sociales et démocratiques, pose la question de la souveraineté : celle du peuple, et donc de la nation contre l'impérialisme, pour la rupture avec lui. De même, les masses égyptiennes dans leur mouvement contre le régime ont réalisé leur unité, exprimée par le mot d'ordre "*chrétiens, musulmans, unis pour chasser Moubarak*" ; à Bahrein, c'est au cri de "*Chiïtes, sunnites, contre le régime*" qu'on manifeste. Le mouvement des travailleurs et de la jeunesse, entraînant toutes les couches de la société, transcende toutes les divisions, créées ou utilisées par l'impérialisme. En ce sens, la mobilisation révolutionnaire des masses se dresse contre la dislocation des nations qu'organise (Soudan), ou que cherche à organiser l'impérialisme (Algérie).

Il s'agit donc du monde, de l'ordre mondial que ne parvient pas à maîtriser l'impérialisme américain en crise. Pour y parvenir, il lui faudrait non seulement instaurer une dictature aux États-Unis mêmes, mais imposer son talon de fer sur le monde entier.

Cependant, loin d'être capable d'imposer une dictature au peuple américain, l'impérialisme voit, depuis l'élection

d'Obama, son système de domination politique soumis à une crise sans précédent, tandis que la jeunesse et les travailleurs américains cherchent à faire prévaloir leurs droits en imposant, par exemple, le vote en faveur du "single payer" au congrès de l'AFL-CIO — vote qui sera violé par la direction de l'AFL-CIO.

Les processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte ouvrent une nouvelle étape de la situation internationale.

LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ EN TUNISIE

La brutale aggravation des conditions de vie et de travail, le chômage massif, notamment pour la jeunesse — et particulièrement pour la jeunesse diplômée, contrainte d'accepter la surexploitation dans les entreprises délocalisées d'Europe —, la hausse des prix des produits de première nécessité, combinés à une accentuation sans fin de l'oppression et de la répression, ont conduit à l'explosion révolutionnaire.

La manifestation des jeunes en colère, après l'immolation par le feu d'un jeune vendeur désespéré par le harcèlement policier, a été violemment réprimée par la police. C'est là le point de départ fortuit d'un soulèvement du peuple qui va aboutir à chasser Ben Ali.

La mobilisation, qui se développe durant plusieurs semaines et s'élargit à de nouvelles couches de la société, ne se limite pas à l'exigence de la démocratie. Elle combine revendications démocratiques et revendications sociales. Les mots d'ordre qui unifient le mouvement, sont : "*Du pain, de l'eau, pas Ben Ali !*" et "*Dégage, Ben Ali !*".

Le mouvement révolutionnaire se dirige non seulement contre le régime mais aussi contre l'impérialisme, qui est à la source de la politique d'un régime qui lui est inféodé. C'est dans le cadre des plans du FMI et de l'accord d'association, qui entraînent déréglementation et privatisation, que les clans du régime s'approprient des pans entiers de l'économie et que se développe une corruption énorme. Mais ce ne sont là que les "miettes du festin

impérialiste”. C’est pourquoi, financièrement, matériellement et politiquement, les États-Unis, la France et l’Union européenne soutiennent sans réserve cette dictature.

La mobilisation qui va toucher la plupart des villes du pays va voir les travailleurs se mettre en mouvement ; les militants de l’UGTT sont en première ligne du combat de classe.

Le 12 janvier 2011, tandis que le ministre de l’Intérieur autorise la police à tirer, à Sfax, la deuxième ville du pays, l’UGTT appelle à une manifestation qui regroupe 30 000 personnes. Dans tout le pays, des manifestations ont lieu. Pour se protéger des exactions de la police et des milices RCD dans les quartiers et les localités, la population constitue des piquets d’autodéfense.

Malgré les concessions de Ben Ali la veille, la mobilisation est énorme le 14 janvier. L’armée commence à se déployer. La police disparaît. Des scènes de fraternisation avec les soldats ont lieu. L’administration américaine critique fermement Ben Ali. Le 14 janvier au soir, Ben Ali fuit. Des milices RCD provoquent le chaos. Le 15 janvier, l’armée décrète l’état d’urgence et annonce qu’elle protégera le peuple.

Les comités de défense, devant le vide laissé par la disparition de la police, d’une partie de l’administration, commencent à occuper une autre place. A Kasserine, outre la police, toute l’administration et la municipalité ont fui. Le comité de défense commence à gérer la ville. C’est le cas dans d’autres localités. Ces comités de défense siègent dans les locaux de l’UGTT, les militants de l’UGTT y prennent une place centrale.

Le comité de Kasserine adopte une déclaration :

“Défaire le parti qui gouverne et toutes ses institutions, geler ses avoirs et restituer au peuple tous les biens qu’il a volés (...). Mettre en place un gouvernement de salut public (...) Ce gouvernement doit veiller à l’élection d’une Assemblée constituante pour l’adoption d’un nouveau Destour (Constitution — NDLR) qui rompe avec l’ancien régime.”

Dans d’autres villes, des comités du même type se mettent en place. La masse

en mouvement, avec l’UGTT, constituant ses comités, veut liquider le régime. En face, l’impérialisme pousse à une “transition démocratique”. Les États-Unis, la France, l’Union européenne interviennent. Un gouvernement composé de dignitaires du RCD plus quelques représentants de partis “d’opposition” (partis légaux sous la dictature) est formé le 17 janvier.

La mobilisation se poursuit. *“Dissolution du RCD !”* Le mot d’ordre : *“Du pain, de l’eau, pas Ben Ali !”* devient : *“Du pain, de l’eau, pas le RCD !”* Dans plusieurs villes ou régions, des responsables de l’UGTT contestent la participation au gouvernement de trois membres ou proches de l’UGTT.

Le 18 janvier, la commission administrative nationale de l’UGTT se tient en urgence et adopte une résolution dans laquelle on peut lire :

“Considère que le gouvernement de coalition ne correspond ni à nos idées, ni à nos exigences exprimées, ni non plus à l’aspiration du peuple et des travailleurs. Décide le retrait de nos représentants du gouvernement, la démission de nos syndicalistes élus à l’Assemblée nationale, à l’Assemblée du conseil, dans les conseils municipaux et la suspension de la participation de l’UGTT au Conseil économique et social.”

La commission administrative nationale de l’UGTT, dans cette même résolution, exigeait :

“La dissolution du RCD (...), le refus de toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de notre peuple car seul il a pu faire tomber un président qui a fait réprimer le peuple ; le peuple doit donc décider de son sort sans ingérence extérieure.”

La centrale demande également la “nationalisation” des biens du clan Ben Ali, c’est-à-dire la prise de contrôle par la République tunisienne d’une large part de l’économie.

Dans cette voie, l’UGTT appelle *“à une Assemblée constituante à travers des élections libres et démocratiques qui reflètent la volonté du peuple”*.

Une heure plus tard, les trois membres ou proches de l’UGTT démissionnent du gouvernement. La mobilisation pour exiger la dissolution du RCD se développe.

Ce qui est posé là, c'est la question du pouvoir. En se dressant pour en finir avec le régime RCD, les masses travailleuses et paysannes avancent leurs propres revendications (nationalisation des entreprises, réforme agraire). Elles revendiquent une nouvelle organisation du pays, en s'organisant d'ores et déjà avec leurs comités et leur centrale syndicale. C'est la recherche d'un pouvoir représentant les masses ouvrières et paysannes s'opposant au pouvoir représentant local de l'impérialisme mondial.

Cela souligne que dans ce processus révolutionnaire en Tunisie la classe ouvrière, appuyée sur sa centrale syndicale historique, a commencé à constituer les embryons d'un pouvoir opposé à celui du RCD, matérialisant ainsi ce que Trotsky écrivait dans *La Révolution permanente*.

Le premier enseignement de cette thèse, c'est qu'à l'époque de l'impérialisme, seule la classe ouvrière dans son mouvement révolutionnaire peut réaliser les tâches nationales et démocratiques que la bourgeoisie compradore, inféodée à l'impérialisme, ne peut résoudre.

En se mobilisant dès le départ sur l'exigence "*Du pain, de l'eau, pas Ben Ali*", les travailleurs et la jeunesse ont lié revendications sociales et démocratiques, posant ainsi la question de la propriété des moyens de production, contre les multinationales, et débouchant sur l'exigence de la souveraineté nationale contre l'impérialisme.

Le deuxième enseignement, c'est que révolution et contre-révolution s'affrontent à l'échelle mondiale. De fait, dès le début du soulèvement du peuple, les impérialismes américain et français, mais aussi l'Union européenne et le FMI, se sont portés au secours du régime, parce que son effondrement ouvrirait la voie à une situation d'où pourrait émerger un autre pouvoir, celui des masses ouvrières et paysannes. Ils ont d'abord appuyé les déclarations de Ben Ali proposant des "réformes" puis, lorsque sa chute fut rendue inévitable par l'élargissement du processus révolutionnaire, au nom d'une prétendue "transition démocratique", ils se sont portés au secours du régime RCD et ont ainsi poussé à l'établissement d'un gouvernement de coalition. Ils ont insisté

sur la nécessité de tenir des élections présidentielles dans quelques mois.

La perspective de la présidentielle, c'est-à-dire d'une élection menée *dans le cadre* du régime "rénové", se dresse face à l'exigence des masses tunisiennes d'une Assemblée constituante, qui exige *la liquidation* du régime.

En Tunisie même, l'offensive a été multiforme. Le déploiement de l'armée, au nom de la protection du peuple, avait aussi pour objectif de canaliser le mouvement de la classe. C'est ainsi qu'à l'appel du comité de Kasserine et d'autres comités du centre du pays, des centaines de travailleurs et de jeunes sont venus s'installer à Tunis, devant le siège de la Kasbah, c'est-à-dire le palais du gouvernement. Les manifestants ont annoncé qu'ils ne partiraient pas tant qu'il resterait des ministres RCD.

L'armée, toujours au prétexte de "protéger" les manifestants, a établi un cordon autour de la place, empêchant ainsi les manifestations de rejoindre la Kasbah. Pendant ce temps, les milices du RCD ont attaqué, dans plusieurs villes, les locaux de l'UGTT. A Kasserine, après l'intervention de la milice du RCD, des soldats sont venus occuper le local de l'UGTT pour le "protéger". De fait, le comité de défense de la révolution à Kasserine ne peut plus se réunir dans les locaux de l'UGTT.

Il faut souligner ici une question centrale : de tous côtés, on présente l'armée comme une institution plus ou moins neutre qui, finalement, se serait opposée à Ben Ali. L'armée tunisienne, comme toute armée, est la colonne vertébrale de l'Etat. Même si elle a été soumise au processus révolutionnaire, ce qui s'est matérialisé par les scènes de fraternisation. Mais il y a les soldats, et il y a l'état-major qui, lui, a clairement agi pour préserver le régime, en pressant Ben Ali de partir.

Les fédérations enseignantes de l'UGTT avaient appelé à une grève générale de l'enseignement. Une contre-manifestation a été organisée par le gouvernement et le RCD pour dénoncer la grève de l'UGTT. Une extraordinaire pression s'est exercée sur la direction de l'UGTT.

Appuyé sur l'impérialisme, le Premier ministre Ghannouchi a annoncé un nou-

veau changement de gouvernement. Seuls demeurent trois ministres RCD. A leur place, des technocrates ont été nommés, sans appartenance politique antérieure. Mais le Premier ministre, lui, est resté en place. C'est l'ancien Premier ministre de Ben Ali, auparavant directeur de programmes à la Banque mondiale.

C'est dans cette situation que la commission exécutive de l'UGTT, avec la majorité des voix exprimées dans cette instance, a décidé de reconnaître ce gouvernement sans y participer. Une partie de la commission administrative a voté contre. Selon le responsable de l'enseignement primaire, qui a voté contre, ils représenteraient plus de 50 % des syndicalistes de l'UGTT. Une intense discussion est en cours sur cette question au sein de la centrale syndicale.

Après la constitution du nouveau gouvernement, l'armée a appelé au rétablissement de l'ordre et à la fin de l'occupation de la place devant la Kasbah. Elle a retiré l'ensemble de ses troupes de la place. Quelques heures plus tard, milices du RCD et policiers expulsaient avec violence les manifestants encore présents, faisant trois morts. Mais, dans le même temps, se développe dans le pays une vague de grèves et de mobilisations pour des revendications salariales, pour la transformation d'emplois précaires dans la fonction publique en emplois statutaires, pour la renationalisation des entreprises, des grèves qui s'étendent dans toutes les régions du pays.

S'engouffrant dans les brèches béantes ouvertes par la chute de Ben Ali, les travailleurs avancent leurs revendications, qui se heurtent aux exigences des multinationales, de l'impérialisme. Pour ce faire, ils accentuent leur lutte contre le régime. La revendication de confisquer les biens volés et pillés par le clan Ben Ali-Trabelsi pose pratiquement la question de la nationalisation d'une large part de l'économie.

Confrontées aux obstacles au sommet, les masses se mobilisent en bas contre le régime RCD. Face à la nomination de certains préfets et gouverneurs dans les différents gouvernorats du pays, des mobilisations massives ont eu lieu dans plusieurs villes contre ces représentants de l'État

issus du RCD et, dans plus de dix cas, elles ont chassé les préfets.

C'est maintenant dans une série d'entreprises, de ministères, de secteurs de la fonction publique que les travailleurs expulsent leurs patrons ou leurs directeurs issus du RCD. Une deuxième étape du processus révolutionnaire est en préparation, annoncée par la vague de grèves qui déferle en Tunisie à la mi-février.

EN ÉGYPTÉ, C'EST AUSSI LE RÉGIME QUI EST MENACÉ DE DISPARAÎTRE

Cette même question du régime est posée en Égypte, un régime lui aussi totalement inféodé à l'impérialisme et à ses plans. Pendant des semaines, la mobilisation s'est élargie, touchant progressivement différentes couches de la société. Le régime a répondu par une répression brutale. 300 morts ont été enregistrés officiellement. Mais la mobilisation s'est élargie, mettant en mouvement des millions et millions d'Égyptiens.

L'impérialisme américain avait un objectif : le maintien du régime avec ou sans Moubarak. Les déclarations de plusieurs responsables américains ont montré la crise qui se développe en même temps dans l'administration américaine, paniquée par le soulèvement du peuple égyptien et multipliant les déclarations souvent contradictoires. Pour l'impérialisme américain, le maintien du régime ramenait à la question de l'armée. Rappelons que si, en Tunisie, le régime s'appuyait sur l'appareil du RCD tout en utilisant la police (dont les effectifs étaient deux fois supérieurs à ceux de l'armée), en Égypte depuis trente ans, c'est l'armée qui est au pouvoir. Le régime est indissociable de l'armée. L'armée, c'est le régime.

Moubarak, général de l'armée, a été désigné par l'état-major après l'assassinat de Sadate. Tous les premiers ministres sont des militaires, et les principaux ministères sont aux mains de généraux. De plus, après les accords de Camp David entre l'Égypte et l'État d'Israël, les États-Unis financent directement l'armée, à qui ils accordent 1,3 milliard de dollars chaque année. L'armée est devenue le pre-

mier entrepreneur du pays. Elle possède l'industrie d'armement mais aussi des entreprises dans le BTP, l'agro-alimentaire, le tourisme, les services, etc.

Il n'y a donc pas de "neutralité" de l'armée, mais une institution qui constitue la colonne vertébrale du régime égyptien. La multiplication des pressions sur Moubarak pour qu'il accentue les concessions et engage une "transition démocratique", comme disaient les États-Unis, visait à protéger l'appareil militaire. D'ailleurs, celui-ci a pris soin de se déclarer opposé à toute violence contre le peuple, assurant qu'il lui apporterait sa protection.

C'était là le produit de la terreur de l'appareil militaire devant le processus révolutionnaire par lequel les masses pouvaient tout balayer, comme l'indiquaient les scènes de fraternisation.

C'est dans ce cadre que les émissaires américains ont rencontré les dignitaires du régime, mais aussi les partis d'opposition, y compris les Frères musulmans. Moubarak, dans une ultime "concession", avait nommé pour la première fois depuis trente ans, un vice-président, le général Souleimane, chef des services secrets et responsable de toutes les négociations entre l'État d'Israël et les Palestiniens.

C'était là donner une garantie aux États-Unis et à l'État d'Israël, puisqu'ils avaient exigé une garantie sur le respect des traités signés par l'Égypte, c'est-à-dire les accords de Camp David. Mais la mobilisation massive des masses se poursuivait.

La plupart des partis d'opposition comme les Frères musulmans, qui avaient annoncé qu'ils ne participeraient à aucune négociation tant que Moubarak resterait au pouvoir, ont accepté de rencontrer le général Souleimane. Les manifestations, notamment celles du 4 février, ont déferlé dans les rues du Caire et des grandes villes du pays.

Début février, ce sont des secteurs entiers de la classe ouvrière qui sont entrés dans la grève. Comme produit de cette situation, plusieurs petits syndicats indépendants se sont regroupés pour constituer, le 30 janvier, une Fédération syndicale indépendante qui, dans son appel, déclare :

« Les luttes ouvrières ont pavé la voie de la révolution populaire qui est en

courses. C'est pourquoi les ouvriers et les employés égyptiens refusent absolument que la Fédération générale "gouvernementale" les représente et parle en leur nom, parce qu'elle a souvent refusé leurs droits et revendications et a même publié la fameuse déclaration du 27 janvier dans laquelle elle annonçait s'opposer à toute action de protestation dans cette période.

C'est pourquoi les syndicats et les comités indépendants (RETA, syndicat des travailleurs retraités, syndicat des professionnels de santé, syndicat indépendant des enseignants), aux côtés de groupes indépendants d'ouvriers des industries, prononcent la création de la Fédération pour des syndicats indépendants et de son organe constitutif le dimanche 30 janvier 2011 et insistent sur ceci :

1.- Le droit des citoyens égyptiens à travailler (...).

2.- La définition d'un salaire minimum d'au moins 1 200 livres égyptiennes (...).

3.- Le droit pour tous les citoyens égyptiens de bénéficier d'une sécurité sociale juste (...).

4.- Le droit pour les ouvriers et les employés de s'organiser (...).

5.- La libération de tous les détenus emprisonnés après le 25 janvier. »

De la même manière qu'en Tunisie, la classe ouvrière recherche l'organisation pour combattre. Mais en Égypte, il n'y a pas d'équivalent à l'UGTT. Quel qu'il ait pu être le caractère semi-intégré de l'UGTT, elle existait comme organisation dont les masses tunisiennes ont pu se ressaisir. A l'inverse, en Égypte, le syndicat était un organisme étatique, dont les chefs étaient ministres ou députés. C'est dans ces conditions que s'étaient constituées de multiples organisations de type syndical ou ONG. Ce processus a abouti à la naissance de la Fédération.

Il ne faut pas ignorer non plus le jeu qu'a joué l'AFL-CIO pour "aider" certaines de ces structures de type syndical, ou le rôle de la CSI qui cherche à encadrer cette fédération.

A partir du 9 février, la situation bascule : Moubarak s'accroche au pouvoir, la pression américaine s'accroît et les grèves atteignent des secteurs stratégiques. Dans plusieurs usines d'armement, propriétés de l'état-major, les travailleurs

se mettent en grève. Les usines textiles aussi. Les dockers de Port Saïd se mettent en grève. Les 6 000 employés du Canal de Suez se mettent en grève. Cela va précipiter les développements. Les ouvriers manifestent en criant : *“Nous sommes le peuple, nous sommes le pouvoir !”*

Les États-Unis, avec l'état-major de l'armée égyptienne, débarquent Moubarak au lendemain de son discours du 10 février, dans lequel il annonçait pourtant qu'il se maintenait. Le 11 février est annoncé le fait que Moubarak a remis le pouvoir, non pas — conformément à la Constitution — au chef du Sénat, mais au Comité de sécurité nationale, c'est-à-dire à l'état-major.

Brutalement, l'administration américaine, avec le concours de l'état-major égyptien, a écarté Moubarak dans un coup d'État à froid, parce que c'est le régime tout entier qui est menacé. L'élément qui a opéré ce basculement, c'est le développement de plus en plus massif des grèves et l'entrée dans les manifestations de dizaines de milliers de travailleurs avec leurs syndicats. C'est donc le mouvement des masses d'Égypte, ouvrant une crise majeure du régime, qui a fait tomber Moubarak.

Mais si, en Tunisie, la révolution a entraîné la chute de Ben Ali et commencé à démanteler l'appareil d'État RCD, en Égypte, jusqu'à présent, le processus révolutionnaire, en chassant Moubarak, a ouvert une profonde crise mais n'a pas encore commencé à démanteler l'appareil d'État, c'est-à-dire l'armée.

Immédiatement, les États-Unis déclarent qu'ils sont prêts à collaborer avec les nouveaux partenaires égyptiens, mais à condition qu'ils assurent reconnaître les traités internationaux. Aussitôt, le ministre de la Défense, général de l'état-major égyptien, réaffirme que l'Égypte respectera tous ses traités internationaux, c'est-à-dire avec l'État d'Israël. L'“opposant” El Baradei, qui se présente comme une alternative au régime au cas où il viendrait à tomber, dit la même chose. Et la confrérie des Frères musulmans aussi. Ils sont tous d'accord pour respecter les “accords” avec l'État hébreu.

En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne interdit toute manifestation de soutien

au peuple égyptien après l'annonce de la chute de Moubarak.

L'armée égyptienne annonce qu'elle prend le contrôle du pays, dissout le Parlement, suspend la Constitution, décrète l'état d'urgence et informe qu'elle conduira un processus de transition démocratique avec des élections d'ici quelques mois. Elle appelle les Égyptiens à reprendre le travail, et au rétablissement de l'ordre.

Le 13 février, l'armée intervient sur la place Tahrir, expulse par la force les milliers de manifestants installés là depuis des semaines et qui, ne se contentant pas du départ de Moubarak, refusaient de partir. Il faut dire que le comité de la place Tahrir avait adopté le texte suivant :

“Nous affirmons la poursuite de la révolution pacifique jusqu'à la victoire et la réalisation jusqu'à leur terme de toutes nos demandes : la levée immédiate de l'état d'urgence ; la libération immédiate de tous les prisonniers politiques ; l'abrogation de la Constitution actuelle, y compris de tous ses amendements ; la dissolution de l'Assemblée nationale, du Sénat et des gouvernorats ; la création d'une Assemblée constituante originale pour rédiger une nouvelle Constitution démocratique à l'image des grandes Constitutions démocratiques et chartes internationales des droits humains ; elle sera soumise à un référendum dans un délai de trois mois après la formation de cette assemblée ; le droit de créer librement tout parti politique fondé sur des bases civiques, démocratiques et pacifiques, sans obstacle aucun et sans conditions et le droit d'obtenir leur légalisation par simple déclaration de leur constitution ; la liberté de la presse et de la circulation de l'information ; la dissolution de tous les tribunaux militaires et l'annulation de tous les verdicts rendus par ces tribunaux à l'encontre des citoyens.”

Toutes les forces attachées à l'“ordre” doivent bander leurs forces contre les travailleurs en mouvement. De nombreux “opposants” annoncent leur soutien à l'armée. Mardi 15 février, une scène inimaginable il y a peu s'est produite à la télévision d'État : Essan el-Eriane, l'un des responsables de la confrérie des Frères musulmans, régulièrement réprimée par l'armée, déclare : *“Nous avons confiance dans l'armée et sa promesse de rendre le pouvoir”* et se déclare favorable à un

“consensus national pour aller vers un système démocratique”.

Alors que l'armée a appelé à cesser les grèves depuis plusieurs jours, le 16 février, à Mehalla Al-Kubra (Delta du Nil), les travailleurs de la plus grande usine textile d'Égypte ont déclenché la grève pour une hausse des salaires et l'ouverture d'une enquête sur des faits de corruption de la direction de l'usine. Ce même jour, plusieurs centaines de travailleurs de l'aéroport du Caire en grève ont défilé dans le terminal pour exiger des hausses de salaire.

L'ENNEMI, C'EST L'IMPÉRIALISME MONDIAL

Les processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte démontrent une nouvelle fois que les masses ouvrières et paysannes, en se dressant contre le régime en place, se heurtent à l'impérialisme mondial qui cherche à préserver les régimes qui lui sont inféodés.

Comme le souligne Léon Trotsky,

“les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capital indigène mais de l'impérialisme mondial”.

Ces régimes ne peuvent pas s'extraire des lois du marché mondial, dominé par le capital, sans se heurter aux puissances impérialistes. De ce point de vue, il y a une différence entre les régimes qui cherchent, en rapport avec les développements de la lutte des classes, à résister, même partiellement, et ceux qui appliquent l'ensemble des exigences de l'impérialisme.

Même dans le premier cas, cela ne fait pas d'eux des gouvernements ouvriers et paysans. Il faudrait pour cela qu'ils s'engagent dans une voie de rupture consécutive avec l'impérialisme. Mais pour les masses ouvrières et paysannes et pour leur combat, cela fait une différence que des révolutionnaires ne peuvent ignorer, parce que les révolutionnaires partent de l'appréciation fondamentale selon laquelle les masses ont la capacité, par leur propre lutte de classe, de s'ouvrir une issue, comme l'exprime la constitution de comités en Tunisie.

Le résultat de la lutte des classes, c'est la lutte des classes qui le fournira. C'est pourquoi le programme de fondation de la IV^e Internationale affirme :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison toute à fait exceptionnelle de circonstances (guerres, défaites, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petit-bourgeois (y compris staliniens) puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas une chose est hors de doute : si même cette variante peu vraisemblable se réalisait et qu'un “gouvernement ouvrier et paysan” (...) s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

En effet, dans *La Révolution permanente*, à propos de pays dominés par les puissances impérialistes, Léon Trotsky explique que

“la véritable et totale solution des tâches démocratiques et nationales de libération n'est concevable que par la dictature du prolétariat assurant la direction de la nation opprimée”.

À l'époque de l'impérialisme, en effet, il est illusoire de croire que la bourgeoisie débile et comprador des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine peut instaurer la souveraineté de la nation, comme a pu le faire la bourgeoisie aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Dans une *“Discussion sur l'Amérique latine”* (*Œuvres*, tome 19), Trotsky explique :

“Tout gouvernement peut créer dans une situation semblable une position dans laquelle il oscille, penchant tantôt vers la bourgeoisie nationale et les ouvriers et tantôt vers le capital étranger. Pour tenir les ouvriers, ils intègrent les syndicats à l'État.”

C'est pourquoi Trotsky, soulignant le rôle de la classe ouvrière, insiste sur le combat pour l'indépendance des syndicats, parce que le prolétariat va jouer un rôle déterminant et décisif. Trotsky ajoute :

“Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisante à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est

condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans la mesure où le rôle principal dans les pays arriérés est joué par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe, pour ce qui est de sa position sociale, une situation inférieure à celle qui correspond au développement de l'industrie. Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de montrer de la résistance au capital étranger, est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable, et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements de tout régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste et diffèrent les uns des autres en ceci que les uns essaient de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière.

Ceci également détermine le sort des syndicats. Ou bien ils se trouvent sous le patronage de l'État ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Le patronage de l'État est dicté par deux tâches qui s'affrontent : premièrement se rapprocher de la classe travailleuse tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme ; deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie" (dans *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*).

Cette citation de Trotsky permet d'éclairer les développements dans le mouvement ouvrier en Égypte, en Tunisie, en Algérie, et fixe le cadre d'action pour les révolutionnaires prolétariens.

Trotsky rappelle :

"L'IC soutient tout mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme sans perdre de vue que seule une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut mener les masses opprimées à la victoire."

Et il ajoute :

"Dans tous les cas, où elle (la bourgeoisie nationale — NDLR) affronte directement les impérialistes étrangers ou leurs agents réactionnaires fascistes, nous lui donnons notre plein soutien révolutionnaire, tout en conservant l'entière indépendance de notre organisation, de notre programme, de notre parti."

Et, pour bien faire comprendre que la question de l'impérialisme est centrale, que les régimes en place lui sont inféodés, Trotsky prend un exemple :

"Il existe actuellement au Brésil un régime semi-fasciste que n'importe quel révolutionnaire ne peut considérer qu'avec haine. Supposons que demain, l'Angleterre entre en conflit militaire avec le Brésil. Je vous demande de quel côté se rangera la classe ouvrière ? Moi, je répondrais : dans ce cas, je serai du côté du Brésil "fasciste" contre l'Angleterre "démocratique". Pourquoi ? Parce que le conflit entre les deux pays ne sera pas une question de démocratie ou de fascisme. Si l'Angleterre triomphait, elle mettrait en place un autre fasciste à Rio de Janeiro et renforcerait le contrôle sur le Brésil. Dans le cas contraire, si le Brésil venait à l'emporter, cela donnerait un puissant élan à la conscience nationale et démocratique du pays et mènerait à l'effondrement de la dictature de Vargas.

La défaite de l'Angleterre, en même temps, représenterait un coup dur pour l'impérialisme britannique et donnerait un grand élan au mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais. Il ne faut rien avoir dans la tête pour réduire les antagonismes mondiaux et les conflits militaires au combat entre le fascisme et la démocratie. Il faut savoir distinguer les exploiters, les esclavagistes et les voleurs, quel que soit le masque qu'ils utilisent !" ("Entretien avec Léon Trotsky", Mateo Fossa, 23 septembre 1938).

La pression pseudo-révolutionnaire, pro-impérialiste et stalinienne s'exerçait alors sur les rangs de la IV^e Internationale.

Sur ce point, Léon Trotsky va devoir polémiquer avec la direction de la section de la IV^e Internationale du Mexique — pays où il a trouvé refuge —, qui considère que “l’opportunisme” de Trotsky à l’égard du gouvernement de Cardenas, avec lequel il collabore dans l’élaboration de la loi de nationalisation du pétrole, tient au fait que Trotsky protège son exil...

Dans une discussion (4 novembre 1938), il répond aux camarades mexicains :

“Je crois que nos camarades au Mexique et ailleurs essaient de façon abstraite, en ce qui concerne le prolétariat et même l’histoire en général, de sauter, pas avec les masses par-dessus certaines étapes, mais par-dessus l’histoire en général et surtout par-dessus le développement du prolétariat (...).”

Nous sommes dans une période où la bourgeoisie nationale cherche à obtenir un peu plus d’indépendance vis-à-vis des impérialistes étrangers. La bourgeoisie nationale est obligée de flirter avec les ouvriers, avec les paysans et nous avons alors l’homme fort du pays, orienté à gauche comme aujourd’hui au Mexique. Si la bourgeoisie nationale est obligée d’abandonner la lutte contre les capitalistes étrangers et de travailler sous leur tutelle directe, nous aurons un régime fasciste.”

Mais même dans le premier cas, Trotsky insiste :

“La section mexicaine de la IV^e Internationale est en compétition avec la bourgeoisie nationale devant les ouvriers, devant les paysans. Nous sommes perpétuellement en compétition avec la bourgeoisie nationale, en tant qu’unique direction capable d’assurer la victoire des masses dans le combat contre les impérialistes étrangers.”

TÂCHES DÉMOCRATIQUES ET NATIONALES, ET RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Instaurer la souveraineté nationale exige le contrôle de l’économie et passe donc par la rupture de tous les liens avec l’impérialisme, par la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans. C’est pour-

quoi, au IV^e Congrès de l’Internationale communiste, les thèses sur “*la question d’Orient*” définissent la forme particulière du combat pour le front unique dans ces pays qui ne sont pas impérialistes : le front unique anti-impérialiste, qui

“est d’autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes tendent à établir des compromis avec le capital étranger et ces accords affectent les intérêts de base des masses populaires.”

De même que le mot d’ordre de F.U.O. a aidé et aide encore en Occident à démasquer la trahison commise par les sociaux-démocrates contre les intérêts du prolétariat, de la même manière le mot d’ordre de front unique anti-impérialiste contribuera à démasquer les hésitations et incertitudes de divers groupes du nationalisme bourgeois.”

Trotsky insiste : seul le prolétariat, à l’époque de l’impérialisme, peut réaliser les tâches nationales et démocratiques :

“Dans la mesure où les tâches sont démocratiques au sens historique large, ce sont des tâches démocratiques bourgeoises, mais là, la bourgeoisie est incapable de les résoudre (...). Dans le cours de la lutte pour les tâches démocratiques, nous opposons le prolétariat à la bourgeoisie.”

Car selon Trotsky, il n’y a pas d’“étape démocratique” obligée pour les pays “arriérés”. Le front unique anti-impérialiste ne concerne pas seulement les “tâches démocratiques”, il combine tâches démocratiques, nationales et prolétariennes.

C’est d’ailleurs ce que démontrent les processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte, qui voient la classe ouvrière affirmer sa position sociale. Il n’y a pas de “révolution par étapes” possible. Seul, le prolétariat, par sa conquête du pouvoir politique et l’expropriation du capital, peut garantir la réalisation des tâches nationales et démocratiques.

C’est pourquoi le mot d’ordre d’Assemblée constituante souveraine est un mot d’ordre “démocratique” opposé aux régimes qui garantissent la domination impérialiste.

Mais dans les pays dominés, c’est un mot d’ordre de la démocratie révolutionnaire car il combine la centralisation des aspirations nationales et démocratiques du peuple avec les aspirations sociales des

ouvriers et des paysans, posant la question du pouvoir à même de les satisfaire.

C'est donc un mot d'ordre transitoire. C'est pourquoi le programme de fondation de la IV^e Internationale précise :

“Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie “nationale”.

A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.”

La seule révolution “démocratique” conséquente, c'est la révolution prolétarienne expropriatrice du capital, par la conquête du pouvoir politique de la classe ouvrière à travers les soviets.

En mai 1940, la Conférence extraordinaire de la IV^e Internationale adoptera, outre le document fondamental : *Le Manifeste d'alarme*, une résolution intitulée : *“Le monde colonial et la guerre impérialiste”*. Ce document souligne la portée révolutionnaire des mots d'ordre démocratiques et transitoires, comme levier pour rassembler autour des ouvriers les masses paysannes et populaires qui, ainsi, vont trouver la voie de l'organisation indépendante en comités, préfigurant les soviets, et d'une situation de double pouvoir.

“Le mot d'ordre d'Assemblée nationale ou Constituante reste le levier le plus puissant pour mener les masses au

combat. Mais dans ce mot d'ordre, le parti révolutionnaire des travailleurs doit inclure tout le contenu de la révolution agraire et de la lutte pour la libération nationale (...). Il ne faut pas laisser la lutte démocratique aux mains de la bourgeoisie nationale mais il faut, dans une situation de montée du mouvement des masses, qu'elle s'exprime par la création de conseils ouvriers, de paysans, de soldats au niveau local, provincial et national en tant qu'organe de lutte de masse et tôt ou tard, en tant qu'organe du pouvoir des travailleurs.”

C'est ainsi que, par son propre mouvement d'organisation en comités et conseils ouvriers, le prolétariat, entraînant les masses, dépassera le cadre de la démocratie politique par l'instauration du pouvoir ouvrier des conseils, forme la plus élevée de la démocratie.

N'est-ce pas l'orientation générale à dégager dans des pays comme l'Égypte, la Tunisie, en Algérie ou ailleurs ? N'est-ce pas la voie du combat pratique et concret contre l'impérialisme plutôt que des discours “révolutionnaires” et complices de l'impérialisme ?

LE COMBAT POUR LA DÉFENSE DE LA NATION ALGÉRIENNE

En pleine révolution tunisienne et au cœur du soulèvement en Égypte, le FMI déclare, le 31 janvier, que l'Algérie doit procéder à des réformes structurelles, qu'elle doit cesser d'augmenter les salaires et doit réduire les déficits publics. Le FMI ajoute que les investisseurs étrangers sont très préoccupés des mesures de contrôle mises en œuvre par l'État algérien.

En 2008, en effet, le président Boutefflika, qui avait été élu en 1999 et qui, dans la continuité de ses prédécesseurs, mettait en œuvre le plan d'ajustement structurel, a dû reconnaître l'échec de la politique de privatisation.

En 2009, le gouvernement a promulgué par ordonnance une loi de finances complémentaire qui rétablit le contrôle de l'État sur l'économie, et décide que dans les entreprises en partenariat avec des compagnies étrangères, la part algérienne

doit être de 51%. Le Parti des travailleurs (PT) a dit qu'il s'agissait là d'un premier pas. Deux mois plus tard, lors du débat sur la loi de finances annuelle, les députés du PT ont présenté une série d'amendements, notamment pour une allocation chômage, pour l'augmentation du SMIC, la réouverture des entreprises fermées, la renationalisation des entreprises privatisées, à commencer par celles qui avaient été vendues au capital étranger (par exemple à Arcelor Mittal, Lafarge, Lindt). Ces amendements ont été rejetés par le vote de l'ensemble des groupes de la majorité présidentielle, et également par les députés du RCD.

Considérant que les 51 % étaient un premier pas, les députés du PT ont voté cette loi de finances. Dans la préparation du congrès du PT qui s'est tenu en août 2010, la discussion a porté sur une question centrale qui a d'ailleurs abouti à l'adoption par le congrès d'une résolution de politique générale expliquant que, si "51 %/49 %" était un premier pas, en précisant que les 51 % devaient être exclusivement publics, le PT se prononçait pour "100 %", soit la renationalisation de l'économie.

L'Union européenne, les investisseurs étrangers, notamment américains, le Medef (le patronat français), ont protesté avec virulence contre cette loi de finances. D'autant plus que la loi de finances complémentaires de 2009 et celle de 2010 prennent également des mesures de protection de l'économie nationale, dont la préférence nationale pour les entreprises publiques, par l'interdiction, par exemple, d'importer des médicaments dont l'équivalent est produit en Algérie ; de même, révision de certains points de l'accord d'association avec l'UE sur la protection de la production locale. Des mesures élargies en 2010 par un soutien à l'industrie, qui permis la reconstitution de 200 entreprises publiques, et par une augmentation des salaires de 50 à 115 % dans la Fonction publique. La déclaration récente du FMI s'inscrit dans une offensive d'ensemble pour que l'Algérie remette en cause ce qui a été décidé en 2009, et ouvre son économie au pillage du capital étranger. C'est donc à juste titre que Louisa Hanoune, au nom du Parti des travailleurs, répond :

“L'Algérie, ce n'est ni la Tunisie de Ben Ali ni l'Égypte de Moubarak. Le régime n'est pas le même, notamment en matière de politique économique et de politique étrangère.”

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, produit de la lutte nationale du peuple algérien, une large partie de l'économie avait été nationalisée, notamment tous les secteurs clés. C'était là le produit de la révolution algérienne, contenue par la direction du FLN en instaurant un régime de parti unique, caractérisé par des traits nationalistes petit-bourgeois.

L'impérialisme n'a jamais accepté ces nationalisations. Dans les années 1980, pendant la période très active des plans d'ajustement structurel, il a accentué sa pression sur le régime algérien. Après l'interruption du processus électoral par un coup d'État militaire en 1992, l'arrestation de ses dirigeants et l'interdiction du FIS, une violente guerre "civile" s'est déchaînée, qui a fait 150 000 morts. Il est clair que l'un des ressorts de cette guerre dislocatrice était dans la confrontation entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain, ce dernier cherchant à éliminer le premier.

C'est d'ailleurs durant cette période que les entreprises américaines sont passées en tête de l'exploitation des hydrocarbures algériens, reléguant la France à une place subalterne. La politique de l'impérialisme de privatisation-liquidation, et les contradictions inter-impérialistes, menaçaient l'Algérie dans son existence.

Le pays a été au bord de tomber dans une situation qui, à la même époque, frappait de nombreux pays africains. Le PT, le seul parti qui a dénoncé l'interruption du processus électoral, combattait dès cette époque à la fois pour la paix contre la guerre dislocatrice, mais aussi contre les plans d'ajustement structurel. En 1995, le PT a participé, à l'initiative de la communauté San Egidio, à une conférence à Rome avec le FIS, le FFS, Ben Bella, conférence qui a abouti à la signature d'un contrat national. Le régime algérien, dirigé par les généraux avec la participation du RCD, partisan farouche de l'éradication et de la guerre contre le terrorisme, a dénoncé violemment le contrat national signé par le PT avec les autres partis.

En 1998, le Parti des travailleurs, sur la base d'une large campagne, a tenu une conférence nationale pour la paix en Algérie. En 1999, le président Bouteflika est élu. Il va développer ce qu'il appellera une "politique de réconciliation nationale", proposant aux "terroristes" de déposer les armes en échange de l'amnistie, mais également la reconnaissance du dossier des personnes disparues et l'indemnisation des victimes.

Le PT, qui a combattu des années durant pour la paix, a appuyé la démarche qui a effectivement mis fin à la spirale infernale de la décennie noire, celle des années 1990. Mais l'impérialisme ne renonçait pas à son projet de dislocation de l'Algérie. Il a cherché à utiliser les mobilisations légitimes de la jeunesse et de la population en Kabylie en 2001, qui ont explosé suite à la mort d'un jeune tué par un gendarme.

L'un des agents actifs de l'impérialisme est le RCD, soutenu par les staliniens et les pablistes. Ce parti a ressuscité les traditions tribales en aidant à constituer les "Arouchs", c'est-à-dire les "tribus" pour enfermer la population dans un cadre corporatiste et ethniciste, et chercher à la dresser contre l'existence de partis et de syndicats. De plus, alors que la jeunesse et la population de Kabylie dirigeaient leur mobilisation contre la répression décidée par le régime et demandaient la reconnaissance de leurs droits niés par le régime, le RCD a cherché à détourner cette mobilisation et à l'orienter vers la séparation de la Kabylie du reste de l'Algérie. Mais cette manœuvre s'est heurtée à l'existence d'un peuple algérien appuyé sur une révolution qui a chassé le colonialisme français et qui a payé un lourd tribut (1,5 million de morts), notamment en Kabylie.

En 2001, l'UGTA a appelé à une grève nationale contre un projet de privatisation des banques, et en 2003, à une nouvelle grève générale qui fut massivement suivie dans tout le pays et notamment en Kabylie. C'était là l'expression du fait que, s'il compte une composante berbérophone et une composante arabophone, il n'y a, en Algérie, qu'un seul peuple, une seule classe ouvrière organisée dans l'UGTA, avec, dans des secteurs comme la santé et l'éducation, des syndicats auto-

nomes, qui sont le produit des crises de ces vingt dernières années.

Confédération syndicale semi-intégrée durant le régime du parti unique, l'UGTA est en même temps la centrale syndicale de la classe ouvrière qu'elle organise comme une totalité, sans distinction entre ses composantes, berbérophone ou arabophone. En effet, la révolution algérienne, mettant à bas la domination coloniale, a permis pour une large part, de surmonter les traits d'arriération, produits du colonialisme. L'Algérie et son peuple, sur la base des conquêtes de la révolution, ont connu un important développement. L'industrialisation publique du pays, la prise de contrôle des terres et l'établissement de droits et d'acquis nationaux constituent le socle de la position de l'UGTA.

Le PT, dans cette période, a développé et amplifié son combat contre les privatisations et a engagé une campagne de pétitions qui a recueilli 1,3 million de signatures pour la reconnaissance de la langue tamazight (langue berbère) comme langue nationale et officielle. En février 2002, le président Bouteflika recevait les chefs de partis pour préparer les élections législatives. Au nom du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune a demandé la reconnaissance et la constitutionnalisation de Tamazight.

En avril 2002, le président Bouteflika a annoncé la convocation du Congrès, c'est-à-dire de l'Assemblée et du Sénat, pour reconnaître Tamazight comme langue nationale. Le Parti des travailleurs a indiqué qu'il voterait cette loi. Le RCD a boycotté la tenue du Congrès.

En 2005, l'Algérie avait signé un accord d'association avec l'Union européenne. On sait que c'est ce type d'accord qui a été un des éléments de liquidation sociale en Tunisie. Même si l'accord signé avec l'Algérie comportait moins de clauses drastiques que celui signé avec la Tunisie, il n'en demeurait pas moins un accord de destruction des droits ouvriers et du peuple algérien. Le jour même de la signature de l'accord d'association, le 14 mars 2005, est proposé le vote d'une loi de dénationalisation des hydrocarbures pour... le 19 mars, date anniversaire du 19 mars 1962 !

Le PT est le seul parti à avoir voté contre ce texte.

En 2005, le PT a été le seul parti qui a pris position contre la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne par l'Algérie, et a mené une intense campagne pour la dénonciation de cet accord. C'est dans cette même période que l'impérialisme américain a essayé d'imposer au gouvernement algérien d'entrer dans le dispositif militaire Africom sous son contrôle. Le gouvernement algérien a dû refuser une telle atteinte à la souveraineté nationale algérienne. Dans une situation où les tentatives de dislocation par la guerre interne et par les événements en Kabylie avaient échoué, le PT a renforcé sa campagne pour l'interruption de tous les plans de privatisation-liquidation. Le PT a rassemblé 1,2 million de signatures pour la renationalisation des hydrocarbures et la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne. En 2006, le président Bouteflika décide la renationalisation des hydrocarbures.

En 2008, le président Bouteflika a dû reconnaître que la politique de privatisation était un échec. Il faut noter que, durant la période qui avait précédé, une vague de grèves et de mobilisations ouvrières s'était développée, et que depuis le tournant du 11 septembre 2001, l'impérialisme américain, avec ses subsidiaires de l'Union européenne, avait accentué la pression sur l'Algérie. Mais en 2004 est introduite la mise en œuvre du LMD remettant en cause la loi de 1998 sur le système classique d'enseignement supérieur, remettant en cause les diplômes et ouvrant la voie à la privatisation des universités. Le PT a voté contre. Depuis, à chaque rentrée universitaire, les étudiants se mobilisent contre LMD avec l'appui des militants de l'OJR. En ce mois de février 2011, dans toutes les villes universitaires, des manifestations ont lieu contre le système LMD, et refusent de marcher avec le RCD.

LE COMBAT DU PARTI DES TRAVAILLEURS

En 2009, le gouvernement a soumis au Parlement une loi de finances complé-

mentaire rétablissant le contrôle de l'État sur l'économie. Le gouvernement algérien a annoncé un plan de travaux publics pour une somme de 286 milliards de dollars. C'est dans ce cadre qu'il a pris, à la fin de l'année 2010, des mesures contre la spéculation et le secteur informel, qui représente environ 17 % de l'import-export en Algérie. De gros spéculateurs algériens sont à la tête du secteur informel, qui fait vivre des milliers de jeunes sans emploi qui travaillent "au noir".

La combinaison de ces mesures, et l'annonce, du fait des spéculateurs, d'une hausse jusqu'à 70 % des produits de base a provoqué en quelques jours une émeute de certains secteurs de la jeunesse déshéritée.

Dans une déclaration d'urgence, le PT explique :

"Pour le PT, parce que la preuve est établie que cette situation est dangereuse et, par delà la spéculation sur le marché mondial, est le produit direct de la fermeture des EPE du secteur de l'agro-alimentaire, dans le cadre du PAS et du programme de privatisation et du désengagement de l'État du commerce intérieur et extérieur, les solutions à même de stopper la spéculation consistent en :

– *Dans l'immédiat, le plafonnement des prix des produits concernés à savoir l'huile et le sucre.*

– *La restauration même de façon provisoire du monopole de l'État sur le commerce externe et interne pour que le contrôle des prix soit effectif...*

– *La réouverture des grandes surfaces publiques réservées aux produits subventionnés par l'État et à la production nationale.*

– *La réouverture des EPE de l'agro-alimentaire fermées (...)*

Parce que l'heure est grave et que rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation, le secrétariat du bureau politique considère que cette colère des jeunes soulève l'urgence d'une prise en charge durable du problème du chômage par de vraies solutions créatrices d'emplois permanents à même d'assécher le vivier du désespoir, à savoir la précarité sociale."

Puis, dans une déclaration commune avec l'UGTA, il a affirmé :

"A la suite des violentes émeutes des jeunes touchant plusieurs wilayas du

pays, provoquées par une flambée subite des prix des produits de base et de nombreux divers, l'Union générale des travailleurs algériens et le Parti des travailleurs dénoncent et condamnent les actes de spéculation qui, sous couvert du marché mondial, ont provoqué cette augmentation abusive des prix touchant les produits de large consommation. (...).

L'Union générale des travailleurs algériens et le Parti des travailleurs, solidaires des préoccupations sociales légitimes des jeunes, considèrent le saccage des services publics, des biens privés, des établissements scolaires, des unités sanitaires, sociales et de production comme une atteinte aux biens de la collectivité nationale et également à la manifestation démocratique des préoccupations de la jeunesse.

Loin de prendre de telles mesures, le gouvernement a cédé aux spéculateurs en gelant les mesures prises, en baissant les taxes douanières et en exonérant les patrons de charges sociales pendant huit mois.

Dans une conférence de presse, Louisa Hanoune a dénoncé ces mesures en faveur des spéculateurs et a appelé à ce que soient prises des mesures d'urgence en faveur de la jeunesse. Trois semaines après ces événements, le gouvernement annonce le rétablissement du contrôle du commerce par l'État. Puis, il annonce ensuite que l'État sera présent à 50% dans ce secteur (5% actuellement), que des mesures seront prises contre la spéculation, et que l'Office national du commerce va rouvrir. Des mesures de plafonnement des prix ont également été annoncées.

Dans l'éditorial de *Fraternité* (18 janvier 2011), Louisa Hanoune écrit :

“La défense de la révolution tunisienne implique pour nous, outre l'expression de toutes les formes de solidarité avec le peuple tunisien frère, que dictent l'histoire et les sacrifices communs pour arracher les indépendances nationales, d'intensifier la lutte en Algérie pour la rupture franche avec les politiques héritées du PAS avec l'accord d'association avec l'UE dont l'équivalent a ruiné la Tunisie, la réappropriation de la propriété collective de la nation par la renationalisation et la réouverture des entreprises privatisées ou fermées, par le rétablissement du monopole d'État sur le commerce extérieur pour désarmer les barons de l'import-export responsables de la spéculation criminelle et une véri-

table réforme politique, restituant la parole au peuple algérien pour qu'il définit lui-même la forme et le contenu des institutions dont il a besoin pour l'exercice de sa souveraineté.

Pour nous, cette perspective passe par la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, afin que le peuple souverain donne le contenu politique et social à la démocratie et donc à la Constitution devant la consacrer, et qu'il puisse élire ses représentants, les contrôler et les révoquer.

Ce faisant, il s'agit de fermer la parenthèse de la tragédie nationale, de se libérer des institutions vestiges du système de parti unique, et par là même de nourrir la révolution tunisienne, conformément aux traditions de l'Étoile nord africaine (ENA).”

Et c'est dans cette période que le FMI accentue une nouvelle fois sa pression contre l'Algérie. Le RCD, lié pendant des années au RCD de Ben Ali, a tout d'un coup découvert les vertus de la “transition démocratique” en Tunisie. Il a appelé à des marches contre le “pouvoir assassin” et pour la chute du régime. Il savait très bien qu'au nom de l'état d'urgence — contre lequel le PT combat depuis vingt ans —, ces manifestations seraient interdites. Il ne les a convoquées que pour être réprimé, afin de se tourner vers l'impérialisme pour lui demander de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Algérie.

Ce parti avait préalablement fait la tournée des chancelleries, européennes et américaine. D'ailleurs, le gouvernement français a publié un communiqué dans lequel il est dit :

“La liberté d'expression doit être respectée et les manifestations doivent pouvoir se dérouler librement.”

Le gouvernement américain a réaffirmé son “soutien aux droits universels du peuple algérien, y compris les droits de réunion et d'expression”.

Le Parti des travailleurs d'Algérie avait appelé les autorités à laisser le RCD manifester. Et Louisa Hanoune a précisé :

“Rien ne justifie la non-autorisation des marches à Alger. La liberté est un facteur d'ordre qui permettra d'isoler les aventuriers et les provocateurs.” Elle a ajouté : *“Le peuple ne peut pas marcher avec un parti de droite ayant fait partie d'un gouvernement qui avait décrété*

l'état d'urgence et d'autres mesures rétrogrades."

Le Front des forces socialistes (FFS, opposé au gouvernement puisqu'il a même boycotté les dernières élections) n'a pas non plus appelé à ce rassemblement, l'un des responsables du FFS indiquant :

"Nous ne marcherons pas avec les organisateurs dont l'agenda est déterminé à l'extérieur de l'Algérie."

Le quotidien français *Le Monde* écrit, à propos de cette "coordination" :

"Certains n'hésitent pas en aparté à imputer le manque de succès de l'appel à cette présence trop voyante de M. Sadi dans les années 1990 dans le compagnonnage du régime."

En effet, lorsque l'état d'urgence a été décrété en 1992, le RCD a approuvé les militaires. Ses députés ont voté toutes les lois, notamment celles de privatisation. De 1999 à 2001, deux ministres du RCD participaient au gouvernement, sous la présidence du même Bouteflika, que le RCD présente aujourd'hui comme "pire" que Ben Ali !

Louisa Hanoune ajoute :

"Le peuple n'oublie pas. Le parti qui a appelé à cette marche est le seul ayant plaidé officiellement pour la normalisation avec Israël. Il a été invité par l'Otan au cours de cette session parlementaire et il avait demandé de faire pression sur l'Algérie pour qu'elle cède aux forces sionistes. Ils veulent une révolution à l'irakienne sous la coupe américaine."

Mais manifestement, cela ne dérange pas le NPA, parti politique de l'ancienne puissance coloniale française qui n'hésite pas, dans l'éditorial de son journal *Tout est à nous !* (17 février) à écrire sur ce que devraient faire les Algériens :

"Unifier cette contestation multiforme. Le seul cadre existant : la coordination nationale pour le changement et la démocratie (...). De nouvelles manifestations auront lieu le 19 février."

Ainsi, pour le parti français NPA, le seul "cadre existant" pour les masses algériennes, c'est celui d'un comité dirigé par un parti pro-impérialiste. Est-ce cela le "nouvel anticapitalisme" ?

Pour le Parti des travailleurs, défendre toutes les mesures qui s'opposent à l'impérialisme, dénoncer celles qui s'y subor-

donnent, constitue le levier pour mobiliser le peuple algérien. Comme l'indique l'éditorial du dernier numéro de *Fraternité* :

"Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays, dans le cadre de la souveraineté nationale, pour la satisfaction des revendications sociales des travailleurs, des jeunes, des retraités, des handicapés, notamment l'emploi et le pouvoir d'achat impliquant une indemnité de chômage à raison de 50 % du SMIG, pour la levée des restrictions sur l'exercice des libertés démocratiques, l'ouverture des médias lourds au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale, par la restitution de la parole au peuple, pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable, lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat."

Dans cette perspective, le comité central appelle les militants, les adhérents et les sympathisants, à constituer des comités populaires avec les signataires de la lettre au président de la République, les travailleurs, syndicalistes et les jeunes pour, par le libre débat, inscrire leurs revendications, élargir la mobilisation pour leur réalisation par des solutions exclusivement nationales, algériennes."

BAS LES PATTES DEVANT LA TUNISIE, L'ÉGYPTÉ, L'ALGÉRIE !

La première contribution que des révolutionnaires peuvent apporter aux peuples des pays opprimés par l'impérialisme n'est pas de soutenir leur propre impérialisme "démocratique", mais de le combattre. C'est ainsi que des courants petit-bourgeois — comme le Secrétariat unifié —, staliniens ou renégats de la IV^e Internationale dénoncent le combat anti-impérialiste du Parti des travailleurs algérien et cherchent à le calomnier. Ils participent ainsi directement à la campagne de l'impérialisme avec une rhétorique "révolutionnaire" qui masque mal leur em-

preinte néo-coloniale, comme extrême-gauche de la société bourgeoise européenne ou américaine.

On a vu le rôle joué par l'impérialisme américain et ses subsidiaires de l'Union européenne pour préserver les régimes en Tunisie et en Égypte, comme on a noté la pression qu'ils exercent sur le régime algérien pour que ce dernier renonce aux mesures de contrôle qu'il a prises.

Dans une situation mondiale marquée par la recherche par les masses ouvrières et paysannes des voies de la résistance à l'impérialisme, les processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte ouvrent une nouvelle étape.

La réaction impérialiste, sous l'égide de l'administration Obama, va devoir bander ses forces pour chercher, au nom de la "démocratie", à contenir puis écraser le mouvement révolutionnaire des masses, exactement comme l'a fait l'impérialisme américain après la Seconde guerre mondiale pour contrer la montée révolutionnaire des masses. Toutes les forces attachées à la défense de l'"ordre" vont participer à cette croisade. Dans la lutte pour la "démocratie", contre "l'islamisme", on verra la gauche et l'extrême-gauche s'enrôler dans l'armée des nouveaux croisés, au nom du "modèle" occidental de la laïcité de la République, de la révolution française ou américaine, de la philosophie des "Lumières".

La IV^e Internationale, pour sa part, se tient résolument aux côtés des masses ouvrières et paysannes "arriérées" (sic), contre l'impérialisme "démocratique" (re-sic). La position de la IV^e Internationale est celle de Léon Trotsky dans son rapport au IV^e Congrès de l'Internationale communiste (14 décembre 1922) à propos du PCF et de son attitude sur les colonies. Il condamne en ces termes la section du PC de Sidi-Bel-Abbès (Algérie) :

"La section de Sidi-Bel-Abbès ne peut admettre la révolte et surtout la révolte victorieuse dans les colonies parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la féodalité et les communautés françaises d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité."

Et Léon Trotsky de conclure :

"Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves."

C'est là la position de la IV^e Internationale, à l'inverse de la gauche et de l'extrême-gauche (PS, PCF, PG, NPA) qui, à propos de la Tunisie, déclarent :

"Nous exigeons que le gouvernement français et l'Union européenne soutiennent une véritable transition démocratique."

Dans une lettre du Parti ouvrier indépendant aux délégués européens à la Conférence ouvrière européenne de Berlin, qui s'était tenue les 19 et 20 juin 2010, on peut lire :

« (...) Le 5 février, l'Union européenne a annoncé qu'elle a mis en place "un plan d'aide en faveur de la Tunisie et de l'Égypte" afin "de répondre à leurs nouveaux besoins et pour apporter un large soutien au processus de transition dans ces pays" (déclaration du commissaire européen chargé de l'élargissement, Stefan Füle, en visite au Maroc, le 5 février 2011).

Le 9 février, la "ministre des Affaires étrangères" de l'UE, membre du Labour Party de Grande-Bretagne, Catherine Ashton, déclare (...) que "l'Union européenne est décidée à aider la Tunisie dans le court et le long terme pour accompagner le processus de transition démocratique dans le pays". Elle souligne "l'importance de la restauration de l'État de droit et le renforcement des institutions" (...).

Le "Parlement" européen avait été saisi le 31 janvier 2011 d'une résolution déposée en commun par des représentants des groupes PPE (droite), ALDE ("Libéraux et démocrates"), Verts/ALE, ECR ("Conservateurs"), S&D (groupe "Socialistes et démocrates" qui comprend le PS en France), et le groupe GUE-NGL (sous la signature notamment de Patrick Le Hyaric du PCF, et Jean-Luc Mélenchon, du PG).

Cette résolution affirme notamment que le "Parlement" européen, considérant que la Tunisie et l'Union européenne étaient en train de définir le plan d'action pour la période 2011-2016 ; considérant que ce processus nécessitera des engagements accrus de la part des deux partenaires (...) appelle le Conseil, la Commission et la haute représentante de l'UE (Catherine

Ashton) à se tenir en conséquence prêts à réorienter les fonds — et au besoin à les augmenter — des différents instruments financiers de coopération UE-Tunisie (...) invite la haute représentante et vice-présidente à appuyer le prochain processus électoral en envoyant en Tunisie une mission d'observation électorale (...), demande à la Commission de favoriser, y compris financièrement, l'appui et l'aide que la société civile européenne peut apporter à la société civile tunisienne, en particulier les associations de défense de droits de l'homme et les partenaires sociaux”.

Renforcer l'accord d'association avec l'UE, financer les “partenaires sociaux”, superviser les “élections”... Qui peut croire un seul instant qu'il s'agisse de “solidarité” avec le peuple tunisien ?

Nous nous adressons à vous : ne faut-il pas alerter le mouvement ouvrier et démocratique en Europe pour dire : pas d'intervention ! Pas d'ingérence ! »

LE COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE POUR LA RÉVOLUTION

Le développement révolutionnaire en Tunisie et en Égypte a démontré, face à la barbarie qu'engendre le maintien du régime capitaliste, la capacité des masses ouvrières et paysannes à s'ouvrir une issue par la lutte de classe. Dans ce mouvement, instinctivement, les travailleurs ont cherché à s'organiser en se saisissant de leurs organisations syndicales, en constituant des comités qui posent la question d'un autre pouvoir.

Pour la IV^e Internationale, telle est l'orientation fondamentale pour en finir avec le régime du capital. Ce combat, c'est la lutte internationale entre exploités et exploités, entre prolétariat et impérialisme, dont les régimes en place ne sont que des valets. Les développements en Tunisie et en Égypte démontrent que c'est l'impérialisme qui est à la direction des opérations pour maintenir les régimes en place.

Quelques semaines avant les événements de Tunisie et d'Égypte, se tenait à Alger une Conférence mondiale ouverte sous l'égide de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et coorgani-

sée par le PT et l'UGTA. Dans sa déclaration finale, on pouvait lire :

« Malgré les souffrances terribles subies dans le monde entier, partout se dessine la résistance des peuples, de la jeunesse et des travailleurs qui cherchent à ressaisir leurs organisations pour lutter, résister, reconquérir (...). Nous reprenons à notre compte le mot d'ordre lancé le 4 janvier 1991 à Barcelone : “Gouvernements, fauteurs de guerres et de misère, craignez la révolte des peuples !” A bas la guerre ! A bas l'exploitation !” »

Les peuples tunisien et égyptien ont traduit pratiquement l'appel des délégués du monde entier issu de la Conférence d'Alger, en novembre 2010. Ils se sont soulevés contre les régimes inféodés à l'impérialisme, se sont ressaisis de leurs organisations, l'UGTT en Tunisie, et ont commencé à impulser la création d'un syndicat indépendant en Égypte. Dans ce mouvement, la classe ouvrière a été au centre du processus révolutionnaire.

Les comités qui ont jailli, en formulant l'exigence de la Constituante, non seulement posaient la question de la chute du régime pro-impérialiste mais aussi, par leur simple existence, dégageaient déjà la perspective d'un autre pouvoir contre les régimes décomposés, celui des ouvriers et des paysans.

“Le premier acte de la révolution, ce fut l'affrontement dans la rue entre le prolétariat et la monarchie. La première victoire sérieuse de la révolution fut remportée par un moyen d'action qui appartient exclusivement au prolétariat, par la grève politique. Enfin, comme premier embryon du pouvoir révolutionnaire, on voit apparaître une représentation du prolétariat. Le soviétique, c'est le premier pouvoir démocratique (...). Le soviétique, c'est le pouvoir organisé de la masse elle-même au-dessus de toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux chambres, sans la bureaucratie professionnelle, qui conserve le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés” (Léon Trotsky, 1905).

Contrairement à tout ce qui a été affirmé, notamment depuis vingt ans, la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour et trouve à s'exprimer en Tunisie et en Égypte.

Et, sans même en avoir forcément conscience, les jeunes et les travailleurs

de Kasserine et des autres villes de Tunisie, dans leur propre mobilisation pour se défendre, ont instinctivement renoué avec les Communs de 1871 à Paris, avec Petrograd en 1905 et 1917, avec toutes les révolutions. La révolution prolétarienne est d'une brûlante actualité. Une nouvelle situation mondiale s'ouvre.

Pour la IV^e Internationale, le capital a épuisé son temps historique ; il ne survit que grâce à l'appui des appareils qui dirigent le mouvement ouvrier et cherchent à l'enchaîner au char de la bourgeoisie. C'est pourquoi le programme de la IV^e Internationale débute par l'affirmation selon laquelle

“la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.”

Mais il serait erroné de penser que cette affirmation du programme de la IV^e Internationale signifie qu'en l'absence de l'existence de parti révolutionnaire dirigeant le mouvement ouvrier préalablement à la révolution, une révolution ouvrière ne pourrait se développer.

De nombreuses révolutions se sont produites en l'absence de partis révolutionnaires. Mais bien évidemment, pour que ce processus aille jusqu'au bout, pour l'instauration du pouvoir ouvrier, il faut un parti révolutionnaire pour aider la classe à surmonter tous les obstacles, mis en œuvre par ceux qui sont attachés au pouvoir capitaliste.

“Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution.” (L. Trotsky, *“Classe, parti, direction”*, 1939).

Il faut donc, précise Trotsky, un *“grand choc”* et une organisation qui combatte pour aider les travailleurs à s'émanciper de la tutelle des vieilles directions. Il faut donc bâtir un parti avant le *“grand choc”* :

“Même dans les cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres

révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut pas improviser tout de suite une direction nouvelle” (Ibidem).

Trotsky a établi qu'il n'y aurait pas de parti révolutionnaire dirigeant avant la crise révolutionnaire, mais qu'il était nécessaire de bâtir un parti. En rapport même avec le mouvement des masses vers la prise du pouvoir, un tel parti sera à même de se constituer comme l'instrument permettant la victoire de la révolution.

Il ajoute :

“Bien sûr, durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant, à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés qui ne se laissent pas intoxiquer par des phrases. Mais il faut avoir un tel parti avant la révolution car le processus d'éducation des cadres exige beaucoup de temps et que la révolution ne laisse pas ce temps.”

C'est pourquoi, pour Trotsky, le programme n'est pas un catalogue de revendications ou un programme de gouvernement. Il explique lui-même :

“C'est un programme d'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la révolution socialiste et de ce point de vue pratique, ce qui est important, c'est comment il guide les différentes couches du prolétariat dans la direction de la révolution sociale.”

Cela exige donc une intervention organisée dans la lutte des classes pour grouper les forces de l'avant-garde.

“Comprendre lucidement le cours de la révolution”, c'est agir pratiquement pour aider les masses à s'ouvrir, pas après pas, la voie de l'issue victorieuse. Dans le chapitre *“sur le sectarisme”*, le programme de fondation de la IV^e Internationale écrit :

“Incapables de trouver accès aux masses, ils (les sectaires — NDR) les accusent volontiers d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.”

Et dans le dernier chapitre de ce programme, il est écrit :

“La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis

au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde."

Le programme, c'est le guide pour "comprendre lucidement le cours de la révolution" et, bien évidemment, comme le démontrent la Tunisie et l'Égypte, aucun pas ne peut être plus décisif, ne peut mériter davantage notre appui et notre soutien que celui qui consiste à renverser les gouvernements bourgeois. Car il s'agit de la question des questions, celle qui conditionne toute les luttes, toutes les revendications, tous les autres aspects du programme : la question du pouvoir. Et c'est sur cette ligne que se construit le parti révolutionnaire. Comme le souligne Léon Trotsky :

"Il faut un programme, non pas pour tranquilliser sa conscience mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut le programme s'il reste lettre morte ? Le socialisme peut lancer le programme le plus savant mais sa valeur sera égale à zéro si l'avant-garde ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'État."

C'est pourquoi la IV^e Internationale, sous des formes propres dans chaque pays comme à l'échelle internationale, participe au combat visant à doter la classe ouvrière de tels partis et rassemble, à égalité, des militants, groupes, tendances d'origines politiques diverses mais qui ont cet objectif commun : le combat pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, le refus de l'intégration des organisations syndicales, le refus de la collaboration avec l'impérialisme, l'aide pratique à la mobilisation des masses.

La conférence d'Alger, sous l'égide de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, est un cadre de confluence et de convergence de groupes, militants, organisations, tendances et partis qui ont en commun de rechercher les voies de l'indépendance de classe. En mettant au centre de ses travaux *la défense et la reconquête des organisations de classe*, la conférence a posé la question qui s'oppose aux tendances à l'intégration de ces organisations par le capital. C'est cette question encore qui se trouve au cœur des

processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte. Car le combat conséquent pour l'indépendance de classe débouche sur la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Un tournant mondial s'amorce, dans le cours duquel vont se combiner une chaîne d'explosions révolutionnaires et les coups contre-révolutionnaires de l'impérialisme.

La preuve est faite : la révolution prolétarienne est bien à l'ordre du jour. L'impérialisme va chercher à la contenir et à l'écraser avec le soutien des forces de "gauche" et "d'extrême-gauche" attachées à l'"ordre".

En 1989, à la veille du grand tournant du XX^e siècle (1990, chute de l'URSS, guerre du Golfe) et avant la fondation de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (en janvier 1991), Pierre Lambert, le combattant de la IV^e Internationale lors de la crise de 1951-1953, le fondateur de notre courant, qui a élaboré la ligne de la transition en matière de construction du parti, résumait bien la situation et nos tâches aujourd'hui :

"Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons."

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que, pour les révolutionnaires, les choses sont simples. Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux prin-

cipes dégagés dans le Programme de transition.

Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues, par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots, mais par la vie, que les discussions et divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, par-

tout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

*Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas" (Pierre Lambert, avril 1989, dans *La Vérité*, n° 604).*

Lucien Gauthier

La constitution du mouvement ouvrier en Tunisie

Par Nasser ITIHAD

Le 12 mai 1881, la France installe son protectorat en Tunisie. Après l'Algérie, c'est au tour du Beylic de Tunis d'être intégré dans l'Empire colonial français. Le démembrement, pièce par pièce, Etat après Etat de l'empire ottoman est en marche. Officiellement, la France est là pour garantir le remboursement de la dette contractée par le bey auprès des banques françaises principalement (Paribas, Société marseillaise de Crédit) à des taux d'intérêt avoisinant les 20 %. Dette qui n'a pas d'autre objectif que d'étrangler une économie déjà largement exsangue. Les "tripotages tunisiens", selon l'expression du journal radical socialiste *Le mot d'ordre*, daté du 30 septembre 1881, c'est-à-dire les négociations à l'Assemblée nationale, la "*corbeille d'agents de change*", comme écrivait *L'Intransigeant*, entre députés-courtiers et députés-hommes de mains des puissantes compagnies financières, aboutit au vote de l'expédition coloniale tunisienne.

L'exploitation coloniale, tant en Algérie qu'en Tunisie et plus tard au Maroc, c'est principalement les mines. Réseau de chemins de fer, ports pour l'acheminement des minerais, exode rural par l'expropriation massive des paysans de leurs terres tribales, en l'espace de moins d'un demi-siècle se développent les villes côtières, Tunis, Bizerte, Sfax et se constitue une classe ouvrière autochtone (65 000 travailleurs au lendemain de la guerre) qui revendique rapidement son organisation en

tant que classe indépendante dans une confédération syndicale nationale, la Confédération générale tunisienne du travail.

Mais avant d'arriver à cette étape décisive dans l'histoire du mouvement ouvrier tunisien, voyons quel était le cadre d'organisation syndicale et politique de la classe ouvrière au tout début du XX^e siècle, c'est-à-dire au lendemain même de la colonisation.

Les ouvriers français et italiens principalement (cheminots, postes, trams, fonction publique, bâtiment,...) sont à l'initiative de la constitution de la première organisation syndicale, au lendemain de la guerre (octobre 1919). Les premiers syndicats, affiliés à la CGT, se forment (cheminots, arsenal, livre, eau et gaz, enseignement, postes, limonadiers, coiffeurs, employés).

En quelques mois, l'union des syndicats CGT compte vingt syndicats pour 10 000 syndiqués, soit près de 10 % des salariés du pays. Mais l'inégalité des salaires — un ouvrier français perçoit un salaire majoré du 33 % colonial, que l'ouvrier italien ne perçoit évidemment pas, alors que l'ouvrier tunisien perçoit un salaire nettement inférieur : exemple, chez les traminots, 7 francs pour le traminot français, 5,95 pour l'italien et 4,5 pour le tunisien — est rapidement dénoncée par les cadres ouvriers, comme le traminot tunisien Mokhtar El-Ayari, au sein de son syndicat. Sans succès.

L'union départementale CGT de Tunisie reste sourde à la revendication de l'égalité de salaire. Les dispositions réglementaires (1) ferment les portes de l'accès aux responsabilités syndicales pour les militants ouvriers tunisiens. Et c'est cette question de l'égalité des salaires qui sera le moteur principal de la constitution de la première centrale syndicale tunisienne en 1924. Revendication à caractère strictement professionnel, mais qui exprime profondément le rejet et le refus de la colonisation, fondée sur l'inégalité.

Au plan politique, la fédération socialiste de Tunisie, constituée en 1908 et admise au sein de la SFIO en 1911, est exclusivement constituée de militants français. Mais, au lendemain de la guerre, un certain nombre de militants nationalistes tunisiens la rejoignent. Sa politique d'accompagnement de la colonisation est clairement énoncée dans son programme, adopté au congrès de 1919 :

“La Tunisie est en fait un pays sous la domination de la France. L'intervention ni l'occupation ne créent des droits ; elles imposent des devoirs.

La France doit justifier sa présence en Tunisie, en accomplissant dans ce pays sa mission historique.

La mission historique de la France est une tâche d'émancipation des peuples et d'affranchissement humain.”

Les lignes de ce programme convenaient parfaitement aux nationalistes du Destour, les deux partis agissant dans le cadre d'une réforme du régime colonial.

Le congrès de Tours et la naissance du Parti communiste se répercutent immédiatement en Tunisie. Les militants communistes, majoritaires au sein de la Fédération socialiste de Tunisie, constituent la Fédération communiste de Tunisie et se lancent à travers tout le pays dans une campagne contre la politique socialiste d'adaptation à la colonisation. Son président, Robert Louzon, jouera plus tard un rôle important, aux côtés de Rosmer, Monatte et Souvarine, dans l'animation et la publication à Paris de la revue des syndicalistes révolutionnaires, *La Révolution prolétarienne*. Son trésorier, futur animateur également de la même revue, sera un acteur important dans la grève des dockers de 1924 et la constitution de la CGTT.

Exilé en France, il n'a pu réintégrer “son” pays, comme il nous le disait lui-même en 1984, qu'après l'indépendance.

Après l'éloignement de ses principaux dirigeants, la fédération communiste de Tunisie est reprise en main par l'appareil du PCF, pour devenir, dans les années 1940-1950, un obstacle à la lutte pour l'indépendance.

En posant la revendication de l'égalité des salaires, la classe ouvrière tunisienne se constitue comme classe indépendante.

C'est la grève des dockers de Tunis, en août 1924, suivie immédiatement par ceux de Bizerte, qui embrase toute la classe ouvrière tunisienne. Dockers, cheminots, traminots, ouvriers des carrières, des manufactures de cuir, bonnetiers, charretiers etc., se mettent en grève et revendiquent l'égalité des salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Le pays est paralysé, l'activité des ports est complètement bloquée. Les acconiers, aidés par la police, tentent d'introduire une main-d'œuvre de remplacement, venue des tribus du sud tunisien, mais sans succès. Les dockers bloquent les ports. Lassés de tourner en rond au sein de la CGT, ils s'adressent à la population dans un tract :

COMMUNIQUÉ DES DOCKERS AU PEUPLE

“Voilà 23 jours que vous soutenez notre grève. Vingt-trois jours sont passés et nous n'avons employé que les moyens légaux pour défendre notre droit à la vie. Le gouvernement nous avait déclaré qu'il observait la plus stricte neutralité dans cette lutte entre nous et les sociétés d'acconage. Mais ses promesses n'étaient en réalité qu'hypocrisie et men-

(1) L'article 4 de la loi de 1884 stipule que la direction syndicale est réservée uniquement aux citoyens français. La direction départementale de la CGT tire argument de cette disposition pour s'opposer à la construction de la CGTT. Voici comment argumentait le secrétaire général de l'union départementale CGT et responsable de la section tunisienne de la SFIO, Joachim Durel, dans le feu de la bataille pour la construction de la CGTT : “La CGT réclame l'application à la Tunisie de la loi de 1884 (...). Vous avez besoin de nous, de nos disciplines d'organisation, d'éducation et de lutte, faute de quoi, votre misère se perpétuera et vous resterez ce que vous avez toujours été : un troupeau” (*Tunis Socialiste*, n° 855, 1925).

songe. Non seulement il a mis la troupe au service des compagnies pour protéger les briseurs de grève, tout en cherchant par des manœuvres criminelles à nous provoquer et à semer la discorde parmi nous, mais il a procuré aux compagnies la main-d'œuvre nécessaire pour briser la grève et nous affamer. Même le Bey nous a ordonné de nous soumettre à la volonté du gouvernement et des accoupiers. Même le Bey nous ordonné de mourir de faim. A vous tous qui nous avez aidés à vivre jusqu'à présent, nous vous faisons juges de la situation. Contre ce gouvernement qui veut nous affamer, nous sommes décidés à défendre le pain de nos enfants, dut-il nous en coûter la vie. Nous espérons que vous resterez toujours à nos côtés contre les affameurs, ennemis de l'humanité."

Leurs revendications sont :

1. L'établissement d'un salaire unique de 24 francs comme c'est la règle aux docks de Marseille.
2. L'augmentation de 50 % des salaires pour les jours fériés.
3. L'augmentation de 33 % des salaires pour le travail de nuit.
4. Le paiement de 4,50 francs pour les heures supplémentaires, sur la base de huit heures de travail par jour.

Immédiatement, Duran-Angliviel, le secrétaire de la section tunisienne de la SFIO, réagit pour s'opposer à cette revendication :

"La grève a posé le problème de l'égalité des salaires, problème social propre aux colonies. Mais il s'oppose au principe de notre rôle protecteur et à l'intérêt politique que nous avons à développer dans ce pays par le peuplement français, l'influence française."

C'est clairement dit. Le résident général n'aurait pas mieux formulé la prépondérance de la France en Tunisie.

La grève s'étend : Bizerte, Béja, Hammam-Lif, Mateur. D'autres secteurs professionnels posent la même revendication : traminots, minotiers, ouvriers de l'entretien des ports, etc. Et c'est naturellement que les ouvriers tunisiens forment leurs syndicats.

Septembre 1924, leur confédération nationale, la CGTT, est constituée. La rencontre des militants ouvriers, aguerris à la lutte de classe au sein des syndicats de

la CGT, tels que Béchir Boudemgha ou Mokhtar El-Ayari, des militants nationalistes du parti Destour, tel Tahar el Haddad, lassés de discourir dans les salons feutrés de la Médina sur la question de l'octroi par le protectorat d'une Constitution, et de militants communistes de la Fédération communiste de Tunisie, comme Jean-Paul Finidori, et Robert Louzon, et de démocrates révolutionnaires comme le jeune M'hammed Ali el Hammi, tout récemment rentré de Berlin où il a pu se rendre compte de la puissance révolutionnaire de la classe ouvrière, dans le feu de la révolution allemande, a été le facteur décisif de la formation très rapide de la première confédération syndicale nationale de tout le continent africain.

La répression est rapidement à l'œuvre. Un cartel d'opposition à la constitution d'une centrale syndicale tunisienne — les dirigeants de la SFIO, ceux de la CGT et les nationalistes destouriens — se soude autour du pouvoir colonial pour faciliter rapidement sa liquidation, avant qu'elle ne puisse s'implanter durablement au sein de la classe ouvrière tunisienne. La plupart de ses dirigeants sont emprisonnés... à Alger, puis exilés. M'hammed Ali el Hammi, dont on ignore toujours le destin, serait parti rejoindre les combattants du Rif au Maroc. Hypothèse fort probable, dans la mesure où ce jeune militant révolutionnaire a accompagné Anwar Pacha, le représentant du parti nationaliste turque au congrès de l'Internationale communiste de Bakou. Ce qu'il est devenu par la suite ? Aucun élément précis, si ce n'est des hypothèses, comme celle d'une mort accidentelle à Hijaz, où il aurait travaillé comme chauffeur de taxi.

L'UGTT ET LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

C'est en 1946 que l'UGTT se constitue. Elle rassemble les ouvriers tunisiens dans tous les secteurs professionnels, ainsi que les fonctionnaires. En l'espace d'un an, elle compte plus de 65 000 syndiqués. Ses locaux de l'impasse Sidi Ali Azouz, dans la Medina, sont trop étroits pour contenir les réunions et les meetings qui s'y succèdent. Farhat Hached, son princi-

pal dirigeant, mais aussi Mohamed Errai, l'un des dockers qui a participé et créé la CGTT de 1924, Ben Ghozzia, le cheminot, Mohamed Khiari et Chérifa Messadi, les fonctionnaires, se battent avec énergie pour que la classe ouvrière tunisienne s'organise et défende ses propres revendications.

L'assassinat de Hached, le 5 décembre 1952, par les services secrets français voit se dresser non seulement la classe ouvrière mais tout le peuple tunisien dans une immense grève générale de trois jours. Au Maroc, c'est aussi la grève générale, parce que depuis quelques années la solidarité ouvrière commençait à se tisser entre les deux pays. A San Francisco, à Stockholm, à Paris, se multiplient les manifestations et les protestations. En assassinant Farhat Hached, le pouvoir colonial visait la décapitation d'une organisation ouvrière qui prenait place dans le combat pour l'indépendance. Il a échoué parce que l'expérience politique et syndicale des cadres de l'UGTT leur permit de surmonter la vague de répression et la menace d'interdiction et d'inscrire la jeune organisation syndicale, à côté du parti nationaliste, le Néo-Destour de Bourguiba, comme un acteur majeur du combat pour l'indépendance nationale.

1955-1978 : UNE LONGUE PÉRIODE D'ADAPTATION AUX EXIGENCES DU NÉO-DESTOUR

Ni dans sa méthode ni dans son principe constitutif, l'Assemblée constituante, élue en 1955, n'était l'expression de la souveraineté nationale. D'abord, à la date de son installation, le 29 décembre 1955, la Tunisie était encore partie intégrante du protectorat. Elle ne disposait, depuis juillet 1954, que de l'autonomie interne. Comment dès lors élaborer la Constitution souveraine d'un pays non souverain, c'est-à-dire un pays qui était encore soumis aux lois de la puissance coloniale ? Ensuite, l'ensemble des forces politiques et syndicales, hormis le Parti communiste tunisien, avait décidé de faire liste commune — le front national — à l'élection de leurs représentants à l'Assemblée constituante. Liste qui enferme la classe

ouvrière, représentée par les candidats de l'UGTT, dans le cadre de l'union nationale et lui interdit d'être l'expression indépendante, non seulement des travailleurs, mais également des paysans pauvres.

Cette décision politique, imposée par Bourguiba et acceptée par les dirigeants syndicalistes, qui étaient pour la plupart militants ou dirigeants du parti Néo-Destour, a condamné l'organisation syndicale à servir de tampon entre le gouvernement et la classe ouvrière, pour plus de vingt ans.

Mais ces liens de dépendance seront déverrouillés par la grève générale de janvier 1978. L'accélération de la libéralisation de l'économie sous le gouvernement Bourguiba-Nouira, par l'élargissement de l'accord conclu avec la CEE, qui accorde des avantages douaniers et fiscaux conséquents aux entreprises étrangères qui s'installent en Tunisie, précipite la ruine des petites entreprises nationales et accroît considérablement le chômage. La classe ouvrière se bat pour la reconquête de son organisation syndicale et réussit à rompre tous les liens de dépendance vis-à-vis du Néo-Destour, qui porte désormais le nom de Parti socialiste destourien et, à ce titre, est membre de l'Internationale socialiste.

Un plan d'ajustement structurel est imposé par le FMI en 1986, qui se traduit par le gel des salaires. Il pousse la classe ouvrière à multiplier les grèves et les mobilisations syndicales. C'est la fin de trente ans de bourguibisme. Mais l'histoire retiendra de ce grand dirigeant nationaliste deux réalisations majeures, qui ont marqué l'histoire du pays et joué certainement un grand rôle dans la maturation politique des générations de l'après-indépendance : la généralisation de la scolarisation et l'abolition de la polygamie.

DE 1987 À LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Le général Ben Ali, l'un des artisans de la répression de la grève générale de janvier 1978 (plus de 450 morts), est nommé, en octobre 1987, Premier ministre. Moins d'un mois plus tard, avec l'aval du gou-

vernement américain, il destitue le président légitimement élu, Bourguiba, et occupe le pouvoir pour une période de vingt-trois ans. C'est probablement la période la plus sombre de l'histoire de la Tunisie : la généralisation de la corruption, l'usage des méthodes mafieuses pour exproprier les propriétaires de biens convoités par la famille régnante, l'enchaînement à l'impérialisme par la signature d'un contrat d'association avec

l'Union européenne et l'adhésion à l'OMC, ruinent l'économie tunisienne et accroissent considérablement le chômage. A la veille de la révolution, plus de 300 000 jeunes diplômés universitaires sont au chômage et sans aucune perspective d'avenir. Ce sont eux qui donneront le signal de l'explosion révolutionnaire du 17 décembre 2010.

Nasser Itihad

A la suite des élections de mi-mandat, la crise de l'impérialisme américain s'approfondit

Par Alan BENJAMIN

Deux années après l'élection historique du 4 novembre 2008 qui a porté Barack Obama à la Maison-Blanche, les élus démocrates à tous les niveaux ont reçu une véritable raclée lors des élections de mi-mandat du 2 novembre 2010.

Près de la moitié de ceux qui avaient voté Obama en 2008, à savoir 29 millions sur 63, sont restés chez eux le jour du vote en 2010, exprimant ainsi leur colère vis-à-vis d'un président qui a tourné le dos à ce que l'énorme majorité des gens avaient perçu comme "un mandat pour le changement". Cela dénotait un cinglant désaveu pour les démocrates qui détenaient une écrasante majorité dans les deux chambres du Congrès.

Cette abstention massive a exprimé le désaveu général de deux années durant lesquelles le Parti démocrate n'a mis en place aucun programme de création d'emplois et a purement et simplement trahi les promesses faites durant la campagne électorale de 2008 (pas de loi sur la liberté pour les syndiqués de choisir leur syndicat, pas de réforme de l'immigration, pas d'arrêt des saisies immobilières ni des expulsions, pas de point final mis à l'escalade militaire au Moyen-Orient). Quand l'administration a procédé au sauvetage de Wall Street et des banquiers à hauteur de 4 000 milliards de dollars, tout en laissant les travailleurs se débrouiller par eux-mêmes, cela n'a fait qu'accroître la colère des électeurs.

A la suite des élections de mi-mandat, des voix se sont élevées parmi les dirigeants, tant du Parti démocrate que du Parti républicain, avec l'aide des médias à leur solde, pour affirmer que le peuple américain était "passé à droite" et s'était clairement déclaré contre "le trop d'Etat" — à savoir contre les programmes de couverture santé et vieillesse (Social Security, Medicare, Medicaid), l'enseignement public, une couverture santé universelle, etc.

Dans un article présenté par la rédaction du *New York Times* en date du 3 novembre, intitulé : "*Que vont faire les démocrates maintenant ?*", le sénateur démocrate de l'Indiana, Evan Bayh, déclarait : "*Il est clair que les démocrates sont allés trop loin dans leur appréciation du mandat (progressiste) qui nous a été confié. Il s'est avéré que, quand nous parlions d'un "réalignement politique" et "d'une nouvelle ère progressiste", nous prenions nos désirs pour des réalités. Il ne faut pas s'inquiéter, poursuivait Bayh, car les démocrates peuvent se reconstruire. Donc, il pose la question : "Par où commençons-nous ?"*

Pour résoudre ce problème, Bayh propose d'alléger les impôts sur les entreprises "*pour rendre la production américaine compétitive au plan mondial*" et d'"*interdire les affectations budgétaires non compensées tant que le budget n'est pas en équilibre*". Bayh réclame un gel

complet des embauches et des augmentations de salaire au niveau fédéral ainsi qu’*“une réforme des allocations”*, un euphémisme pour une diminution drastique des allocations vieillesse et santé.

Le président Obama lui a emboîté le pas quand il a annoncé qu’*“il avait perdu le contact avec le peuple américain.”* en ajoutant : *“Il faut que je prenne mes responsabilités et que je montre clairement aux chefs d’entreprise — à Wall Street et au patronat américain — ainsi qu’au pays tout entier que la tâche la plus importante que nous puissions faire est de favoriser et encourager nos entreprises...”*

Obama a annoncé qu’il a l’intention de travailler en étroite collaboration avec les républicains pour mettre en œuvre *“des réformes tout à fait nécessaires”* de notre système de couverture vieillesse et santé et pour *“ouvrir des négociations”* avec les républicains sur les réductions d’impôts, des réformes de la production et de la distribution d’énergie et du système éducatif. En clair, cela signifie un effort redoublé pour privatiser l’enseignement public.

De fait, les résultats des élections à peine connus, les responsables politiques des deux partis de la classe dirigeante ont, au nom d’une nouvelle union des deux partis, donné un coup d’accélérateur à leur attaque contre les travailleurs en affirmant que la préoccupation numéro un exprimée par le peuple américain lors des élections du 2 novembre était qu’il fallait réduire le déficit fédéral dont la croissance était due à *“un secteur public démesuré”*.

Les lignes directrices de cette attaque redoublée furent rendues publiques le 1^{er} décembre, un mois jour pour jour après les élections, lorsque la commission bipartite de réduction du déficit fédéral mise en place par Obama publia ses recommandations pour les quatre ans à venir.

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION BIPARTITE

Le 1^{er} décembre, la commission bipartite de réduction du déficit fédéral d’Obama, dirigée par l’ancien sénateur républicain Alan Simpson et Erskine Bowles, chef de cabinet à la Maison-Blanche sous la prési-

dence démocrate de Bill Clinton, publia un rapport qui recommandait une réduction d’environ 4 000 milliards des déficits budgétaires prévus sur la décennie à venir.

Voici, entre autres, certaines des recommandations :

- Rendre le programme d’assurance vieillesse et santé *“plus solvable”* en procédant à de gigantesques coupes du coût de la vie pour la majorité des bénéficiaires.

- Repousser à 69 ans l’âge légal de départ à la retraite.

- Réformer les augmentations liées au coût de la vie pour les pré-retraités.

- Geler les salaires, les primes et les indemnités pour les agents fédéraux, sauf pour les agents travaillant pour le ministère de la Défense.

- Réduire de 10 % le nombre des emplois de la fonction publique fédérale.

- Vendre des biens fédéraux jugés superflus.

Le président Obama prit des décisions immédiates aussitôt connues les recommandations. Il gela les salaires de tous les employés fédéraux et prolongea de deux ans les réductions d’impôts de Bush pour les riches et les grandes entreprises (qui se sont élevées à plus 3 000 milliards de dollars sous le mandat de Bush), avec l’argument spécieux que cette mesure stimulerait l’économie et créerait davantage d’emplois.

Obama avait longtemps préconisé l’abrogation des mesures de réduction d’impôt de l’ère Bush. De nombreux membres démocrates du Congrès ont dénoncé les réductions qu’il a fait passer comme une *“liquidation”* illustrant le fait que derrière ce nouveau *“consensus de Washington”* se cache une crise politique grandissante dans la classe dirigeante aux Etats-Unis — une crise politique liée à l’approfondissement de la crise du système basé sur la propriété privée des moyens de production (*voir aussi les articles en annexe sur les élections du 2 novembre et le Tea Party*).

Obama a également annoncé que, compte tenu du gouffre abyssal du déficit fédéral, le gouvernement ne pourrait pas sauver les dizaines d’Etats et les centaines d’administrations locales plongés dans une crise fiscale qui s’accroît de jour en jour et

qui sont menacés de faillite. Les syndicats de la fonction publique allaient être paralysés par la faillite car les contrats passés avec les syndicats sont connus pour être facilement réduits à néant dans le système judiciaire où les décisions prises par des juges “apolitiques” se font toujours contre les syndicats.

Avec cette annonce faite par Obama, des centaines de milliers de salariés de la fonction publique ont compris qu’ils allaient payer cette faillite au prix de leur emploi, de leur retraite, de leurs allocations et remboursements de soins.

La crise résultant de ce que l’on qualifie maintenant de “grande récession” ne s’atténue absolument pas. Bien au contraire, la crise s’aggrave de jour en jour.

Voici la perspective désolante qui s’offre aux salariés à la fin de l’année :

- 30 millions de chômeurs ou de travailleurs à temps très partiel (qui travaillent moins de dix heures par semaine) dont un nombre disproportionné de Noirs et de Latino-américains.

- 10 millions de propriétaires de leur logement, là encore pour la plupart noirs et latino-américains, qui ont vu leur logement saisi par les banques.

- Des dizaines de millions de travailleurs confrontés à la baisse de leur salaire réel et à des augmentations à deux chiffres de leurs primes d’assurance-maladie.

- Des millions d’étudiants incapables de faire face à l’envolée des frais de scolarité.

- Des retraites qui se réduisent comme peau de chagrin pour des dizaines de millions de personnes.

L’horizon 2011 est encore plus sombre — avec une perspective de 5 millions de personnes venant grossir les rangs des chômeurs ou des travailleurs en sous-emploi auxquels vont s’ajouter 4 millions de plus qui vont voir leur logement saisi et qui vont être expulsés, l’attaque massive contre les salariés de la fonction publique et le droit de se syndiquer, une campagne croissante contre les immigrants visant à leur faire endosser la responsabilité de la crise du capitalisme (avec davantage encore de rafles pour les expulser du territoire) et l’envolée des prix des aliments, de

l’essence, des coûts de l’enseignement, et des impôts et contributions locaux. Et la liste n’est pas close.

LE DISCOURS D’OBAMA SUR L’ÉTAT DE L’UNION

Lors de son discours sur l’état de l’union prononcé le 25 janvier 2001, Obama annonçait que sa priorité était de s’engager à réduire encore davantage les impôts sur les entreprises et qu’ensuite il allait “*simplifier le système des impôts aux Etats-Unis*”. En clair, cela veut dire réduire encore les impôts sur les plus hauts revenus.

Obama a insisté pour dire qu’il fallait aussi rendre l’industrie américaine “*plus compétitive sur le marché mondial*”. En clair, encore une fois, cela signifie réduire les salaires des travailleurs américains, y compris tout ce qui constitue le volet social du salaire (la santé, les retraites, les allocations). Pour promouvoir cette campagne, Obama a mis en avant la nécessité d’un nouveau partenariat avec la Chambre de commerce américaine pour améliorer les infrastructures, bien qu’Obama ait clairement indiqué — si des doutes subsistaient pour certains — que toute nouvelle dépense pour les infrastructures serait compensée par des réductions sur les programmes Medicaid et Medicare pour des millions de salariés.

Obama a clairement rejeté toute proposition de création massive d’emplois pour redonner du travail à 30 millions de personnes — des emplois qu’on pourrait créer d’un côté en imposant les riches, en récupérant tous les fonds du sauvetage des banques et qui restent dans les coffres de Wall Street, en fermant le robinet des fonds de guerre et en récupérant ces fonds pour les besoins du pays, en mettant fin aux dépenses pour les prisons ou en faisant des économies grâce au système de couverture santé par répartition.

Obama s’est félicité du fait que le patronat américain avait créé un million d’emplois en 2010, en expliquant que c’était là l’exemple à suivre, à condition qu’on “*encourage*” davantage les entreprises américaines (c’est-à-dire qu’on leur fasse des concessions) à investir aux Etats-

Unis. Mais la majorité de ce million d'emplois créés en 2010 se compose d'emplois précaires, à temps partiel. De plus, ces emplois n'ont même pas suffi à absorber tous les jeunes qui entrent sur le marché du travail.

L'économiste Jack Rasmus résume ainsi le discours d'Obama sur l'état de l'union :

“Dans son discours (du 25 janvier), Obama s'est clairement posé comme le digne continuateur de G.W. Bush... Obama a repris l'antienne patronale usée jusqu'à la corde que “les réductions d'impôts créent de l'emploi”. Son tout nouvel argument, c'est qu'il faut des réductions d'impôts pour que les “entreprises US soient plus compétitives au plan mondial” vis-à-vis de leurs rivales étrangères.

Mais, cela fait maintenant plus de dix ans que l'ensemble des patrons des multinationales réduisent l'emploi aux Etats-Unis et ils vont continuer. Les réductions des impôts pour les entreprises — opérées par Obama — vont non pas entraîner des créations mais des pertes d'emplois aux Etats-Unis — car les patrons mettent à profit ce supplément de revenus pour continuer à investir dans de nouveaux secteurs spéculatifs et de nouveaux équipements qui vont entraîner des délocalisations plutôt que la création d'emplois.”

DES GOUVERNEURS DÉMOCRATES MÈNENT L'OFFENSIVE

Dans une déclaration du 5 janvier 2011, les coorganisateur de WERC (campagne pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs) notaient que l'offensive contre les travailleurs était menée à la fois par les démocrates et les républicains.

Prenant la suite des décisions du président Obama de geler les salaires des employés fédéraux, Andrew Cuomo, gouverneur démocrate fraîchement élu de New York, indique qu'il compte réduire le déficit de l'Etat tout en entérinant le fait qu'une récente augmentation des impôts pour les riches arrive à son terme, ce qui va augmenter le déficit.

“Sur la côte ouest, Jerry Brown, gouverneur démocrate fraîchement élu de

Californie déclare que les travailleurs vont devoir faire des sacrifices et insiste sur le fait qu'il s'apprête à “faire quelque chose que les organisations syndicales n'aiment pas”. Brown annonce qu'il projette d'exiger des versements pris sur les retraites des fonctionnaires comme cela a été fait dans d'autres Etats. Le Parti démocrate de Californie est même allé plus loin quand il a déclaré qu'il souhaite une augmentation des impôts sur le revenu de toute la population sauf pour les 1 % les plus riches.”

La situation en Californie est particulièrement consternante.

En janvier, le gouverneur démocrate Jerry Brown a dévoilé un projet de budget qui propose plus de 12 milliards de réduction dans les budgets des services publics et de programmes essentiels en Californie. Dans ce budget, on trouve par exemple une réduction de 1,4 milliard pour les universités, 1,5 milliard pour CALWorks (les budgets sociaux) et 1,7 milliard pour MediCal (les services publics de santé subventionnés).

Dans son éditorial du numéro de janvier-février, *The Organizer* explique ainsi :

“Si ce budget est adopté, il va très littéralement s'attaquer à des millions de personnes, surtout les femmes salariées, les Noirs et les Latinos. Ces réductions budgétaires constitueraient aussi un saut qualitatif vers la privatisation de l'enseignement public. Pour la première fois, l'université de Californie recevrait davantage d'argent du privé que de l'Etat.

Le budget de Brown est une tentative consciente de mettre en application la politique “diviser pour régner”. Il s'attaque féroce­ment à l'Université, mais continue à subventionner l'enseignement élémentaire primaire et secondaire en espérant empêcher une riposte unie. De même, il taille dans les budgets pour les couches les plus défavorisées de l'Etat en espérant que les autres ne se sentiront pas concernés par ces attaques (qui touchent essentiellement les gens de couleur).

Les électeurs de Californie ont défendu Meg Whitman lors des élections de novembre 2010 parce qu'ils voulaient voir la fin de la politique de droite du

gouverneur Schwarzenegger. Mais maintenant, le gouverneur Brown ne se contente pas de poursuivre la politique de coupes budgétaires, il va beaucoup plus loin.

Il ne faut pas faire payer la crise des banquiers et des spéculateurs par les travailleurs. A l'inverse des mensonges que propagent les médias et les tenants de l'ordre établi bipartite, il y a assez d'argent pour qu'on ne soit pas obligé de tailler dans les budgets des services publics vitaux. Il est tout à fait possible de mettre en œuvre les autres solutions : imposer les riches et les grandes entreprises, tailler dans les budgets de l'armée et des prisons, récupérer les fonds du renflouement des banques."

LA RÉPONSE DE TRUMKA FACE À CETTE NOUVELLE SITUATION

Le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, faisait à juste titre remarquer, dans une déclaration en date du 3 novembre 2010 lors de la conférence du National Journal, "Le jour d'Après", que *"les républicains se tromperaient lourdement en croyant que les électeurs ont voté pour la ligne politique défendue par les républicains"*. Trumka insistait, disant que le vote était un vote de *"sanction contre le parti au pouvoir"*. Cependant, il continuait, expliquant que les démocrates continuent à être *"les amis du mouvement ouvrier organisé"* et concluait son intervention disant qu'il *"va dire à Obama et aux démocrates de travailler de concert avec les républicains mais de ne pas faire de compromis sur leurs principes"*.

Tout un chacun sait que "travailler de concert avec les républicains" veut dire permettre au gouvernement et au Congrès de s'attaquer aux allocations, de privatiser l'enseignement et autres services publics, tout en refusant d'augmenter les impôts ou de réduire les dépenses militaires et, ce qui est le plus important, refuser de créer des emplois.

Les démocrates n'ont cure de "faire des compromis sur leurs principes". Comme parti des patrons, ils respectent leurs principes qui sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière et de tous les opprimés.

Cela fait deux ans qu'ils obéissent à tout ce que leur demande Wall Street et les patrons contre la classe ouvrière et les pauvres des Etats-Unis. Et maintenant, munis du nouveau "mandat" du 2 novembre, ils ne vont faire que redoubler leurs attaques.

A ce stade, il nous faut être clairs : les démocrates auraient été incapables de mener aucune de ces attaques sans le soutien inconditionnel des directions syndicales. L'obstacle par excellence auquel sont confrontées les masses laborieuses aux Etats-Unis aujourd'hui demeure en fait la subordination constante de la direction syndicale au Parti démocrate.

— Dès que le nouveau gouvernement a été mis en place, la direction de l'AFL-CIO a mis en avant la demande faite à Obama de *"renflouer les banques et la Bourse et le simple citoyen"* (c'est-à-dire les travailleurs), alors que la revendication syndicale aurait dû être : *"Sauver le simple citoyen et pas les banques et la Bourse"*.

Cela a permis à Obama de sauver les banques à hauteur de 4 000 milliards de dollars en toute légitimité aux dépens des travailleurs.

— La direction Gettlefinger du syndicat des travailleurs de l'industrie automobile a cédé aux pressions d'Obama et des chefs d'entreprise en acceptant la destruction des emplois de leurs adhérents, de leurs caisses de retraite et de leurs conventions collectives au nom du sauvetage des trois géants de l'industrie automobile.

— Les responsables syndicaux se sont tus lorsque Obama a dit que l'EFCA (loi de libre choix de son syndicat par le syndiqué) — le projet de loi qui avait été promis et qui aurait permis aux syndicats d'organiser les travailleurs librement — était considéré comme n'étant plus d'actualité.

— Les responsables syndicaux ont tourné le dos au vote de la convention de l'AFL-CIO, en septembre 2009, qui apportait son soutien au système de couverture santé par répartition et a cédé à la pression d'Obama et de démocrates qui expliquaient que le système par répartition et "l'option d'un système public" — un changement graduel en direction d'un système par répartition — n'étaient plus d'actualité.

Avec retard, la direction de l'AFL-CIO a effectivement répondu aux énormes pressions internes venues de la base de la confédération pour qu'elle organise une manifestation de masse à Washington DC pour l'emploi, la paix et la justice. Mais elle a organisé ce rassemblement à la veille des élections de mi-mandat, et non pas douze ou seize mois plus tôt, avec un objectif qui a transformé ce qui aurait dû être une manifestation militante de combat pour l'emploi mettant en avant l'exigence de la création immédiate de 20 millions d'emplois en ce qui s'est avéré être principalement un meeting de soutien aux démocrates.

Le fait qu'entre 150 et 200 000 personnes ont participé, à Washington DC, le 2 octobre, au rassemblement de la coalition "*One nation working together*" est extrêmement significatif. Ce fait montre le capital de puissance du mouvement ouvrier organisé pour agir en son nom propre. Cet événement illustre également le grand sentiment de colère qui monde d'en bas.

Mais aujourd'hui, la direction de "*One nation working together*" déclare que son objectif prioritaire est de faire réélire Obama en 2012. Cette orientation va inévitablement aboutir à subordonner ce qui pouvait être un nouveau mouvement prometteur aux choix et aux compromis qu'Obama et les démocrates considèrent comme nécessaires, avec une certaine pression externe sûrement, mais pas le type d'action de classe, d'envergure et indépendante qui serait nécessaire pour imposer un programme de création massive d'emplois ou la réaffectation massive des crédits de guerre vers le secteur public et la satisfaction les besoins de l'homme.

UNE VOLONTÉ D'INTÉGRER LES SYNDICATS

Pour mener leurs attaques redoublées contre les travailleurs et tous les opprimés des Etats-Unis, les patrons et les hommes politiques des deux partis du patronat vont devoir intégrer les syndicats et leur faire prendre en charge l'application de ces plans anti-ouvriers. Ils sont tout à fait explicites sur ce point.

Malheureusement, ils ont déjà fait des pas en ce sens.

Le 26 janvier, Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, a répondu au discours d'Obama sur l'état de l'union d'une façon que n'aurait pas démentie Bush, en proclamant que "*Obama va dans la bonne direction*". Des syndiqués, dans tout le pays, ont été choqués d'entendre cette déclaration de Trumka.

Beaucoup de syndiqués ont également été embarrassés quand ils ont pris connaissance d'une déclaration commune publiée le même jour par Trumka et Thomas Donahue, président de la Chambre de commerce des Etats-Unis, dans laquelle ils se félicitent de la décision prise par Obama d'appeler à des investissements fédéraux dans les infrastructures "*pour créer des emplois et relancer l'économie*". Pas un mot, dans cette déclaration, sur le fait que les fonds extrêmement limités pour les infrastructures — en fait, juste pour amadouer les responsables syndicaux et les amener à accompagner le plan anti-ouvrier d'Obama — proviendraient de réduction des budgets Medicare et Medicaid.

Que Trumka ait publié une déclaration commune avec Donahue — qui, par ailleurs, avait fait une déclaration félicitant Obama parce qu'il s'attaque au secteur public et réduit les "allocations" —, cela montre à quel point Trumka et les dirigeants de l'AFL-CIO se sont avancés sur cette pente glissante qui mène tout droit au néo-corporatisme.

Mais Trumka n'était pas tout seul.

A New York, certains des principaux syndicats du public et du privé se sont déclarés d'accord pour co-signer avec le gouverneur Andrew Cuomo l'acte constitutif du "*Comité pour sauver New York*" organisme visant à liquider le syndicat.

En Californie, un article révélateur dans le numéro du 11 janvier du *San Francisco Chronicle*, intitulé : "*Quand les démocrates sont à la barre, les coupes budgétaires similaires suscitent moins de colère*", rapportait que les dirigeants syndicaux avaient refusé de remettre en question les réductions budgétaires draconiennes du gouverneur démocrate Jerry Brown. Il citait Art Pulsaki, secrétaire-trésorier de la Federation of Labor de Californie, qui avait dit : "*Certes, la pro-*

position du gouverneur Brown n'est pas parfaite mais au moins elle établit un équilibre de façon tout à fait nécessaire entre les réductions et les revenus."

Pour le mouvement syndical et le secteur public en Californie, il est pratiquement suicidaire d'accepter les énormes réductions budgétaires, et Pulaski a annoncé qu'il les acceptait.

LA SEULE VOIE POUR AVANCER

La seule façon pour le mouvement syndical américain d'avancer est de combattre en toute indépendance.

Dans leur déclaration du 5 janvier, les co-organisateurs du WERC disaient :

"Les illusions sur des opportunités égales pour tous sont en train de tomber rapidement devant la dure réalité : la classe ouvrière et les pauvres sont dans une opposition radicale aux patrons et aux riches, les deux partis s'apprêtent à s'affronter pour leurs intérêts diamétralement opposés... La pression va se faire plus insistante sur le mouvement ouvrier organisé pour qu'il se montre à la hauteur et défende les syndiqués, à moins de faire la preuve de son impuissance.

Si les syndicats veulent défendre les travailleurs, il va falloir qu'ils travaillent en toute indépendance par rapport au Parti démocrate et qu'ils exercent un vrai pouvoir en organisant des manifestations de masse."

Donc, les co-organisateurs de la campagne WERC ont travaillé ces deux derniers mois pour tenir une réunion ouvrière d'urgence de responsables et de militants syndicaux pour résoudre la situation de crise. Plus de cent dirigeants syndicaux ont apporté leur soutien à la réunion.

L'objectif de cette réunion ouvrière d'urgence est de favoriser la discussion la plus large dans le mouvement syndical américain sur ce qui peut être fait et sur ce qu'on doit faire pour que le mouvement syndical mette en place un combat puissant et indépendant en collaboration avec ses alliés dans les mouvements populaires. Un des principaux objectifs est donc de développer un plan d'action pour un combat de classe indépendant.

De fait, plus que jamais, la principale tâche à laquelle doivent s'atteler les syndicalistes, les jeunes militants et les organisateurs des mouvements populaires c'est de construire un combat axé sur les intérêts de la majorité ouvrière dans les syndicats et dans les entreprises, dans les quartiers et dans les établissements scolaires et les universités. En construisant cette résistance, partie de la base contre les attaques qui pleuvent sur nous, il sera essentiel que les syndicats et les organisations des Noirs et de Latinos agissent de façon indépendante et qu'elle mettent tout leur immense poids politique dans ce combat pour faire aboutir l'une ou plusieurs de ces revendications urgentes :

— La mise en place d'un grand programme de travaux publics pour redonner du travail à 20 millions de personnes.

— Bas les pattes devant Social Security et Medicare !

— Arrêt de la tentative de privatiser l'enseignement public et les services sociaux ! Renversement de cette tendance !

— Arrêt des guerres en Afghanistan et en Irak, réaffectation des crédits de guerre pour la satisfaction des besoins humains !

— Impôt sur les riches ! Faites payer les patrons et Wall Street !

— Faites rendre gorge à Wall Street pour récupérer l'argent du sauvetage.

— Loi sur la liberté pour les syndiqués de s'organiser dans le syndicat de leur choix.

— Arrêt des expulsions d'immigrants ! Des papiers pour tous !

— Un système d'assurance santé par répartition !

Une autre tâche centrale en ce moment — qui ne se différencie pas du combat pour organiser une campagne d'urgence des travailleurs — consiste à ouvrir la discussion la plus large dans le mouvement syndical sur la nécessité de construire un Labor Party s'appuyant sur les syndicats, un parti qui se batte pour les revendications et les besoins des travailleurs, un parti qui s'attaque aux pouvoirs patronaux au lieu de travailler pour eux.

La rédaction du journal *The Organizer* ouvre les colonnes de son supplément consacré aux problèmes du mouvement

ouvrier, *Unity & Independence*, pour faire avancer cette discussion.

Les articles qui figurent dans le numéro de janvier-février 2011 de *Unity & Independence* sont consacrés à la nécessité pour le mouvement syndical de rompre les

liens de subordination qui le lient au Parti démocrate — et de se battre uniquement pour défendre les intérêts de ses membres et de tous les travailleurs — afin qu'on puisse stopper et faire reculer l'attaque des deux partis du patronat.

Que pouvons-nous apprendre des élections du 2 novembre sur le Tea Party ?

Les élections du 2 novembre sont maintenant passées. Que nous apprennent les résultats des élections sur le Tea Party ?

Quand on examine de près les résultats électoraux, on s'aperçoit que le Tea Party n'est pas du tout, comme on l'a dit, un "rouleau compresseur".

Lors des élections de 2008, 64,5 millions d'électeurs ont voté Barack Obama, et 56 millions ont voté John McCain. Lors des élections de mi-mandat, 35,5 millions d'électeurs, au plan national, ont voté pour des candidats du Parti démocrate alors que 42 millions ont voté pour les candidats républicains.

La principale caractéristique de ces élections de mi-mandat est le taux énorme d'abstention chez des électeurs qui ont soutenu Obama en 2008 mais qui sont restés chez eux en 2010. Cet abstentionnisme a également affecté le vote républicain. Dans tout le pays, il y a eu 14 millions d'électeurs de moins qui ont voté républicain en 2010 que de vote McCain en 2008.

Ce taux d'abstention confirme ce que les sondages avaient indiqué trois mois avant les élections quand ils ont montré que le peuple américain était de plus en plus déçu des deux principaux partis politiques. Selon un des plus importants sondages, en août 2010, les démocrates au Congrès ne recueillaient que 33 % d'opinions favorables tandis que les républicains se situaient encore plus bas : 34 % (*San Francisco Chronicle*, 15 août 2010).

Que ces élections attirent moins de votants que les élections principales n'est pas un fait nouveau. Néanmoins, les résultats des élections, surtout quand on les compare à ceux de 2008, démentent les exagérations journalistiques qui voudraient que le pays soit passé à droite, ou que nous ayons "assisté à une immense révolte causée en partie par l'énorme déficit fédéral", comme le laisse entendre le *San Francisco Chronicle* du 12 novembre dans son article de une.

Aux Etats-Unis, 213 millions de personnes sont susceptibles de voter. Le vote total républicain en 2010 représente 19,7 % de tous les électeurs. Et parmi ceux qui ont voté républicain, seuls 41 %, selon les sondages sortie des urnes, se sont qualifiés de sympathisants du Tea Party, et un pourcentage encore plus bas de "partisans" du Tea party (*San Francisco Chronicle*, 4 novembre).

Il ne faut pas mésestimer ces chiffres. Le Tea Party est une force politique significative et potentiellement dangereuse qui s'est renforcée surtout parce que le Parti démocrate a failli et a laissé un vide politique. Et le Tea Party, avec son discours raciste, va continuer à se renforcer tant que le mouvement ouvrier organisé ne prendra pas la tête, avec ses alliés des mouvements populaires, d'un combat indépendant pour défendre les intérêts de la majorité ouvrière et de tous les opprimés. Mais ce n'est pas un rouleau compresseur, bien loin de là.

LES DIFFÉRENTS ASPECTS DU BILAN DU TEA PARTY

La presse a souligné toutes les avancées des candidats du Tea Party lors des élections de mi-mandat et elles sont nombreuses.

Dans le Wisconsin, Ron Johnson, chef d'entreprise soutenu par le Tea Party, a battu le sénateur démocrate en exercice, Russ Feingold. En Floride, Marco Rubio, candidat du Tea Party, un exilé cubain de droite, a galvanisé les électeurs de base républicains et a remporté une victoire facile. Dans le Kentucky, Rand Raul a remporté la victoire. Et cela ne s'arrête pas là.

Mais la plupart des analystes sont d'accord pour dire que, parce que le Tea Party défend des opinions d'extrême droite, il a en fait contrecarré la tentative des républicains d'obtenir la majorité au Sénat. Dans le Delaware, Christine O'Donnell, candidate soutenue par le Tea Party, a perdu, alors que le siège sénatorial était assuré pour les républicains. De même, au Nevada, la candidate Tea Party Sharron Angle a perdu et n'a pas remplacé Harry Reid.

Beaucoup de commentateurs politiques indiquent que, tandis que les candidats soutenus par le Tea Party ont enregistré davantage de victoires que de défaites, leur influence grandissante dans le Parti républicain et parmi les électeurs indépendants pourrait en fait coûter la Maison-Blanche aux républicains en 2012.

QUELQUES RÉFLEXIONS POUR CONCLURE

Ce que nous avons vu le 2 novembre est une polarisation accrue du pays, avec l'aile conservatrice qui se radicalise à droite et des secteurs de plus en plus nombreux de la classe ouvrière qui votent avec leurs pieds vu l'absence de voix politique indépendante — un Labor Party indépendant — capable d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations.

Au lendemain des élections de mi-mandat du 2 novembre, les dirigeants syndicaux continuent de répéter que la seule façon de vaincre la droite c'est de soutenir les candidats du Parti démocrate. C'est archi-faux. La politique mise en œuvre par les démocrates, un des partis du patronat, ne fait que démoraliser les travailleurs et les opprimés et susciter leur colère, alors qu'en 2008, c'est avec de très grands espoirs qu'ils avaient voté pour Obama. Cette politique trace en fait la voie pour le développement de ce courant populiste de droite.

Tant que la majorité ouvrière restera prise au piège du cadre du Parti démocrate et du système capitaliste du bipartisme, ce sera la droite qui tirera profit de la situation. C'est inévitable.

Il est plus que jamais nécessaire que le mouvement syndical rompe avec le Parti démocrate pour construire son propre Labor Party s'appuyant sur les syndicats et les organisations des opprimés.

Alan Benjamin

Obama, le déficit fédéral et le Tea Party : il faut que le mouvement syndical organise la riposte d'urgence maintenant !

Le plan de relance fédéral du président Obama a creusé un énorme déficit dans le budget fédéral. Les sommes gigantesques nécessitées pour renflouer les banques et pas les masses laborieuses doivent prove-

nir de quelque part, et ce quelque part, c'est la poche des travailleurs eux-mêmes.

Un des mots d'ordre de ralliement du mouvement de droite du Tea Party est l'appel à combattre l'énorme déficit fédé-

ral d'Obama, qui, disent-ils, devra reposer sur les contribuables et constituera une dette que devront payer leurs enfants et leurs petits-enfants.

Comme toujours, avec ces populistes de droite, ce qu'ils disent recèle une parcelle de vérité, bien que leurs paroles ne soient que pure démagogie. Cela fait partie d'une tactique destinée à susciter la peur et à détourner le peuple américain de toute dépense causée par le "trop d'Etat" comme l'enseignement public, les hôpitaux publics, les transports publics, la santé, l'assurance maladie pour les pauvres, Medicare et tout le reste. Tout, bien sûr, sauf la plus grosse dépense du gouvernement, c'est-à-dire le budget militaire de l'Etat qui atteint maintenant plus de 700 milliards par an.

Le mouvement du Tea Party évite soigneusement de parler du fait que Bush a été un des présidents qui a porté la dette fédérale à des niveaux inconnus dans la période récente, essentiellement à cause de l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires. Il se garde bien également de parler du fait que le sauvetage des banques, entrepris sous le gouvernement Bush, fut soutenu à une énorme majorité par les dirigeants démocrates et républicains au Congrès.

Obama est attaqué de toutes parts alors qu'il s'attaque aux systèmes de minimum vieillesse (Social Security) et d'assurance maladie pour les économiquement faibles (Medicare). Les républicains et les militants du Tea Party s'acharnent contre lui et l'accusent d'être un "socialiste" qui veut nationaliser toute l'industrie du pays et qui veut faire passer la politique du "tout Etat". Ce qui est entièrement faux.

Obama refuse de taxer les riches. Il écoute les directives des patrons qui financent le Parti démocrate au prétexte que soumettre les riches à l'impôt ne se fait pas en Amérique et que cela pourrait anéantir toute possibilité de reprise économique. Mais la vraie raison pour laquelle il n'y a pas de reprise économique, c'est que le gouvernement Obama refuse de mettre en œuvre un véritable plan de créations d'emplois, alors que les banques, qui ont bénéficié du sauvetage, n'ont pas investi un seul des milliards qu'elles ont reçu du gouvernement dans l'économie productive

et la création d'emplois. Elles n'ont pas relancé l'économie comme Obama disait qu'elles allaient le faire.

La commission fédérale bipartite de réduction du déficit, composée de dix-huit membres et mise en place par Obama, annonce qu'elle publiera ses conclusions le 1^{er} décembre et proposera quatre mille milliards de coupes budgétaires pour les décennies à venir.

La commission va demander d'énormes coupes dans les budgets, des réductions dans les allocations pour les travailleurs, des réformes des impôts pour aider les riches et des changements drastiques dans les programmes Social Security et Medicare. Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, explique que les conclusions sont "un arrêt de mort pour l'Amérique laborieuse".

C'est parfaitement vrai, mais des dénonciations verbales avec des manifestations de pure forme ne suffiront pas à arrêter cette attaque sans précédent contre la classe ouvrière de ce pays. Il va falloir organiser un mouvement de riposte d'une puissance inégalée depuis les années trente sur les revendications suivantes entre autres :

- Mise en œuvre d'un grand programme public de création de vingt millions d'emplois !
- Bas les pattes devant les programmes Social Security et Medicare !
- Impôt sur les riches ! Il faut faire payer les patrons et Wall Street !
- Il faut faire rendre l'argent du sauvetage à Wall Street !
- Rétablissement de la loi Glass-Steagall ! (1)
- Interdiction de la spéculation bancaire !
- Tous les produits bancaires dérivés doivent être interdits de marché et d'échange, interdiction de la titrisation des hypothèques sur le logement !

A. B.

(1) Généralement connue sous le nom de Banking Act de 1933 qui, dans ses grandes lignes, instaurait une incompatibilité entre les métiers de banque de dépôt et banque d'investissement, créait le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires, introduisait le plafonnement des taux d'intérêts sur les dépôts bancaires.

Obama, le système de santé et le Tea Party

Un grand nombre des grands médias “libéraux” comme le *New York Times* se sont félicités des nombreuses réussites d’Obama et de Nancy Pelosi. En tête de liste, en plus du plan de relance fiscale et de la loi sur la stabilité financière, on trouve la réforme Obama du système de santé.

Les “libéraux” peuvent mettre en avant le fait que beaucoup des secteurs les plus pauvres de la société, essentiellement les Noirs et les Latinos, vont désormais bénéficier d’un système de santé. Ce n’est pas rien. Mais qui paie le prix de cette extension de la couverture santé pour les quelques douze millions de personnes à bas revenus ? Ce ne sont pas les compagnies privées d’assurances. Ce ne sont pas les grandes fortunes, dont le taux d’imposition a été spectaculairement réduit au cours des trente dernières années. Ce ne sont pas les spéculateurs de Wall Street. Non, c’est la majorité de la classe ouvrière qui est mise à contribution pour payer la note... pour remplir encore plus les poches des compagnies privées d’assurances.

Cette nouvelle loi a un effet dramatique : elle divise davantage la classe ouvrière et crée un obstacle supplémentaire à l’émergence d’un combat uni pour les droits à un système de santé pour tous.

Si les compagnies d’assurance avaient été mises à l’écart du système de santé, cela aurait permis de financer un système Medicare pour tous, un système de santé basé sur la répartition qui n’aurait pas opposé la “classe moyenne” aux couches les plus défavorisées de la société. Cela aurait créé une solidarité parmi les travailleurs et donné naissance à un système de soins gratuits selon les besoins. Mais pour ce faire, il aurait fallu rompre avec les assurances privées qui sont parmi les principaux bailleurs de fonds tant du Parti démocrate que du Parti républicain.

De ce point de vue, il est instructif d’examiner les résultats du “référendum” de juillet 2010 organisé par le mouvement du Tea Party dans le Missouri. Dans ce “référendum,” 70 % des électeurs de l’Etat — nombre record de votants — ont rejeté le plan Obama pour un système de santé qui

allait les obliger à payer une assurance maladie ou bien risquer d’avoir à payer une forte amende au gouvernement.

Bien sûr, avec une économie encore dévastée, avec un taux de chômage exceptionnellement élevé dans le Missouri (les chiffres officiels le situent à 13 % de plus que la moyenne nationale, parce qu’une part énorme des emplois industriels qui forment la base de l’emploi dans cet Etat ont été délocalisés vers le Mexique ou la Chine) et avec un taux élevé de saisies immobilières et d’expulsions, le sentiment était qu’il ne fallait pas que le gouvernement force les électeurs de cet Etat à payer de leur poche un système de santé au demeurant déjà tout à fait insuffisant au départ. Leur priorité était ailleurs : survivre tout simplement.

Comme le gouvernement Obama n’a pas adopté un système par répartition, ni même un système public, les travailleurs blancs sont devenus une proie facile pour le Tea Party qui a démagogiquement cherché à capitaliser sur la colère des électeurs devant une obligation individuelle d’avoir à souscrire une assurance auprès d’une compagnie privée. Les salariés n’en avaient tout simplement pas les moyens. De plus, les votants ont compris que ce qu’ils obtiendraient ce serait une couverture maladie insuffisante, des primes chères, des tickets modérateurs plus élevés chaque fois qu’ils devraient aller chez le médecin ou acheter des médicaments.

Les libéraux du Parti démocrate ont immédiatement critiqué le prétendu “virage à droite des électeurs du Missouri” en refusant de reconnaître leur propre responsabilité dans la naissance d’une situation qui a incité les électeurs “de la classe moyenne” à repousser le plan d’Obama.

En refusant de rompre avec les compagnies d’assurance maladie privées, en refusant de mettre en œuvre un programme qui donne à tous les citoyens de ce pays l’accès aux soins selon leurs besoins (le système par répartition) — un programme qui bénéficiait du soutien de l’immense majorité de la population —, Obama, Pelosi et les démocrates ont frayé la voie à leur propre perte.

A. B.

Cuba : le tournant Le gouvernement de Raul Castro met en place des contre-réformes

Par Andreu CAMPS

Le mardi 4 janvier 2011, le gouvernement de Raul Castro a commencé à mettre en application les mesures, annoncées depuis des mois, de suppressions d'emplois dans la fonction publique et les entreprises d'Etat.

Dans les prochains six mois, ce sont 500 000 emplois qui doivent disparaître et 1 300 000 dans un délai de trois ans, soit 25 % des salariés du secteur public. Rappelons que ce secteur emploie 95 % des salariés du pays.

Le gouvernement a annoncé qu'un nombre limité d'offres d'emplois va être délocalisé vers des secteurs comme l'agriculture et le bâtiment. Le reste devant aller vers le privé. Le gouvernement prévoit qu'une centaine de milliers de ces travailleurs pourraient devenir des travailleurs indépendants.

Dans chaque établissement, une commission d'experts a été constituée sous l'égide de la Centrale des travailleurs de Cuba pour déterminer le nombre de travailleurs "en trop" et "inadaptés" au poste qu'ils occupent.

Ces mesures ont commencé à être appliquées dans les ministères de l'Industrie du sucre, de l'Agriculture, du Bâtiment, de la Santé publique et dans le secteur du tourisme.

La presse gouvernementale laisse entendre que des conflits et des tensions très

fortes surgissent parmi les travailleurs menacés de licenciement.

Le 2 janvier, le gouvernement a aussi décidé de réduire le nombre de produits de première nécessité que l'on peut se procurer avec la carte de rationnement. Ainsi, l'année dernière déjà, les pommes de terre, les petits pois, les cigarettes et le sel avaient disparu des cartes de rationnement. A cela s'ajoutent aujourd'hui le savon, la pâte dentifrice et la lessive. Sur le marché, ces produits ont vu leur prix multipliés par 25. Il faut comprendre que la carte de rationnement permettait à toute la population cubaine de se fournir en produits de première nécessité à des prix extrêmement bas adaptés à leurs salaires.

Le 1^{er} janvier, le cardinal Jaime Ortega, chef de l'Eglise catholique à Cuba, a déclaré dans son homélie

"soutenir le processus de réforme économique proposé par Raul Castro",
appelant les Cubains

"à s'impliquer dans les changements en cours sans abandonner leur esprit critique. Cela nous engage tous et la bonne application de ces transformations ne dépend pas seulement des autorités et de ses décisions mais aussi de la bonne compréhension de la population."

Selon un économiste cubain, c'est une reconversion *"qui vaut un plan d'ajustement du FMI"*.

Cuba qui, depuis la révolution de 1959 sous l'égide du Mouvement du 26 juillet, a exproprié le capital et constitué un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé du fait de l'exclusion des masses travailleuses du pouvoir, a instauré une économie planifiée.

Après 1962, au moment où l'impérialisme américain a tenté d'abattre par la force le nouveau pouvoir, la bureaucratie du Kremlin a mis Cuba sous son contrôle pour l'utiliser comme monnaie d'échange dans sa politique de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme.

Transitoirement, l'économie cubaine a été "protégée" par les accords avec l'Union soviétique. En 1991, la dislocation de l'URSS a laissé Cuba sans protection face au marché mondial. Aujourd'hui, elle subit de plein fouet la crise générale du système capitaliste et les conséquences du fait que l'économie cubaine est dépendante des prix des matières premières qu'elle exporte, comme le nickel, alors qu'elle est obligée d'importer 80 % des produits de première nécessité.

C'est une nouvelle démonstration pratique que le socialisme dans un seul pays n'est qu'une utopie réactionnaire. Les conquêtes de la révolution cubaine, qui sont attaquées et en danger, dépendent plus que jamais du développement de l'organisation indépendante des travailleurs cubains et de la montée des processus révolutionnaires sur le continent latino-américain.

L'ANNONCE DE LA CONVOCATION DU VI^e CONGRÈS DU PC CUBAIN

C'est le 9 novembre que Raul Castro, président de Cuba, avait rendu publique, lors d'une réunion qui s'est tenue à La Havane pour célébrer le dixième anniversaire de l'accord de coopération intégral entre Cuba et le Venezuela — ce qui a donné lieu à la création de l'Alba ensuite (1) —, la décision de tenir le VI^e Congrès du Parti communiste cubain "pour la deuxième quinzaine du mois d'avril 2011."

Ce congrès doit traiter exclusivement de "l'actualisation du modèle économique socialiste". Le dernier congrès avait eu

lieu en 1997, même si les statuts du PCC impliquent qu'un congrès doit se tenir tous les cinq ans... Le VI^e Congrès avait été annoncé à de nombreuses reprises. Sa tenue aurait dû avoir lieu en octobre 2009 mais il a été rapporté.

Selon Raul Castro, le VI^e Congrès du PCC doit adopter

"les directives de la politique économique et sociale du parti et de la révolution".

Raul Castro a rendu public un long document de 32 pages contenant 300 points sur ces sujets, document diffusé publiquement dans tout le pays depuis le 10 novembre.

Le premier exemplaire de ce document avait été donné à Fidel Castro et le second à Hugo Chavez, président du Venezuela, présent à une réunion publique où a été faite l'annonce.

Le processus de préparation de ce congrès devrait débiter immédiatement. Un calendrier de discussions a été organisé, discussions auxquelles toute la population est appelée à participer. Ainsi, cette même semaine, a eu lieu un séminaire pour les cadres à l'École supérieure du PCC. Devant 523 dirigeants du parti, le ministre de l'Économie et du Plan, Maino Murillo, a déclaré :

"Il n'y a pas de réforme mais une actualisation du modèle économique. Personne ne peut croire qu'on va céder la propriété, nous allons l'administrer d'une autre manière."

Selon *Granma* (journal du PCC), une des interrogations les plus importantes porte sur le point 16 des directives qui explique que

"les entreprises nationales qui subiront des pertes successives seront liquidées".

L'analyse (voir ci-dessous) des directives montre qu'il s'agit d'une véritable contre-réforme. Et pour ce faire, il faut réorganiser aussi l'appareil du PCC.

C'est la raison pour laquelle, après le VI^e Congrès, R. Castro a annoncé la tenue d'une conférence nationale pour traiter "des affaires à caractère interne". Nous y reviendrons.

(1) Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. Voir *La Vérité*, n° 68, d'avril 2010.

Rappelons que Raul Castro a remplacé Fidel Castro depuis le 31 juillet 2006 à la suite de la maladie qui a obligé Fidel Castro à abandonner le pouvoir. La convocation de ce congrès a lieu à un moment où commencent à s'appliquer les ajustements économiques décidés par le gouvernement de R. Castro le 1^{er} août 2010. Donc, avant même la tenue du congrès, des mesures sont déjà mises en place.

D'OU VIENT CE PLAN DE CONTRE-RÉFORMES ?

Le 1^{er} août 2010, dans la séance plénière de l'Assemblée nationale, le président, Raul Castro, avait annoncé la prochaine adoption de toute une série de mesures qui ont été caractérisées de "réforme du travail" dans l'objectif d'impulser massivement le travail indépendant pour "alléger" la fonction publique.

A Cuba, aujourd'hui, 95 % des travailleurs sont employés de l'Etat (fonction publique et entreprises publiques). Dans un pays de 11 millions d'habitants et sur un total de 4 950 000 salariés, 600 000 personnes travaillent dans le secteur privé dont 143 800 sont des travailleurs indépendants et 250 000 font partie d'une coopérative.

Raul Castro a déclaré, entre autres, à l'Assemblée nationale :

"Il faut mettre fin à l'idée que Cuba serait le seul pays du monde où l'on peut vivre sans travailler."

L'amplitude des mesures qui devaient être proposées par le gouvernement cubain était encore imprécise et tout cela était couvert par des affirmations selon lesquelles leur objectif serait d'actualiser le socialisme cubain.

Le Conseil des ministres des 16 et 17 juillet (avec la participation notamment des dirigeants de la CTC, du PCC et de l'UJC) avait décidé

"d'élargir l'exercice du travail indépendant éliminant les interdictions en vigueur et octroyant de nouvelles autorisations en flexibilisant les contrats".

Les employés indépendants devront payer des impôts sur le revenu, contribuer

à la Sécurité sociale et auront la possibilité d'embaucher d'autres employés.

Raul Castro a présenté ces décisions à l'Assemblée nationale. Le 3 août, le Conseil d'Etat a décidé de convoquer une séance extraordinaire de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (instance qui rassemble les différents organismes et comités de défense de la révolution) pour le 7 août. Au début du mois également, *Granma*, organe du Comité central du Parti communiste cubain, annonce la tenue prochaine d'une Assemblée plénière élargie du Conseil national de la Centrale des travailleurs de Cuba, sans en préciser la date.

La décision actuelle du bureau politique et les propositions de directives tendent sans aucun doute à accélérer le plan d'ajustement.

QUEL EST LE CONTENU DU NOUVEAU PROGRAMME ÉCONOMIQUE ?

Derrière l'affirmation faite en introduction que l'intention n'est pas de renoncer au système de planification socialiste, Raul Castro a déclaré qu'il propose

« d'actualiser le modèle économique pour le rendre plus efficace, plus productif et l'éloigner du "paternalisme" ».

L'introduction donne une idée relativement claire de l'orientation de ce programme. Il parle de l'existence d'une crise structurelle systémique sans dire de quel système il est question... Il dit également que

"Cuba est une économie ouverte et dépendante qui connaît une très faible efficacité, une décapitalisation de la base productive, un vieillissement et une stagnation de la croissance de la population".

En page 6 et 7 du document, on peut lire également :

"Éliminer les excédents gonflés d'emplois dans toutes les sphères de l'économie, organiser une restructuration de l'emploi y compris par des solutions non étatiques (...). Augmenter la productivité du travail, augmenter la discipline, le niveau de motivation du salaire, éliminant l'égalitarisme dans les mécanismes de

partage et de redistribution des revenus. Cela fait partie d'un processus où il sera nécessaire de supprimer les gratuits non nécessaires et les subventions personnelles excessives."

Il s'agit donc de baisser les salaires et de lier le niveau du salaire à la productivité sur la voie de l'individualisation des salaires et des conditions de travail. Ainsi, il est dit :

"Le travail est à la fois un devoir et un droit. C'est un motif de réalisation personnelle pour chaque citoyen. Il devra être rémunéré conformément à sa qualité et à sa quantité."

Quelle différence avec les plans d'ajustement proposés par le FMI ?

Dans une deuxième série de mesures, il s'agit de modifier le modèle de gestion :

"Il s'agit de transformer la planification socialiste pour ouvrir la voie à de nouvelles formes de gestion et introduire les mécanismes du marché dans le système d'achat et de vente des entreprises."

Et plus loin :

"Seront développés des marchés d'approvisionnement en gros, sans subventions, pour le système des entreprises, pour les coopératives et les travailleurs indépendants."

Dans le point 16 de la page 9, on peut lire :

"Si les entreprises nationales ne font pas de bénéfices, elles pourront être liquidées."

A propos du système de santé et d'éducation, le point 154, relatif à la Sécurité sociale, explique notamment

"qu'il faudra diminuer la participation relative du budget de l'Etat et poursuivre l'augmentation de la participation individuelle des travailleurs".

Par rapport à l'éducation,

"la part du budget sera réduite jusqu'au nécessaire pour accomplir le minimum des fonctions qui lui sont assignées en privilégiant les critères d'économie maximales sur les personnels et le budget de l'Etat, sur le plan des ressources matérielles et financières".

A propos du commerce international, il s'agit d'*"obtenir l'équilibre du commerce*

extérieure à partir d'un excédent de la balance des paiements soutenu par le comportement de l'économie réelle". Derrière ce langage, il parle en réalité de réduire les importations et d'augmenter les exportations en donnant des garanties au capital international. A cela s'ajoutent les mesures de décentralisation, c'est-à-dire le transfert aux municipalités des compétences de l'Etat. Le point 37 indique :

"Le développement de projets locaux, en particulier la production de cultures vivrières, devra constituer une stratégie de travail pour l'autosuffisance alimentaire au niveau municipal."

Dans le préambule du document, on insiste sur la nécessité d'attirer les investissements internationaux et de *"faire passer la collaboration solidaire par l'ONU"*. N'oublions pas que Cuba avait fourni et fournit encore à moindre prix des médicaments et des enseignants à de nombreux pays d'Amérique latine et, dernièrement, en Haïti. Faire passer cela sous le contrôle de l'ONU, c'est le mettre sous le contrôle de l'impérialisme.

Le projet parle aussi de promouvoir la création de *"zones spéciales de développement"* et le tourisme de luxe...

Dans l'ensemble, le document intitulé *"Directives de la politique économique et sociale"* constitue un véritable programme de réformes économiques qui met en cause la propriété d'Etat, le système de protection des travailleurs et, à terme, l'unité du pays. Le document insiste sur la nécessité de donner des garanties au capital international en proposant une réorganisation du paiement de la dette pour pouvoir accomplir les engagements pris.

Parmi les premières mesures prises depuis quelques mois, il y a la suppression de 500 000 emplois dans la fonction publique, première tranche qui doit être terminée pour le 31 avril prochain, sur les 1 300 000 suppressions d'emplois prévues dans les prochaines années.

La suppression des cantines ouvrières a déjà commencé même si elles demeurent encore de manière symbolique dans quelques ministères.

Est annoncée également la suppression de la carte de rationnement. Mais, en raison de la résistance au sein de la popula-

tion, cette suppression se fait par petits bouts. Ainsi, il reste encore la possibilité d'acheter à un prix symbolique du sucre, du poulet, du poisson, des œufs, du riz, du café, du pain, des pâtes, nécessaires à l'alimentation des onze millions de Cubains.

FACE À CES MESURES, QUELLE EST LA POSITION DE LA CENTRALE DES TRAVAILLEURS CUBAINS ?

Le 13 septembre 2010 a été publiée et largement diffusée une déclaration du secrétariat national de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC). Il faut souligner que c'est une déclaration du secrétariat et pas du Conseil national élargi (*voir encadré ci-après*).

Cette déclaration a un caractère inédit. Raul Castro avait annoncé que plus d'un million de travailleurs de la fonction publique et des entreprises d'Etat étaient en surnombre et, le même jour, le gouvernement a annoncé que le plan pour "ajuster" le modèle économique en le rendant soutenable passait par une restructuration radicale et immédiate de l'emploi. Le premier pas serait de réduire en 2011 de 12 % le secteur nationalisé, soit 500 000 emplois, pour atteindre dans les trois ans 1 300 000 emplois.

Face à cet ajustement d'une extrême brutalité, le secrétariat national de la CTC conclut :

"Nous nous engageons et nous veillons à la plus stricte observance et application du principe d'adéquation démontrée pour déterminer celui qui a le meilleur droit à occuper une place ainsi que pour la transparence dans laquelle ceci doit être exécuté. Le syndicat doit mettre en œuvre dans son secteur le contrôle systématique sur la marche de ce processus avec un haut niveau d'exigence et le maintien du début à la fin, adopter les mesures correspondantes et informer ses organismes supérieures et la CTC."

Lors du VIII^e Congrès du syndicat des transports et des ports, qui s'est tenu les 18 et 19 septembre à La Havane, le secrétaire général de la Centrale, Salvador Valdes Mesa, a déclaré dans son discours de clôture :

"Comme le dit Raul Castro, la révolution ne laissera personne sur le bord du chemin mais il ne s'agit pas que l'Etat se rende responsable de trouver un travail à chacun, de faire des offres d'emplois et d'assurer le salaire durant une période indéterminée. Le premier intéressé à trouver un travail socialement utile, c'est le citoyen lui-même."

Le 20 septembre, le même secrétaire général de la CTC a déclaré, dans un meeting à Holguin qu' *"en défendant la révolution, on défend les travailleurs"*, expliquant que, depuis le 15 septembre, de nombreuses assemblées (200) se tiennent pour expliquer les mesures, assemblées dans lesquelles *"les travailleurs ont exprimé leur soutien aux décisions du gouvernement"*.

Depuis le mardi 8 novembre, le journal de la CTC, *Trabajadores*, salue le contenu des nouvelles directives et annonce la nécessité d'en discuter et de les mettre en œuvre.

L'ACCORD AVEC LE VENEZUELA ET LA SIGNIFICATION DE L'ALBA

L'annonce de la tenue du VI^e Congrès en présence du président vénézuélien, Hugo Chavez, a une signification particulière. Tout d'abord, le Venezuela est devenu le premier partenaire commercial de Cuba. L'échange de biens et de services est estimé pour l'année 2009 à 3 milliards 600 millions de dollars. L'accord avec le Venezuela, passé à l'occasion du dixième anniversaire de la constitution de l'Alba, a consolidé, selon Chavez lui-même, un système d'intégration sans précédent. Evidemment, tout travailleur, tout militant attaché à la souveraineté des peuples ne peut que saluer les accords souverains d'échange entre le gouvernement cubain et le gouvernement vénézuélien, accords qui échappent au contrôle direct de l'impérialisme américain.

Cela montre que la perspective d'une union libre des nations souveraines de la Caraïbe, libres de toute oppression et exploitation permettrait d'ouvrir la voie à un combat réel pour le socialisme. Mais ce serait une tromperie de considérer que ces accords sont la réalisation du socialisme.

Précisément, le Venezuela fournit chaque jour à La Havane une centaine de milliers de barils de pétrole. En échange, 40 000 coopérants cubains travaillent au Venezuela, dont 30 000 dans la santé (médecins et infirmières). Les autres sont des enseignants et officiers de l'armée.

L'accord sur le pétrole s'insère dans un accord régional qui a constitué une entreprise, du nom de Petrocaribe, qui fournit du pétrole à bas prix à toute une série de pays de la région dont Cuba mais aussi Haïti (mais du fait de l'existence du régime fantoche de Préval, ces accords ne bénéficient en rien à la population haïtienne).

Depuis dix ans que l'Alba a été constituée, de nombreux accords d'échange ont été réalisés qui ne dépassent pas une économie de troc. On ne peut pas identifier la planification sur la base de la population d'Etat qui existe à Cuba aux différents plans qui peuvent exister au Venezuela même. Cela montre les limites des mesures prises par le gouvernement Chavez par rapport à l'impérialisme et ses agents locaux. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement des Etats-Unis a déclaré que le projet du président Raul Castro était positif. Arturo Valenzuela, secrétaire adjoint du département d'Etat pour les affaires d'Amérique latine, a déclaré le 10 novembre :

“Libérer les emprisonnés politiques et ouvrir l'économie au secteur privé et au capital étranger représentent un pas important.”

Valenzuela confirme ce qu'avait déclaré le ministre espagnol des Affaires extérieures de l'époque, Miguel Angel Moratinos :

“La décision du gouvernement cubain de libérer tous les emprisonnés politiques permettra d'ouvrir une nouvelle étape dans les relations diplomatiques entre Cuba et l'Union européenne. En plus, elle aura des conséquences par rapport aux Etats-Unis.”

Selon le ministre,

“cela amènera à la levée de l'embargo que Washington maintient depuis 1962”.

Moratinos est allé plus loin :

“La libération des emprisonnés n'est pas un geste humanitaire mais quelque

chose de très important qui aura des répercussions sur le processus de réformes à Cuba.”

LA RÉFORME POLITIQUE APRÈS LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

Après le VI^e Congrès du PCC, Raul Castro a annoncé la tenue d'une conférence nationale du parti pour traiter des affaires internes. Dire cela, c'était déclarer que le congrès serait un congrès crucial. En effet, ce sera sans doute le dernier congrès de la génération historique de la révolution de 1959. Fidel Castro a 84 ans et Raul Castro 79 ans. Il se prépare sans doute un renouvellement de l'appareil dirigeant du PCC et donc de l'appareil central de l'Etat. Mais, derrière ce renouvellement générationnel, il s'agit bien d'autre chose.

Il faut dire que Raul Castro a restructuré durant ces quatre dernières années une bonne partie de l'appareil central de l'Etat. Selon les estimations d'*El Pais*, le journal de Madrid, Castro a changé 60 % des membres du gouvernement.

Le dernier remaniement en date a vu disparaître Yadida Garcia, ministre de l'Industrie stratégique, responsable des échanges avec le Venezuela.

Rappelons qu'en 2009, le ministre des Affaires extérieures, Felipe Perez Roque, et le vice-président, Carlos Lage, ont été expulsés du pouvoir après une affaire obscure.

Ces deux responsables étaient considérés comme des dauphins de Fidel. Les autres ministères qui ont changé de titulaires et d'encadrement sont l'Economie, l'Agriculture, les Transports, le ministère du Sucre, du Commerce intérieur, des Finances, de l'Industrie alimentaire, du Travail et de la Sécurité sociale et de l'Industrie légère.

S'est renforcée au sein du gouvernement la place des ministres liés à l'armée comme le commandant Ramiro Valdes, les généraux Abelardo Colome et Julio Casas.

En fait, Raul Castro s'est entouré des hommes de l'appareil militaire en tenant compte du fait que l'armée contrôle directement 30 % de l'économie du pays.

CUBA À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le lancement des “*Directives pour une politique sociale et économique*” se poursuit et amplifie l’application du plan dénommé “*Processus de disponibilité et de réduction des effectifs gonflés*”, plan concentré avant tout sur la suppression de 500 000 emplois dans le secteur public.

Rappelons qu’à cette époque, *Granma*, daté du 28 septembre, dans les deux pages dédiées à ce sujet, écrit notamment :

“S’il existe aujourd’hui une grande masse de travailleurs dans des activités improductives, c’est le résultat de la mauvaise planification de l’économie qui nous a amenés à un déséquilibre économique accru, du fait aussi de la situation financière internationale, entraînant l’augmentation des prix à l’importation et la baisse de ceux à l’exportation” (2).

L’économie cubaine ne peut subsister en marge du marché mondial. Depuis les années 1960, les rapports avec l’URSS ont “protégé” partiellement l’économie de Cuba qui subissait l’embargo imposé par les Etats-Unis. Dans les faits, Cuba vivait des subventions (voire de prix protégés) de l’URSS. La chute de l’URSS a amené à une situation catastrophique. Durant les dernières années, les accords de “troc” avec le Venezuela ont apporté à Cuba un certain répit, mais très insuffisant. De plus, l’incertitude de la situation politique au Venezuela pèse lourdement.

Dès le début, le régime cubain a renoncé à lier le sort de la révolution cubaine à celui de la révolution internationale, particulièrement continentale. Depuis le départ de Guevara, dans le cadre de la politique internationale imposée par le Kremlin, Castro s’est allié avec toute une série de régimes réactionnaires d’Amérique latine. Il ne faut pas oublier en particulier son soutien au régime du PRI au Mexique lors des massacres de 1968 et, dernièrement, depuis 1979, ses efforts pour que le régime sandiniste du Nicaragua ne s’engage pas dans un processus d’expropriation de la bourgeoisie.

Un bilan complet de la politique extérieure de Castro est nécessaire. Il a inscrit son activité internationale dans le cadre de

la “coexistence pacifique”, dans le cadre du Kremlin donc contre le développement de la révolution mondiale.

Mais les conquêtes de la révolution cubaine qui demeurent dépendent du développement du combat des travailleurs et des peuples du continent et du degré d’organisation indépendante de la classe ouvrière cubaine.

Le PCC et la CTC, institutions du régime, sont des obstacles majeurs à cette organisation. La CTC est la force qui se dispose à appliquer les mesures :

“La CTC, par le biais de ses syndicats, joue un rôle clé dans chaque unité de travail. C’est pour cela qu’on va aller faire appliquer les mesures par les cadres disposés et préparés jusqu’au dernier détail. De même, le parti et l’UJC doivent surveiller que cela se fasse dans les principes de justice de la révolution” (Granma, daté du 28 septembre 2010).

Sans aucun doute, le régime castriste joue son avenir. L’ouverture au marché mondial, la recherche d’un accord avec Obama se font au détriment et sur le dos des travailleurs. Pour autant, personne ne peut sceller le sort de Cuba ou considérer que tout est joué. La classe ouvrière à Cuba et à l’échelle du continent n’a pas dit son dernier mot.

Pour la IV^e Internationale et ses sections, la défense de Cuba contre l’impérialisme et pour la levée de l’embargo reste une exigence inconditionnelle, au-delà de la caractérisation que nous faisons de ce régime et de sa politique actuelle. En tout état de cause, la défense des conquêtes de la révolution cubaine, en rapport avec le développement de l’organisation indépendante des travailleurs, se joue au niveau continental, c’est-à-dire par rapport à l’avancée de la mobilisation des travailleurs et des peuples de l’Amérique latine.

Andreu Camps

(2) D’un point de vue plus fondamental, cela démontre l’impossibilité de la construction du “socialisme dans un seul pays”. Cela démontre ainsi l’actualité du programme de la IV^e Internationale et la justesse de ce qu’écrivait Trotsky à propos de l’URSS dans *La Révolution trahie* : “L’avenir de l’Etat ouvrier ne peut s’assurer en dernière instance que par le développement de la révolution mondiale.”

Déclaration du secrétariat national de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC)

“Cuba se trouve face à la nécessité urgente d’avancer économiquement, de mieux organiser la production, d’élever la productivité, d’améliorer la discipline et l’efficacité et cela ne sera possible que par le travail digne et le dévouement de notre peuple. Aujourd’hui, le devoir des Cubains est de travailler et de bien travailler, sérieusement et de façon responsable et d’atteindre une meilleure utilisation des ressources dont nous disposons pour satisfaire ainsi nos besoins.

En rapport avec le processus d’actualisation du modèle économique et les projections économiques pour la période 2010-2015, on prévoit dans les directives pour l’an prochain, la réduction de plus de 500 000 travailleurs dans le secteur d’Etat et, parallèlement, son augmentation dans le secteur non étatique. Le calendrier pour son exécution est prévu par les organismes et les entreprises jusqu’au premier trimestre 2011.

Pour le mouvement syndical et les travailleurs, donner la plus grande attention à la réduction des effectifs, au processus de disponibilité des travailleurs et à l’emploi et arriver à une utilisation adéquate des ressources humaines, est une tâche incontournable. On sait qu’il y a un million de postes excédentaires dans les secteurs couverts par le budget de l’Etat et des entreprises.

Notre Etat ne peut ni ne doit continuer à maintenir des entreprises et des entités de production de services et de production subventionnée avec des effectifs gonflés et des pertes qui nuisent à l’économie, qui sont contre-productives, qui créent de mauvaises habitudes et faussent le comportement des travailleurs. Il faut élever la production et la qualité des services, réduire les importants gaspillages sociaux, éliminer les gratuités indues, les subventions excessives, l’étude comme source d’emploi et la retraite anticipée.

Le succès du processus qui démarre actuellement dépendra de la volonté politique que, à partir du mouvement syndical et sous la direction du parti, nous, les dirigeants syndicaux, nous donnerons préalablement aux actions qui doivent être entreprises, et du consensus social que nous atteindrons au sujet de la pertinence économique et politique de ce changement. Ces mesures de disponibilité du travail cherchent à identifier les postes non indispensables et le reclassement des travailleurs qui les occupent dans un autre poste de travail où cela est nécessaire et possible, ou leur réorientation professionnelle.

Pour le traitement des travailleurs mis en disponibilité, on agrandit et on diversifie les options actuelles avec de nouvelles formes de relations de travail non étatiques comme alternative d’emploi. Parmi celles-ci le fermage, l’usufruit, les coopératives et le travail à compte propre, possibilités vers lesquelles iront des centaines de milliers de travailleurs dans les prochaines années (...).

Ces changements dans la politique de l’emploi s’appliqueront graduellement et progressivement, ils commenceront immédiatement et embrasseront tous les secteurs par leur importance et leur incidence (...). Le salaire est un sujet extrêmement important. Il faut réactiver le principe de distribution socialiste de payer chacun selon la qualité et la quantité du travail fournies. Les systèmes de paiement au résultat appliqués dans les centres avec un personnel convenant mieux continueront d’être suivis pour élever la productivité et, en conséquence, le revenu des travailleurs (...).”

La Havane, le 13 septembre 2010

Quelques remarques sur les relations entre les Etats-Unis, l'Etat d'Israël et la Palestine

Par François LAZAR

Les commentaires avisés sur le Moyen-Orient passent régulièrement de l'euphorie aux plus grandes inquiétudes. On nous parle de “processus”, de “négociations”, de la nécessité d'une paix “fondée sur la reconnaissance d'un Etat palestinien”. Nous verrons dans cette étude en quoi ces éléments sont surtout l'expression des besoins politiques de l'impérialisme le plus puissant, principal facteur de guerre dans le monde entier, qui prône une liberté particulière : la sienne.

Barack Obama déclarait il y a quelques mois (AFP, 10 septembre 2010) que

“les pourparlers sur le Moyen-Orient avaient dépassé toutes les attentes”.

Le “processus de paix” est parsemé de telles remarques, qui se réfèrent certainement aux attentes des occupants. Le sort du peuple palestinien — comme des peuples irakien ou afghan pour ne citer qu'eux — importe peu à la politique américaine. Son principal objectif est d'avancer dans la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes dits modérés (c'est-à-dire pro-américains, comme l'Egypte, la Jordanie...) pour incruster leur emprise dans cette région pétrolière d'importance capitale et contrer, ou *a minima* maîtriser, l'influence de l'Iran, parce que tout développement d'une économie nationale, même de manière élémentaire, se heurte à l'appareil productif et financier américain,

c'est-à-dire aux intérêts vitaux de la grande bourgeoisie américaine. Cette opération passe par un règlement de la question palestinienne, dont les fondements démocratiques sont une source d'instabilité permanente pour l'impérialisme, à travers la proclamation d'un pseudo-Etat, qui sera surtout doté — s'il voit le jour — d'une police interne implacable.

Parler dans ce cadre des relations entre l'Etat d'Israël et l'Autorité palestinienne comme des relations qu'entretiendraient deux Etats comme les autres, de surcroît de manière autonome, relève d'une vision très formelle ou d'une volonté de camouflage.

LE “PROCESSUS DE PAIX”

Fer de lance de la politique des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU, le “processus de paix” au Moyen-Orient a été qualifié il y a quelques années par un spécialiste de la région (1) comme étant la plus vaste supercherie de toute l'histoire de la diplomatie moderne. Ce processus, qui est passé, passe et repassera par des états de “gel”, de “reprise”, de “blocage”, voire d’“impasse” ne peut rester et n'est prévu que pour rester à l'état de

(1) Henry Siegman, août 2007.

“processus” parce qu’aucune solution démocratique, c’est-à-dire acceptable, n’est possible dans le cadre de l’orientation des deux Etats et du maintien de la partition de la Palestine historique. A la suite des accords d’Oslo, acte fondateur de l’Autorité palestinienne, il était de bon ton d’évoquer la perspective de la paix. Mais en Palestine comme dans n’importe quel pays au monde, peut-il y avoir la paix sans la terre, la paix sans l’égalité des droits ? Parler de paix se fait généralement en opposition à la guerre, et en régime capitaliste, la paix qualifie une période plus ou moins longue entre deux guerres. Parler d’un “processus de paix” implique cependant la reconnaissance d’un fait : c’est qu’il y a bien une guerre, au centre de laquelle un peuple entier, le peuple palestinien, combat pour son droit d’exister.

Pour l’impérialisme américain, le sort du peuple palestinien, de ses réfugiés comme des peuples du monde entier importe peu. Son objectif est de s’assurer par tous les moyens l’accès aux ressources pétrolières et gazières du Moyen-Orient, leur contrôle. Mais les conditions de la réalisation de cet objectif font débat.

Au centre de la politique au Moyen-Orient de l’impérialisme le plus puissant se trouvent plusieurs éléments : l’accès aux principales réserves de pétrole et de gaz du monde ; la volonté de maintenir l’ordre pour préserver les capacités d’extraction ainsi que le besoin d’écouler une surproduction d’armements qui est le principal élément de l’industrie américaine dans son ensemble... et principale cause du déficit budgétaire. A cela, il faut intégrer l’objectif de dominer la “reconstruction” de l’Irak, qui représente un marché de plusieurs centaines de milliards de dollars. L’orientation de l’impérialisme le plus puissant n’a jamais changé. Elle vise à assurer l’accès sans partage aux ressources pétrolières du Moyen-Orient, qui assurent plus de 40 % de l’approvisionnement mondial. L’enjeu est mondial car cette région dispose des principales ressources énergétiques de la planète, sans lesquelles le mode de production aujourd’hui en vigueur ne pourrait pas subsister. Les Etats-Unis sont le premier consommateur mondial de pétrole (28 % de la consommation totale). En 2008, sur les vingt

premières entreprises privées mondiales, douze étaient des compagnies pétrolières ou des constructeurs d’automobiles. En 2009, le commerce du pétrole représentait (selon le magazine *Fortune*) des échanges de l’ordre de six milliards de dollars par jour, faisant de lui le principal volant d’entraînement de l’économie mondiale, devant l’industrie de l’armement... et le commerce de la drogue.

Les enjeux politiques liés à ces trois sources essentielles de profit posent en permanence la question de l’arsenal nécessaire pour contrôler les approvisionnements, et celle de la guerre, qui est à la fois de “l’économie concentrée” et “la continuation de la politique par d’autres moyens”... et dont la cause se trouve toujours dans la volonté de contrôler des richesses pour les accaparer.

Il convient de rappeler ici que ce n’est pas la production et la productivité qui constituent le ressort essentiel du capitalisme, mais la réalisation du profit, elle-même condition préalable à l’accumulation du capital. La recherche de nouveaux marchés correspond à la nécessité impérieuse, commune à tous les pays impérialistes, de poursuivre cette accumulation du capital, cela en augmentant leurs capacités de production, seul moyen de freiner la baisse de la rentabilité. Mais il y a une saturation des marchés. Ces contradictions, qui caractérisent le mode de production capitaliste, sont parvenues à leur comble et constituent des facteurs de guerre permanents.

Les relations entre les Etats-Unis et les pays producteurs de pétrole nécessitent ici d’être explicitées sous un angle particulier. Les transactions commerciales dans le domaine des hydrocarbures sont pour l’essentiel libellées en dollars, ce qui contraint le Trésor américain à réagir en fonction de l’évolution des cours pour qu’il y ait toujours suffisamment de liquidités pour acheter les produits de l’extraction. Le prix d’un baril de pétrole évolue constamment et lorsqu’il augmente (notamment en raison de la forte demande chinoise ou indienne) le Trésor américain creuse le déficit de sa balance commerciale en injectant des masses considérables de dollars, qu’il est le seul à imprimer. L’impossibilité pratique de rembourser une telle dette contribue, avec d’autres critères, à poser en permanence l’option de

l'intervention militaire, qui permet régulièrement de vider une partie des stocks d'armes et de relancer la production. A ce propos, dans son discours sur les "*perspectives du développement mondial*" prononcé en 1924 (2), Léon Trotsky notait déjà :

"Quand l'Amérique est obligée d'accomplir ouvertement une canaillerie militariste, la responsabilité aux yeux de la population et, dans une certaine mesure, de l'humanité toute entière, en incombe uniquement aux citoyens retardataires du reste du monde."

L'Etat d'Israël, compte tenu de sa fonction militaire, a toujours été, depuis sa fondation, le centre d'une aide privilégiée de l'impérialisme américain.

Dans le monde entier, l'armement d'un voisin, *a fortiori* belligérant, permet de gonfler ses carnets de commandes et de dynamiser les ventes d'armes. Avec cette région particulière, où les ventes sont conditionnées par le "droit à la sécurité" de l'Etat d'Israël, l'impérialisme américain parvient à justifier le gonflement de son arsenal par la nécessité de la lutte contre le "terrorisme" (c'est-à-dire au sens large contre ceux qui s'opposent à sa présence) et, bien entendu, du maintien des troupes en Afghanistan comme en Irak. Les régimes alliés du Golfe persique peuvent acheter des armes pour se préserver du prétendu danger iranien et, plus largement, les régimes arabes dits "modérés", c'est-à-dire pro-américains, ont le droit d'acheter pour maintenir l'ordre interne qu'ils ne pourraient tenir autrement. L'Egypte, quant à elle, facteur d'ordre essentiel de la région, est devenue — avec une aide militaire annuelle d'un montant d'un milliard de dollars — une véritable base américaine.

Israël reçoit plus de 30 % du montant total du budget de l'aide étrangère américaine. En 2010, les Etats-Unis ont de nouveau versé une aide militaire de trois milliards de dollars à Israël et une aide civile d'à peu près le même montant. L'aide militaire sert essentiellement à acheter des chasseurs-bombardiers, de l'artillerie, du matériel de haute technologie et l'aide civile sert à rembourser les emprunts pris pour l'achat du matériel militaire dans les années précédentes. De manière générale, l'aide américaine ne quitte pas le sol

américain et va du Trésor de Washington aux fabricants d'armes de destruction massive que sont les Boeing, McDonnell Douglas, General Electric, etc. Il s'agit d'un vaste détournement de fonds publics américains au profit des conseils d'administration de ces sociétés qui regorgent d'hommes politiques, dont nombre se trouvent dans l'entourage immédiat des présidents américains.

Quatrième exportateur mondial d'armement, et l'un des principaux utilisateurs avec les Etats-Unis, l'Etat hébreu consacre plus de 10 % de son PIB à la production militaire, notamment les drones, les missiles, le renseignement stratégique et autres produits sécuritaires (instruments de contrôle, de surveillance, testés sur place en situation réelle, ce qui les rend extrêmement compétitifs). Netanyahu et, plus largement, l'Etat d'Israël, dont la dépendance est totale vis-à-vis de l'impérialisme américain, seraient en mesure d'imposer leur orientation, nous dit-on... C'est là faire preuve d'une vision particulièrement étriquée, qui cache au mieux une grave incompréhension. Si les intérêts pratiques des sionistes et des tenants de l'impérialisme s'intègrent dans une même perspective, celle de l'exploitation, de la propriété privée des moyens de production et de son maintien par tous les moyens, les désaccords portent sur la manière de tenir, de poursuivre tout en continuant d'exister.

La "réussite" de l'économie israélienne trouve sa source dans la guerre et le parasitisme. Pour le reste, celle-ci fonctionne sur les mêmes bases que celle de n'importe quel pays capitaliste. En 2005, les revenus des cinq cents plus grosses sociétés israéliennes représentaient 77 % du budget national. 32 % du chiffre d'affaires des plus grosses sociétés (soit une capitalisation de deux cents milliards de shekels) appartient à dix-huit familles qui concentrent, et de manière exponentielle, l'économie israélienne, écrasant les autres sur leur passage.

Face à tout cela, plus de 500 000 familles "juives" vivent sous le seuil de pauvreté, soit plus d'un million et demi de personnes, cela sans compter la population palestinienne de l'intérieur soumise à une ségrégation raciale et sociale, et dont l'écras-

(2) Publié dans le recueil *Europe et Amérique*.

sante majorité est pauvre. Selon les chiffres officiels du gouvernement israélien, le budget militaire d'Israël est en augmentation constante depuis 1967 et absorbe plus de 30 % du budget de l'Etat contre 5 % seulement consacrés au ministère des Affaires sociales.

Au budget militaire, il convient d'ajouter des dépenses sécuritaires, comme le Mur de Cisjordanie (15 milliards de shekels), le retrait de la bande de Gaza (9 milliards de shekels), la construction de logements et d'infrastructures dans les colonies israéliennes de Cisjordanie, etc.

Dans son dernier et magistral ouvrage, *De leurs socs, ils ont forgé des glaives – Histoire critique d'Israël*, l'historien américain Arno J. Mayer analyse l'état de la "société israélienne" et revient notamment sur sa militarisation. Pour lui,

« les forces armées (il est tout aussi spécifique de parler de forces de "défense" israéliennes que de département de la "défense" américain) sont devenues une institution incontournable de la société civile et politique israélienne. A dix-huit ans, les jeunes gens sont appelés sous les drapeaux pour trois ans ; les jeunes filles, pour deux. Jusqu'à l'âge mûr, les hommes se présentent, fusil réglementaire à la main, pour une période de réserve active d'un mois par an (...). L'armée inculque aux recrues des valeurs telles que le patriotisme et l'obéissance inconditionnels, et leur enseigne un code militaire qui accorde des circonstances atténuantes aux "excès excessifs" commis au combat et dans les opérations de "sécurité" en territoires occupés. Cette pédagogie devient un élément de l'intégration des nouveaux immigrants en Israël. L'établissement militaire entretient également des liens très étroits avec les universités, et plus particulièrement avec les instituts de sciences physiques, de biologie et d'informatique. L'industrie de l'armement notamment représente un budget considérable ; et les services armés, dont le Mossad et le Shin Bet, les services secrets, sont des clients réguliers de presque tous les grands secteurs. Les deux tiers de l'aide que l'armée israélienne reçoit des Etats-Unis doivent – s'en étonnerait-on ? – servir à l'achat d'artillerie made in USA. »

Poursuivant, Arno J. Mayer démontre la quasi fusion qui existe entre le pouvoir militaire et politique, l'absence de contrôle

démocratique, la prépondérance de l'armée dans tous les domaines. L'armée israélienne, que nous qualifions d'armée d'occupation n'est cependant pas un Etat dans l'Etat. Elle est l'expression même de l'évolution du sionisme, dont l'existence en tant que corps étranger dans la région n'a été rendue possible que par les armes. Plus loin, Mayer note qu'en

« termes de dépenses militaires par tête, Israël arrive en première position mondiale – avant les Etats-Unis, qui ne sont que troisièmes (...). Les hommes politiques détournent les mécontentements sociaux vers la "lutte existentielle" éternelle avec les Palestiniens, tandis que de nombreux Israéliens prêtent l'oreille aux bruyantes sirènes ultranationalistes, religieuses, anti-arabes et islamophobes. »

Les rapports Etats-Unis-Israël sont l'expression des intérêts de l'impérialisme dans la région, ce qui ne veut pas dire que, dans son mouvement propre, Israël ne cherche pas à défendre des intérêts particuliers.

Le sionisme, et sa conséquence pratique qui est la confiscation de la terre palestinienne, au-delà de sa place dans la réalisation des profits de l'industrie militaire américaine, joue le rôle de "chien de garde", voire de "chien d'attaque" pour la défense des intérêts stratégiques occidentaux dans la région. Mais cela est sans compter sur la résistance des peuples, à commencer par celle du peuple palestinien ou, dans un autre rapport, du peuple libanais qui a mis le Grand Moyen-Orient de Georges Bush en échec. Le coup fatal à ce Grand Moyen-Orient, rebaptisé parfois Nouveau Moyen-Orient, zone de contrôle qui devait s'étendre de la Mauritanie au Pakistan, trouve sa source dans la défaite de l'armée israélienne au Sud Liban pendant l'été 2006 face à la résistance commune du peuple libanais, faut-il le souligner, toutes "confessions" confondues. L'objectif américain du Grand Moyen-Orient était de mettre les peuples arabes au pas et de leur imposer une "normalisation" avec Israël pour en faire un élément intégré du dispositif. Si l'impérialisme ne renonce pas, c'est parce qu'il est, comme nous l'avons vu, pris à la gorge par ses propres contradictions. La question essentielle pour lui est de maintenir les conditions de l'extraction de la plus value, que ce soit en s'appuyant sur l'Etat d'Israël ou en asso-

ciant les régimes arabes corrompus à sa politique, tout en prenant en considération les rapports de force et les alliances qui se forment régionalement.

En 1926, analysant les rapports entre l'impérialisme américain et le reste du monde, Léon Trotsky indiquait que

“la puissance des Etats-Unis est précisément leur point vulnérable : elle implique leur dépendance croissante à l'égard des pays et des continents politiquement instables”.

En outre, pour asseoir sa domination, l'impérialisme cherche par tous les moyens à juguler le processus de décomposition sociale des classes dominantes qui lui sont liées, ce qui ne fait qu'aggraver en retour les fractures sociales et exacerber la lutte des classes. Les contradictions auxquelles se trouve confronté l'impérialisme sont inextricables, provoquant guerres, chaos, révoltes partout où il intervient.

Obama fait ainsi des signes d'ouverture en direction de l'Iran, de la Syrie (une ambassade américaine vient de rouvrir à Damas), cela notamment par l'intermédiaire de la Turquie qui vient de constituer avec ces deux derniers pays un accord de coopération... tout en poursuivant ses menaces de sanctions ou d'intervention. Quant à lui, le sionisme est incompatible avec des alliances à long terme avec ses voisins arabes, puisque fondé sur un objectif d'annexion de territoires.

Ces éléments contribuant à une perte d'influence d'Israël, ce dernier choisit de faire monter la pression sur le “danger iranien”, le prétendu programme nucléaire militaire iranien (alors qu'Israël, qui possède un arsenal nucléaire dont personne ne parle, a refusé de signer le traité de non prolifération sans que cela pose problème à l'ONU). Pour établir un rapport de force en sa faveur, Washington maintient toutes les options ouvertes, quitte à pratiquer le chantage. C'est ainsi que le Tribunal spécial sur le Liban (TLS), tribunal spécial de l'ONU (c'est-à-dire américain) chargé de juger les responsables de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri, se prépare à dresser un acte d'accusation qui cherchera à déstabiliser une fois de plus le Liban, dont le fragile équilibre démocratique et laïque est insupportable pour l'impérialisme et son allié sio-

niste. La décision américaine s'apparenterait à un feu vert donné à Israël pour menacer une nouvelle fois ce pays, allié traditionnel de la Syrie et de l'Iran, et dont le crime principal se trouve dans sa capacité de résistance (et non d'attaque) et dans son unité nationale.

L'impérialisme américain, embourbé en Afghanistan où il prend des coups face à la résistance acharnée de tout un peuple, engagé dans une guerre qui ne porte pas son nom contre plusieurs régions du Pakistan voisin, qui est honni par la totalité des peuples de la région a toujours besoin d'Israël, qui demeure son principal bras armé... mais aussi de l'Iran, très influent en Irak.

LA QUESTION PALESTINIENNE INSTRUMENTALISÉE

Le rapport des forces en présence implique une prise en compte de la question palestinienne, instrumentalisée par les uns et les autres en fonction de leurs besoins parce qu'elle est un facteur considérable de mobilisation des peuples arabes, eux-mêmes soumis — pour la plupart d'entre eux — à des régimes politiques dictatoriaux, corrompus et policiers. Comment, dans ce cadre, agir avec Israël, dont tout le monde sait que les colons, devenus principale force motrice de l'Etat, veulent exterminer les Palestiniens et ne s'en cachent pas ?

Dernier épisode de ce conflit, le prétendu recul américain sur le gel des colonies israéliennes face à un Netanyahu qui dicterait sa loi. Notons qu'on en est arrivé à négocier sur un “gel” de la colonisation et que cela ne choque personne. Comment peut-on négocier le gel d'un pillage ? Cela arrête-t-il le pillage ?

Mardi 7 décembre 2010, le gouvernement américain annonçait donc qu'il n'exigerait plus l'arrêt de la colonisation israélienne en Cisjordanie comme préalable à des discussions sur un accord entre l'Etat hébreu et les dirigeants de l'Autorité palestinienne. Quelques jours plus tard, Hillary Clinton déclarait, lors d'un colloque, que les parties en présence “n'ont pas souvent été prêtes à prendre les me-

sures nécessaires” pour parvenir à la paix, et que

“les Palestiniens doivent comprendre les préoccupations d’Israël en matière de sécurité comme étant légitimes. Et les Israéliens doivent accepter les aspirations légitimes territoriales du peuple palestinien. Ignorer les besoins de l’autre côté est en fin de compte contre-productif”,

prétendant ainsi, une fois de plus, que les responsabilités des occupés, des opprimés étaient équivalentes à celles de leurs oppresseurs. La direction américaine, bien qu’en crise ouverte sur la manière de procéder pour répondre à la résistance des peuples et poursuivre son contrôle de la région, reste du côté du maintien de l’ordre — le sien. La décision d’Obama est l’expression d’un calcul politique, qui, en l’occurrence, se fait au détriment des plus dépendants, ce qui est le cas de l’Autorité palestinienne qui a fait acte d’allégeance à l’impérialisme américain. Cette décision a un rapport étroit avec le moment présent des relations entre l’impérialisme et l’Iran. En avril 2009, alors que la tension était à son comble, le *Washington Post* rendait compte de la réponse d’Hillary Clinton à des propos de Netanyahu :

“L’avancement dans l’établissement d’un Etat palestinien doit aller de concert avec les efforts pour lutter contre l’influence iranienne au Moyen-Orient.”

Aujourd’hui, il conviendrait de donner une compensation à l’Etat hébreu, qui voit s’éloigner toute perspective d’intervention militaire contre l’Iran.

S’il est indéniable que de très fortes connexions idéologiques existent entre les dirigeants américains et le sionisme, celles-ci ont un fondement bien matériel : de juteux profits et le maintien de la prépondérance américaine au Moyen-Orient.

Les individus ne sont pas déterminés par ce qu’ils croient être, et le sionisme — parce qu’il est mythifié —, s’il peut indiscutablement représenter un idéal (aux multiples définitions) pour une part des populations juives, trouve son importance aux yeux de l’impérialisme dans des considérations très pratiques.

Il convient ici de revenir sur un fait essentiel pour comprendre les enjeux de la

situation : l’impérialisme n’est pas sioniste. Il cherche, et par tous les moyens, à dégager les voies de son renouvellement, de la réalisation de sa marge de profit, à asseoir sa domination. S’il est indiscutable que les connivences idéologiques entre le sionisme et une grande partie de la classe politique américaine déterminent souvent une unité de vues et d’action, comme lors de la guerre du Liban dans l’été 2006 ou lors de l’opération *Cast Lead* de l’hiver 2009 contre la population de Gaza, les intérêts immédiats des uns et des autres ne se rejoignent pas nécessairement. L’impérialisme américain, depuis la chute du mur de Berlin et l’effondrement de l’URSS, n’a eu de cesse de vouloir régler à sa manière la question palestinienne. Cet objectif s’est concrétisé, dès 1993, par la signature des accords d’Oslo qui ont marqué un encamisolement sans précédent du peuple palestinien par le truchement d’une Autorité palestinienne, dont la fonction essentielle est policière et répressive.

Ces éléments permettent à eux seuls de comprendre la nature du discours sécuritaire israélien, le “droit de se défendre” systématiquement mis en avant pour justifier toutes les exactions et les meurtres de Palestiniens. L’armée, comme nous l’avons vu, est l’élément fondamental, le ciment de la cohésion des populations juives qui vivent dans l’Etat hébreu. Cette cohésion trouve sa source dans la peur de disparaître, inculquée dès la plus tendre enfance, en référence aux souffrances des juifs d’Europe dont la destruction a failli être menée à terme par le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Récemment, la Knesset, le Parlement de l’Etat hébreu, a proposé l’édiction d’une loi d’allégeance au principe de “l’Etat juif”, des politiciens prônent ouvertement des transferts de population arabe, en clair une reprise active de la campagne de “purification ethnique” initiée en 1948 avec la fondation de l’Etat.

Récemment, plus de 200 rabbins ont signé un appel exigeant l’interdiction de vendre ou de louer des biens “juifs” à des non-juifs. Comme le note Lawrence Davidson (3),

“52 % des élèves juifs vont dans des écoles religieuses où nombre d’entre eux sont formés par des enseignants en ac-

(3) www.counterpunch.org, 14 décembre 2010.

cord avec les orientations de ces rabbins”.

Mais pouvait-il en être autrement dans une société-ghetto fondée sur la fabrication/instrumentalisation de la peur d'un nouvel holocauste ? L'historienne israélienne Idith Zertal a expliqué dans son ouvrage *La Nation et la mort* l'omniprésence, jusque dans les moindres recoins de la “société israélienne”, de l'image (plus que du souvenir pour l'écrasante majorité qui n'a pas connu cette tragédie) de ce que l'on appelle la Shoah. Elle note que

“le rôle joué par la Shoah depuis des années dans le discours du conflit local a eu un impact direct sur la façon dont les gens imaginent leur condition et leur existence présentes. La Shoah est intégrée, directement et en tant que métaphore, à la vie quotidienne en Israël, dotant cette dernière d'un sens qui transcende sa réalité propre.”

Ce qui n'empêche pas des milliers de survivants de l'holocauste, comme l'avait souligné la journaliste Amira Hass dans *Haaretz*, de survivre en Israël même sous le seuil de pauvreté, avec des allocations de misère. Plus loin, Idith Zertal note que

“la nazification de l'ennemi, qui que soit cet ennemi, et la transformation des menaces sécuritaires en danger d'anéantissement total de l'Etat, semblent avoir caractérisé, à très peu d'exceptions près, les modalités du discours des élites politiques, sociales et culturelles d'Israël (...).”

Revenant à l'actualité — l'ouvrage fut publié en 2004 —, Zertal analyse que le discours de Benjamin Netanyahu, alors dans son premier mandat et qui établit une

“analogie systématique dans son livre Une place parmi les nations, entre Arafat et Hitler, était une démarche politique calculée (...). Les remarques de Netanyahu impliquaient que ceux qui négocient avec les Palestiniens et signent des accords politiques avec eux ne sont pas différents de ceux qui ont fait, ou auraient fait de même avec Hitler.”

De telles positions, bien que critiquées de l'intérieur — régulièrement, des militants démocratiques se réclamant du judaïsme marquent leur indignation vis-à-vis d'une politique à l'encontre des Palestiniens, qui reproduit la barbarie des ghettos et des exactions nazies —, constituent

l'armature des arguments des chiens de garde du sionisme.

Aux Etats-Unis, toute remarque publique sur la politique menée par l'État d'Israël est taxée d'antisémite par la très puissante *Anti Defamation League*, dont l'objectif existentiel est d'étouffer tout propos qui, de près ou de loin, ressemble à une critique d'Israël. Le célèbre avocat Alan Dershowitz accuse quasi systématiquement ses détracteurs de défendre la Shoah.

En France, à la suite du reportage de France 2 sur la mort du jeune Mohamed Al Dura à Gaza en 2000, des individus stigmatisés ont traité le journaliste Charles Enderlin — dont l'honnêteté est indiscutable — de complice de la Shoah, d'antisémite et des pires horreurs (4).

Idith Zertal établit à juste titre qu'il s'agissait là d'un calcul de la part de Netanyahu, peu important de savoir s'il est conscient et froid, ou une expression idéologique.

Le caractère artificiel d'Israël, et celui d'usurpateur du sionisme, ne sauraient générer d'autres arguments pour camoufler une même nature fondamentale et leur condition d'existence, à savoir l'annihilation de toute vie palestinienne sur la terre historique de la Palestine. Il s'agit là d'une politique de faussaires : faussaires contre les Palestiniens et faussaires contre eux-mêmes.

Le sionisme, courant politique d'essence coloniale, n'a eu de postérité que parce qu'il est entré en jonction avec les intérêts de maintien de l'ordre de l'impérialisme, britannique dans un premier temps, puis américain. Cela dit, à l'instar du ministre Liebermann, clé de la coalition actuelle au pouvoir en Israël, le camouflage tend à disparaître de plus en plus, laissant présager de nouvelles exactions — qui seront à nouveau justifiées par des questions sécuritaires. L'Etat sioniste, qui n'a jamais renoncé à son objectif de mainmise totale sur la terre historique de Palestine, n'a jamais fait de concessions parce que tout recul de sa part signifierait son arrêt de mort en tant qu'Etat.

(4) *Un enfant est mort*, de Charles Enderlin, aux éditions Don Quichotte.

PRODUIT DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE, L'“ÉTAT PALESTINIEN” NE SERA JAMAIS RIEN D'AUTRE QU'UN ÉTAT CARCÉRAL

En Cisjordanie, où il est impossible de se déplacer sur les routes plus de cinq minutes sans voir une implantation israélienne, la population palestinienne se trouve confinée dans des enclaves étanches, encerclées par des routes interdites et contrôlées par des check-points militaires (plus de 700 emplacements sur la totalité du territoire). Quant à la bande de Gaza, dont la population est soumise à la punition collective du blocus, elle ressemble en grande partie à un champ de ruines qu'il est interdit de reconstruire. C'est sur ce territoire exsangue, sans continuité, que les Etats-Unis, appuyés en cela par l'Union européenne, prétendent vouloir créer un “Etat palestinien”.

La création de cet Etat impliquerait donc, selon les négociations en cours, au mieux un arrêt, au moins un “gel” des constructions israéliennes, dont l'emprise s'étend sur plus de 60 % de la Cisjordanie. Le Premier ministre israélien Netanyahu a laissé entendre à un moment donné qu'il pourrait faire un geste, sans en préciser la portée ; geste qui relèvera, le concernant, du “*compromis acceptable*”. Shimon Péres, président travailliste de l'Etat hébreu, a affirmé à Mahmoud Abbas que Netanyahu était un partenaire digne de confiance. En Palestine, il faut le savoir, l'opresseur est le partenaire de l'opprimé.

Il y a vingt ans déjà, l'auteur israélien Meron Benvenisti notait qu'à “*chaque fois qu'un plan de paix est envisagé, les colonies se multiplient*”. Effectivement, “plan de paix” après “plan de paix”, restés à chaque fois au stade de “processus”, la population palestinienne a seulement vu s'aggraver sa situation.

Mais, en vingt ans, les rapports de force ont évolué. Si Yasser Arafat exprimait la pression des Etats arabes sur Israël et les Etats-Unis, Mahmoud Abbas et son Premier ministre Salam Fayyad expriment directement la politique américaine ; tous les chefs de clans prétendant au trône de l'Autorité palestinienne expriment quant à

eux la décomposition et l'impasse de la situation. Bush, puis Obama cherchent à conforter la direction palestinienne à leurs ordres, tout en sachant que l'objectif majeur israélien est l'expulsion des Palestiniens. Tous, et au premier rang les dirigeants arabes, préféreraient en finir une fois pour toutes avec les Palestiniens, qu'ils restent exsangues, parce que leur résistance est le principal facteur de fragilité des régimes compradores au Moyen-Orient.

L'Autorité palestinienne — que l'on présente frauduleusement comme “la Palestine” — a été mise en place par les accords d'Oslo en 1993 pour désorganiser le mouvement national palestinien, écraser toute expression indépendante et suppléer au maintien de l'ordre que ne parvenait plus à assurer la soldatesque israélienne après la première Intifada. Elle a failli dans cette tâche. Aujourd'hui, M. Abbas, dont le mandat de président élu a expiré il y a plus d'un an et demi, flanqué de son Premier ministre Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire du FMI, ne peut compter que sur la répression pour accomplir le mandat de son commanditaire américain. Abbas a accepté d'être un pion. Il sait que de sa servilité dépendent l'aide internationale et le paiement, à la fin de chaque mois, de ses fonctionnaires et de sa clientèle.

Salam Fayyad, qui a la nationalité américaine (tout comme son acolyte Stanley Fisher, gouverneur de la Banque d'Israël, lui-même ancien du FMI), a été nommé à ce poste pour gérer des fonds américains et rendre viable une entité que l'on pourra appeler “Etat palestinien”. Une telle entité n'aura pas besoin de gouvernement, mais d'administrateurs, d'actionnaires et d'une forte police destinée au maintien de l'ordre, bref un Etat au sens le plus élémentaire. Ces objectifs sont contestés. Toutes les forces politiques palestiniennes, y compris des secteurs du Fatah, voient dans ce nouveau projet d'accord une remise en cause du droit au retour.

C'est en ce sens que cette orientation s'inscrit dans la politique générale des Etats-Unis, qui cherchent en permanence à “remodeler” le Moyen-Orient en fonction de leurs intérêts. Des dizaines de rapports locaux et internationaux encouragent le plan Fayyad, parlant d'un bel avenir sans précédent pour la situation économique en

Cisjordanie. Pour autant, la situation est loin de ce tableau idyllique : selon de nombreux rapports, les revenus moyens des Palestiniens en 2009-2010 ont enregistré une baisse de 30 % par rapport à ceux de l'an 2000. Pour la grande majorité, les conditions quotidiennes d'existence demeurent très précaires, dangereuses, déprimantes, soumises à l'arbitraire alors qu'une petite minorité de hauts fonctionnaires, d'industriels qui commercent avec l'occupant vivent dans l'opulence.

Afin, selon la doctrine, de "*sécuriser le citoyen palestinien et renforcer l'ordre d'un Etat de droit*", l'administration américaine fait construire un appareil de sécurité palestinienne sous le commandement du général américain Dayton. Selon Nathan Thrall (5),

"en 2009, les forces palestiniennes et israéliennes ont pris part à 1297 activités conjointes, la plupart d'entre elles contre les groupes de militants palestiniens, soit une augmentation de 72 % par rapport à l'année précédente (...). Lors des trois dernières années, le département d'Etat américain a alloué 392 millions de dollars à la mission de Dayton, avec une prévision supplémentaire de 150 millions requise pour 2011."

C'est Fayyad, agent direct de l'impérialisme américain en Cisjordanie, qui est le véritable responsable de cette milice. Pour l'Autorité palestinienne, la cause principale de l'insécurité est bien entendu la résistance, non l'occupant. De plus, interdire au peuple de se défendre est une reconnaissance tacite de l'annexion des terres. Quant au Hamas, il ne réclame rien d'autre que la direction de l'Autorité palestinienne à la place du Fatah, et cherche à montrer, en maintenant l'ordre à Gaza, qu'il a les capacités requises pour mater les récalcitrants.

Dans un article de fond intitulé *Zone économique carcérale* (6), Ramzy Baroud, auteur palestinien résidant à Ramallah, analyse l'un des aspects de l'aide internationale à la création du futur "Etat". L'Union européenne, et au premier plan la France, soutient la création de zones économiques spéciales en Cisjordanie dont l'objectif serait de constituer "*le fondement économique d'une futur Etat palestinien*". Ramzy Baroud poursuit :

"Ils espèrent qu'en renforçant l'économie palestinienne, les zones pousseront les Palestiniens à être moins sujets aux soulèvements sociaux, moins insistants pour leurs droits nationaux et mieux disposés à un statu quo. L'idée est qu'un accord de paix avec Israël s'ensuivra."

Baroud précise que ces zones dépendront de la coopération d'Israël pour fonctionner et qu'elles ne seront viables que dans un système économique défini par Israël qui, de surcroît, assurera la dépendance économique des Palestiniens, puisque ne pouvant constituer la base d'une économie souveraine. L'auteur analyse que

"le projet s'accorde bien avec la politique israélienne de ségrégation — une politique qui permet à Israël de concentrer les Palestiniens tout en gardant le contrôle de leurs mouvements et de leur viabilité économique (...). Les projets de développement proposés par la communauté internationale ne font que normaliser l'occupation illégale, en agissant en partenariat avec Israël pour ajuster ses mécanismes de contrôle."

Faire des Palestiniens un peuple de parias, les réduire en quasi esclavage dans des zones économiques spéciales sans droit, la voilà la politique de l'Union européenne, qui en attendra certainement un retour de dividendes pour ses propres marchés.

La constitution d'une entité qui sera appelée "Etat palestinien" par dérision est au centre du dispositif qui vise à préserver l'existence de l'Etat sioniste, élément de la contre-révolution.

Parler d'un Etat palestinien aux côtés d'un Etat israélien qui aurait gentiment évacué ses colons de Cisjordanie, puis évoquer des espoirs de paix, relève au choix du cynisme, de la manipulation ou d'une mortelle naïveté. Nous sommes dans un système mondial qui est celui du capitalisme, fondé sur la propriété privée des moyens de production. Si le plus long processus de paix de l'histoire n'a toujours pas débouché sur la moindre réalisation, c'est parce que la paix implique la démocratie politique et les droits égaux, à com-

(5) *Our Man In Palestine*, dans le numéro d'octobre 2010 de la *New York Review of Books*.

(6) Amin.org (en anglais), 20 novembre 2010.

mencer par ceux des populations opprimées.

Autant de revendications incompatibles avec la politique de pillage et de domination à laquelle se livre l'impérialisme américain. Comme le note Lénine dans son *Projet de thèses sur les questions nationales et coloniales*,

“la façon abstraite ou formelle de poser la question de l'égalité en général, y compris l'égalité nationale, est inhérente à la démocratie bourgeoise de par sa nature. Sous le couvert de l'égalité de la personne humaine en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus grave erreur. L'idée d'égalité, qui n'est en elle-même que le reflet des rapports de la production marchande, devient entre les mains de la bourgeoisie une arme de lutte contre l'abolition des classes, sous le prétexte d'une égalité absolue des personnes humaines. Le sens réel de la revendication de l'égalité se réduit à la revendication de l'abolition des classes.”

Qu'est-ce qui s'oppose au fait qu'un Palestinien arabe ait les mêmes droits qu'un Israélien juif, si ce ne sont les rapports sociaux imposés par un régime failli ? Qu'est-ce qui exprime sur le terrain, dans la chair des individus cette opposition, si ce n'est la partition et cette séparation ethnique raciste justifiée par des bases religieuses ?

La IV^e Internationale, depuis avant la création de l'Etat d'Israël, considère qu'il n'y aura pas de solution démocratique en dehors de la constitution d'un seul Etat laïque et démocratique, intégrant à égalité toutes les composantes arabes, juives et chrétiennes, sur toute la surface historique de la Palestine.

Bien entendu, tous les éléments pouvant concourir à saper les bases du sionisme, à l'ébranler, représentent autant de points d'appui et s'intègrent dans une nécessaire clarification. Cependant, faire croire qu'il existe des solutions locales, qui pourraient être réalisées grâce à une

pression — même massive — exercée sur l'Etat d'Israël pour qu'il se démocratise relève de la tromperie ou encore une fois de la naïveté. Si le sionisme pouvait se démocratiser, alors pourquoi maintenir la séparation ? Y aurait-il une incompatibilité biologique à ce que des individus d'origines différentes puissent vivre ensemble avec les mêmes droits ? Revendiquer deux Etats ne revient-il pas à défendre une position raciste et à ouvrir de terribles perspectives pour les Palestiniens de l'intérieur ?

En Palestine, le clivage de la lutte des classes distingue les partisans de la partition et les partisans de la fin de la partition et de l'abolition des institutions réactionnaires et racistes de l'Etat hébreu, phase préalable à l'expropriation des expropriateurs. Pour la IV^e Internationale, la question palestinienne, qui s'exprime par l'acharnement des réfugiés à faire valoir leur droit au retour, exprime toute la révolution mondiale. Les revendications du peuple palestinien, parce qu'elles mêlent les droits démocratiques au droit à la terre et à la nation, ébranlent tout l'ordre impérialiste mondial, et marquent l'actualité de la révolution permanente. D'où la tension extrême que la question palestinienne suscite.

Il n'y aura pas de solution en dehors du démantèlement des institutions racistes de l'Etat d'Israël. Une telle réalisation, condition nécessaire à la constitution d'un seul Etat, d'une seule nation palestinienne garantissant les droits égaux de toutes ses composantes, est liée aux développements de la lutte des classes dans le monde entier, à commencer aux Etats-Unis d'Amérique. Elle pose avec acuité la nécessité de la construction de la IV^e Internationale et de ses sections, comme aide au soulèvement révolutionnaire des peuples contre un système fondé sur l'oppression, la guerre et l'exploitation.

**François Lazar,
10 janvier 2011**

Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ?

Par Jean-Jacques MARIE

“PLUS PERSONNE POUR PRENDRE LA CHOSE AU SÉRIEUX” ?

Dans sa biographie de Lénine, l'ancien chef adjoint de la direction politique de l'armée soviétique, le nomenklaturiste Volkogonov, rejette la révolution russe en affirmant :

“La fin du capitalisme ? Il n'est plus personne pour prendre la chose au sérieux” (1).

L'historien américain Martin Malia, dans *La Tragédie soviétique*, déclare à peu près la même chose :

“Dans le monde réel, il n'existe que le capitalisme sauvage et des formes de capitalisme tempéré par des régulations économiques et par des systèmes de Sécurité sociale qu'on appelle Etat providence” (2).

Le capitalisme serait l'horizon ultime de l'histoire.

Ce qu'affirment le nomenklaturiste Volkogonov et l'américain Malia est le point de départ de tous ceux qui présentent Octobre 1917 comme un viol de l'histoire aboutissant inéluctablement au stalinisme, à ses caractéristiques totalitaires et à ses horreurs. Le stalinisme serait la conséquence logique d'une révolution qui se donnait comme objectif d'abolir le système de la propriété privée des moyens de production, parce que ce dernier système serait intangible...

LE NETTOYAGE DES ÉCURIES D'AUGIAS

Le 19 octobre 1921, Lénine publie un long article dans la *Pravda* pour célébrer le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre. Il en dresse un bilan à la fois satisfait et critique. Il écrit :

“La révolution en Russie s'assignait comme objectif direct, immédiat une tâche démocratique bourgeoise : supprimer les vestiges du Moyen Age, les faire disparaître à jamais, nettoyer la Russie de cette barbarie, de cette honte, de ce qui freinait démesurément toute culture et tout progrès dans notre pays. Et nous sommes en droit d'être fiers d'avoir opéré ce nettoyage beaucoup plus résolument, plus vite, plus hardiment avec beaucoup plus de succès, d'ampleur et de profondeur (...) que ne l'avait fait la grande Révolution française, il y a plus de 125 ans (...). Quelles étaient les manifestations essentielles, survivances et vestiges du servage en Russie à la veille de 1917 ? La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la femme, la religion, l'oppression des nationalités (...). Prenez n'importe laquelle de ces écuries d'Augias, vous verrez que nous les avons nettoyées à fond” (3).

(1) Dimitri Volkogonov, *Le vrai Lénine*, Paris, 1994, p. 352.

(2) *L'Histoire*, n° 223, p. 103.

(3) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 33, pp. 43-44.

LES CONQUÊTES DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES

De fait, dès les premiers mois de la révolution, les bolcheviks ont pris les mesures démocratiques — que le gouvernement provisoire avait omis de prendre tant il était soucieux d'abord de poursuivre la guerre —, supprimé les castes sociales, décrété la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole, instauré le mariage civil et le droit au divorce, créé un état-civil (alors que jusqu'alors les églises — surtout, bien entendu, l'Eglise orthodoxe — en avait le monopole de même qu'elle seule avait le droit de prononcer un mariage), décrété le droit à l'avortement et l'annulation des dettes des emprunts russes levés par Nicolas II pour moderniser son armée, nationalisé les banques et les grandes entreprises, instauré le droit au travail qui n'est pas du tout la même chose que le droit de vendre sa force de travail sans avoir la garantie que quelqu'un vous l'achète. La révolution d'Octobre a liquidé l'analphabétisme (alors qu'à la veille de la Première Guerre mondiale 61 % des appelés dans l'Empire tsariste étaient analphabètes), assuré un développement massif de la lecture, créé un enseignement de haut niveau dans certains domaines scientifiques où l'URSS fut même en pointe, comme les mathématiques.

Elle a enfin instauré la planification économique, qui, malgré l'engorgement bureaucratique et une hypercentralisation mortelle, a permis de concentrer les efforts sur des secteurs de pointe décisifs au point que les soviétiques ont envoyé le premier spoutnik et le premier homme dans l'espace. Auparavant, cette planification, quoique dévoyée, avait permis à l'URSS de passer d'une société ruinée, disloquée au rang de grande puissance industrielle capable, lors de la Seconde Guerre mondiale, de produire plus d'armes que l'Allemagne nazie qui utilisait pourtant tout le potentiel industriel de l'Europe occupée.

Ainsi, en janvier 1944, l'URSS dispose de 148 610 canons et mortiers, contre 68 000 pour la Wehrmacht sur le front russe, de 11 732 chars, contre 12 000

à la Wehrmacht et de 20 672 avions de combat contre 5 500 avions allemands.

UN NETTOYAGE DÉFINITIF ?

Si ces écuries d'Augias ont alors été nettoyées à fond, elles ne pouvaient l'être définitivement que si la vague révolutionnaire de 1917-1918 parvenait à balayer les régimes en place dans les principaux Etats bourgeois européens. Sinon, la réaction qui ne pouvait manquer de triompher en Russie les remettrait en question. En 1922, Trotsky expliquait aux dirigeants du Parti communiste français :

“La République soviétique russe n'est pour nous qu'un point de départ de la révolution européenne et mondiale dont les intérêts priment tout (...). L'intérêt de la République des Soviets ne peut être autre que l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial” car *“la république ouvrière russe ne peut pas se soustraire artificiellement aux conditions de l'économie capitaliste”* (4),

c'est-à-dire au marché mondial et à la division internationale du travail. Son sort est donc étroitement lié au sort de la révolution ailleurs, et d'abord en Europe. Son échec provoque une réaction qui ne rétablit pas le capitalisme en Russie soviétique mais développe une bureaucratie parasitaire qui finit par détruire l'Union soviétique.

Que subsiste-t-il de ce que la révolution a apporté à la Russie malgré la réaction stalinienne ? Si l'on pose la question à un jeune russe, il répondra sans doute : pas grand chose ! Il reste le droit au divorce, le droit à l'avortement, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole, mais de plus en plus formelle car de plus en plus bafouée dans la réalité. Les dignitaires de l'Eglise orthodoxe participent à toutes les cérémonies officielles et officieuses de l'Etat, jusqu'à bénir les équipes sportives russes sans que leurs résultats s'en trouvent, d'ailleurs, améliorés pour autant. Il reste quelques acquis sociaux pour les retraités, les anciens combattants. Enfin et surtout, la propriété

(4) Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, Paris, 1967, pp. 117 et 152.

privée n'a pas été complètement rétablie. Les mésaventures de Khodorkovski le soulignent : d'un revers de main, les richesses qu'il avait volées et accumulées lui ont été confisquées dans des conditions étrangères aux règles juridiques qui, dans un Etat bourgeois, protègent la propriété privée. Malgré les privatisations-pillage massives, le développement du chômage, la dislocation de secteurs industriels entiers, environ 40 % de la propriété est officiellement encore propriété d'Etat. Le chiffre est à peu près le même en Ukraine et plus élevé en Biélorussie.

LA NOMENKLATURA HIER ET AUJOURD'HUI

Mais on peut s'interroger. Faut-il considérer ce maintien comme un reste, même entaché et dénaturé, de l'expropriation du capital réalisée par Octobre alors que ces conglomerats d'Etat sont entièrement entre les mains des clans qui se partagent le pouvoir ? Certes, la bureaucratie ou nomenklatura, hier, contrôlait et ponctionnait la propriété d'Etat. Mais aujourd'hui, les clans issus de son éclatement comme couche sociale ne constituent pas une caste qui contrôle les restes de la propriété d'Etat, mais de petits groupes mafieux hissés au sommet de l'Etat qui utilisent le pouvoir d'Etat pour s'approprier les énormes richesses produites par ces monopoles d'Etat dont ils se partagent les actions. Auprès de ces richesses, les privilèges dont usaient Khrouchtchev, Brejnev ou Andropov paraissent dérisoires et, comme le souligne par exemple le cas de Khrouchtchev, s'évanouissaient avec la perte du pouvoir.

DEUX HÉRITAGES

Fondamentalement, la révolution d'Octobre a laissé deux héritages.

Le développement de l'industrie de 1928 à la chute de l'URSS a donné naissance à une classe ouvrière, c'est-à-dire une classe de producteurs de marchandises qui, en Russie, représente encore environ quarante millions d'hommes et de femmes et qui ont donc un poids social

réel. Cet acquis, et le poids qu'il représente, se traduit par exemple par le maintien de l'usine d'automobiles d'Avtovaz à Togliatti avec ses quelque 130 000 ouvriers et employés. Le meilleur signe de ce poids est peut-être le fait que Poutine, pour parvenir à supprimer 36 000 emplois, a convoqué, le 1^{er} novembre 2010, Carlos Ghosn, le patron de Renault-Nissan, pour exiger qu'il prenne en fait le contrôle de l'entreprise et fasse le travail. Le signe inverse de ce poids réel, ce sont tous les efforts déployés pour interdire que se créent de vrais partis et de vrais syndicats, pour interdire que ce poids social se traduise de façon organisée.

"ILS ONT OSÉ"

Le principal acquis d'Octobre 1917 est néanmoins ailleurs et plus profond. Rosa Luxemburg, la révolutionnaire allemande, l'a défini peu avant d'être assassinée par des officiers à la solde des sociaux-démocrates au pouvoir. Elle conclut sa brochure critique sur la révolution russe en soulignant :

"Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire peut faire dans les limites des possibilités historiques (...). Une révolution prolétarienne modèle et impeccable dans un pays isolé, épuisé par la guerre, étranglé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international serait un miracle (...). Dans cette dernière période où nous sommes à la veille des luttes décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment, non pas telle ou telle question de détail de la tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport Lénine et Trotsky sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten [héros de Schiller] : j'ai osé (...). Ils ont fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de compte final entre le capital et le travail dans le monde entier" (5).

Ils ont en effet osé briser le joug du capital, des banquiers, de la Bourse, de la

(5) Rosa Luxemburg, "La Révolution russe", *Spartacus*, janvier 1937, n° 4, pp. 29 et 30.

spéculation financière déchaînée qui mène le monde de crise en crise et de guerre en guerre. Ils ont osé briser le joug d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production soumis aux maîtres des marchés, banquiers, financiers et spéculateurs en tous genres à l'ombre tutélaire desquels s'ébrouent députés, ministres et présidents. Ils ont osé briser le joug d'un système qui débouche sur ce que le président George W. Bush appelait cyniquement *"la guerre sans fin"*. Ils ont osé montrer que c'était possible.

Rosa Luxemburg affirmait :

"En Russie, le problème ne pouvait être que posé."

Les bolcheviks ont pourtant fait plus que le poser : ils ont commencé à le régler. Il ne pouvait être réglé complètement et résolu qu'à l'échelle de l'Europe entière puis du monde. Et leur audace a finalement, mais momentanément, échoué, car toutes les forces attachées au maintien du règne du capital, à commencer par la social-démocratie, ont empêché que la révolution ne puisse s'étendre à d'autres pays, et d'abord à l'Allemagne, et elle est restée cantonnée à un seul pays qui plus est arriéré, pauvre, ruiné, aux trois quarts détruit.

"LA RÉVOLUTION POLITIQUE N'EST QUE LA MOITIÉ DE LA RÉVOLUTION"

L'exemple le plus caractéristique, en dehors de l'Allemagne, de cette politique criminelle et de ses résultats est celui de l'Autriche. La monarchie austro-hongroise s'effondre à la fin de novembre 1918, deux semaines après la monarchie allemande. Les sociaux-démocrates, qui lors de la grève générale de janvier 1918 avaient tout fait pour casser le mouvement et sauver la monarchie, sont portés au pouvoir à Vienne. Le dirigeant de leur aile gauche, Otto Bauer, ministre des Affaires étrangères, puis président de la commission de socialisation de l'Assemblée nationale, dresse de son pays un tableau qui vaut pour toute l'Europe en guerre et définit la politique de la social-démocratie.

Il constate d'abord que la terre ne produit plus rien, l'outillage est usé, les chemins de fer sont hors d'état de marche :

"Toute la richesse de la société est détruite."

La guerre a ruiné tous les peuples mais ceux de l'Europe centrale, vaincus, devront encore dans leur misère, payer aux vainqueurs un impôt gigantesque. Tous les ingrédients d'une situation révolutionnaire sont réunis, sauf un parti qui veuille transformer en révolution sociale la misère et la colère des peuples. Otto Bauer explique en effet : la révolution politique est achevée en Autriche, mais

"la révolution politique n'est que la moitié de la Révolution (...), elle ne supprime pas l'exploitation économique et bien plutôt, elle la rend plus directement sensible. Avons-nous détruit la toute-puissance de l'empereur pour demeurer assujettis à la toute puissance du capitalisme ? Avons-nous donc brisé la tyrannie des généraux, des bureaucrates, des nobles féodaux pour demeurer les valets des directeurs de banque, des magnats des cartels, des barons de la Bourse ? Voilà ce que demandent les masses ouvrières."

Otto Bauer leur répond oui. Ils doivent demeurer assujettis et valets en attendant des temps meilleurs, mais indéterminés. Il poursuit pourtant :

"La demi-révolution éveille la volonté d'une révolution sociale. Le bouleversement politique éveille la volonté de la révolution sociale. La victoire de la démocratie inaugure la lutte pour le socialisme."

Mais, conclut Bauer, il ne faut pas s'y engager, c'est impossible : si les travailleurs s'emparaient des entreprises, ils provoqueraient

"une guerre civile sanglante (...) qui détruirait une quantité énorme de moyens de production, de machines, de matériel, de chemin de fer (...). Les capitalistes de l'étranger nous refuseraient les matières premières dont nous avons besoin et le crédit indispensable pour nous les procurer ; l'Amérique et l'Europe maintiendraient le blocus, nos industries devraient s'arrêter pour longtemps faute de matières premières."

En un mot, il est impossible de mettre fin au régime de la propriété privée parce que les capitalistes ne l'accepteraient pas et provoqueraient la guerre civile. Faudrait-il donc attendre qu'ils l'admettent ?

Otto Bauer ajoute :

“La plupart des directeurs, ingénieurs, administrateurs, techniciens, des employés nous refuseraient leur collaboration.”

Or les ouvriers, incompetents, dit Bauer, ne peuvent les remplacer ; la guerre civile, d'ailleurs, les absorberait *“et les rendrait inaptes au travail”* (6). La misère s'aggraverait et la désillusion pousserait les travailleurs dans les bras de la réaction.

DE LA “RÉVOLUTION LENTE” À LA CONTRE-RÉVOLUTION

Otto Bauer déduit de ce tableau, inspiré de la situation en Russie, qu'après la révolution politique qui a renversé la monarchie, la révolution sociale doit être différée pour obtenir la collaboration des capitalistes, des directeurs et des hauts fonctionnaires. Puisqu'il faut donc attendre que les capitalistes soient d'accord pour instaurer le socialisme... mieux vaut être patient ! Et Otto Bauer conclut :

“La révolution sociale devra être le résultat du travail hardi, mais aussi réfléchi de beaucoup d'années.”

De tant d'années qu'il n'en verra jamais le bout. Il qualifie son schéma de révolution lente... si lente qu'elle aboutira à la contre-révolution. Quinze ans plus tard, en février 1934, le régime corporatiste social-chrétien du chancelier Dollfuss écrasera au canon les faubourgs ouvriers de Vienne, dissoudra la social-démocratie

autrichienne (contraignant Bauer et les dirigeants sociaux-démocrates autrichiens à fuir, à se réfugier en Tchécoslovaquie avant même la fin des combats !) et ouvrira la porte au fascisme qui s'installera triomphant en Autriche en 1938. Le sabotage de la révolution allemande par la social-démocratie allemande en 1919 a, de la même façon, ouvert la voie au nazisme dont l'un des buts premiers était la destruction de l'Union soviétique et du bolchevisme. Il a fallu une guerre mondiale, ses destructions immenses et ses soixante millions de morts pour régler la facture de ce refus de la révolution sociale c'est à dire de la défense à tout prix de la domination du capital.

Octobre 1917 a rompu avec cette passivité complaisante qui considère le capitalisme et la propriété privée des moyens de production comme l'horizon ultime de l'histoire. Octobre 1917 a, pendant des années, représenté pour des dizaines de millions de travailleurs le signe et la preuve qu'il était possible de poser les fondements d'une autre société qui les rejettent et les abolissent. Malgré la dégénérescence ultérieure de la révolution russe et tous les efforts des chantres du capital, cet acquis ne peut être effacé. Il est un élément du combat aujourd'hui pour renverser le système décomposé de la propriété privée des moyens de production dont la survie menace de détruire l'humanité et la civilisation.

Jean-Jacques Marie

(6) *Otto Bauer et la révolution*, EDI, 1968 pp. 87 à 91.

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

A nouveau, à propos de l'“écosocialisme”

Par Pierre CISE

La Vérité a consacré plusieurs articles aux questions de développement durable, d'écologisme, de décroissance. Loin de céder à une quelconque mode, sous la pression d'une offensive idéologique et médiatique bien réelle par ailleurs, il s'agit de répondre sous différents angles aux questions légitimes que peuvent se poser les militants, donner des éléments de réflexion face à l'offensive, qui est en cours sur ces questions, contre le matérialisme (même si elle s'habille d'oripeaux scientifiques) et, plus particulièrement, contre le marxisme. Mais cette offensive est particulière, car, depuis quelques années, elle vient de courants qui se réclament formellement de Marx et, en particulier, du crétarat unifié (SU) qui, lui-même, se réclame frauduleusement du trotskysme et de la IV^e Internationale. De ce fait, il s'agit d'aider les militants, au-delà du nécessaire débat théorique, à voir les enjeux politiques de cette offensive.

En 2010, lors de son XVI^e Congrès mondial, le SU a adopté une résolution, intitulée “*Le basculement climatique capitaliste et nos tâches*” (1), base programmatique d'un nouveau concept, “l'éc-socialisme”. L'instigateur de ce texte (2), Daniel Tanuro, membre de la section belge du SU, ingénieur agronome de son état (titre dont il signe tous ses articles pour faire “sérieux” probablement), s'est engagé dans une singulière croisade visant

à “*écologiser*” (sic) le marxisme. Comme cela est indiqué en quatrième de couverture du dernier livre de Tanuro (3), son but est de tenter “*d'articuler luttes sociales et écologiques*” et de résoudre la question suivante : “*Quelles erreurs ceux qui se réclament du socialisme ont-ils commises pour que cette articulation soit si difficile ?*”.

Dans un article paru en août dernier (4), intitulé *Ecologie, le lourd héritage de Léon Trotsky*, Tanuro prétend avoir une partie de la réponse à son dilemme en tentant de démontrer que Trotsky en personne, dans son rôle de transmission de “*l'héritage marxiste-révolutionnaire aux générations ultérieures*”, a constitué un véritable goulot d'étranglement sur la question écologique (Trotsky en ayant “*une conscience au degré zéro*”, selon

(1) *Le basculement climatique capitaliste et nos tâches*, publié dans le n° 560-561 (avril-mai 2010) de la revue du SU *Inprecor*.

(2) Sur lequel *La Vérité* est revenue, notamment dans l'article *Les marxistes face à l'imposture écologique* (*La Vérité* n° 67 nouvelle série (n° 673), janvier 2010).

(3) *L'impossible capitalisme vert*, Daniel Tanuro, Editions de La Découverte (2010). Ce livre reprend, en plus développé, les thèses du XVI^e Congrès du SU.

(4) Article du 28 août 2010, disponible sur le site du NPA, à l'adresse : <http://www.npa2009.org/content/ecologie-le-lourd-heritage-de-leon-trotsky-par-daniel-tanuro>.

Tanuro), en ne transmettant pas les “*quelques outils génialement précurseurs de l'écosocialisme, tels que Marx et Engels les avaient mis au point*”. Trotsky contre Marx et Engels, voilà l'une des clés du mystère que Tanuro et ses compères du SU se proposent de nous révéler, textes à l'appui.

Si, sur le fond, cette attaque est logique pour une organisation comme le SU qui a n'a de cesse que de réviser le trotskysme, elle est, sur la forme, relativement nouvelle, même si des chefs pablistes comme Besancenot se sont publiquement interrogés sur la nécessité du maintien d'une filiation avec le fondateur de la IV^e Internationale dont le SU se revendique frauduleusement. Au-delà du débat “écologique”, une orientation plus fondamentale se dégage.

“CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE”

Donc, Trotsky, doté d'une “conscience écologique au degré zéro”, n'aurait pas transmis aux générations futures l'héritage de Marx et Engels, penseurs dont visible-ment la “conscience écologique” était plus élevée. Mais qu'entend-il par là ?

La “conscience écologique” de Tanuro ne se réfère pas à l'écologie comme science dont aurait pu entendre effectivement parler Engels. En effet, celui-ci a lu (et y fait référence à plusieurs reprises dans ses écrits) les travaux de celui qui est considéré comme le fondateur de l'écologie (et probablement le créateur du nom lui-même, d'ailleurs), le biologiste et libre-penseur allemand Ernst Haeckel. Dans *L'Anti-Dühring*, il cite certains de ses écrits en parallèle de ceux de Darwin, dont la théorie de l'évolution a trouvé dans Haeckel l'un de ces plus ardents propagandistes (5). Il y fait également référence dans *Dialectique de la nature*, notamment dans le chapitre sur la biologie (dans le champ duquel se trouve aujourd'hui la science écologique) et, plus particulièrement, l'ouvrage *Morphologie générale des organismes* (1866) dans lequel Haeckel définit l'écologie scientifique comme “*la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, la science*

de des conditions d'existence”. Mais Engels ne fait aucune allusion à cela, et pour cause : cette science ne commencera à prendre son véritable essor qu'à partir des années 1930.

En parlant de “conscience écologique”, Tanuro ne fait nullement allusion à l'écologie en tant que science, mais à l'écologie politique ou écologisme (ou encore environnementalisme), courant politique et philosophique qui a émergé à partir des années 1970. Ce courant a usuré le terme d'écologie, en obligeant d'ailleurs le langage courant à accoler au mot l'adjectif “scientifique” pour distinguer la discipline scientifique.

Par conséquent, prêter une telle conscience à Marx et Engels, et en décréter l'absence dans le cas de Trotsky, est un pur anachronisme prêtant à des penseurs du passé des idées et des intentions qui ne furent pas les leurs, pour la simple raison qu'elles font référence à des concepts totalement inventés aujourd'hui. Dans une démonstration, c'est généralement l'outil favori du faussaire. Et dans ce domaine, Tanuro semble exceller.

ENGELS CONTRE LA MAITRISE DE LA NATURE ?

Pour sa démonstration, Tanuro cite le célèbre passage de *Dialectique de la nature*, dans le chapitre intitulé “*Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*” :

“*Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en*

(5) Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, 1876 (chapitre VII *La philosophie de la nature. Le monde organique*).

détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule.”

Le procédé n'est pas neuf, il est utilisé depuis longtemps par les écologistes politiques qui voudraient teinter de marxisme leurs “théories”, ou donner une version frelatée du marxisme (ce qui est la même chose), un marxisme vidé de son caractère révolutionnaire, c'est-à-dire posant la question du renversement du mode de production capitaliste. Déjà, en 1979, peu d'année après que l'écologisme ait commencé à se manifester médiatiquement, notre camarade Gérard Bloch soulignait, dans son *Projet de résolution sur “l'écologisme”* qu'il avait rédigé dans le cadre de la discussion du XXIII^e Congrès de l'OCI (6), que “ce texte, il est vrai, est parfois cité à contresens pour tenter de tirer Engels dans le camp “écologiste””. Tanuro, en bon “écosocialiste”, c'est-à-dire en écologiste peint en rouge, reprend la méthode. Il s'agit pour lui de démontrer, qu'au contraire de Trotsky, accusé d'un optimisme et d'une confiance aveugle dans le progrès scientifique ainsi que dans les capacités de l'homme de maîtriser la nature, Engels avait une démarche plus prudente voire opposée.

“Maîtrise de la nature”, quelle vilaine expression pour Tanuro, les écologistes et le Secrétariat unifié. Dans la résolution du SU sur *Le basculement climatique capitaliste et nos tâches*, il est dit que

“Le développement ne peut être conçu seulement dans le but de satisfaire les besoins humains réels démocratiquement déterminés, mais il doit l'être aussi en fonction de sa soutenabilité par l'environnement, et en acceptant de surcroît que la complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère confèrent à cette entreprise un degré d'incer-

titude irréductible. La notion de “maîtrise humaine sur la nature” doit être abandonnée. Le seul socialisme réellement possible désormais est celui qui satisfait les besoins humains réels (débarrassés de l'aliénation marchande), démocratiquement déterminés par les intéressés eux-mêmes, en prenant soin simultanément de s'interroger prudemment sur l'impact environnemental de ces besoins et la manière dont ils sont satisfaits.”

En clair, alors que le socialisme a toujours été envisagé par les marxistes comme le moyen de libérer l'humanité et ses forces productives du carcan du profit et de l'anarchie capitaliste, pour les orienter vers une maîtrise, c'est-à-dire une subordination maîtrisée ou encore une maîtrise consciente de la nature, nos “écosocialistes” opposent la subordination de la satisfaction des besoins humains aux lois de la nature. Dans son livre *L'impossible capitalisme vert* cité plus haut, Tanuro s'explique encore plus clairement :

“Les rêves de domination sur la nature doivent s'effacer au profit d'un sentiment collectif de responsabilité, bienveillant et attentif (sic). Du coup, la conception même de la liberté n'échappe pas à un examen. Car accepter les limites naturelles, respecter les cycles et les rythmes écologiques revient en fin de compte à accepter les limites de l'émancipation possible par rapport au travail, les limites de l'augmentation de la productivité. Donc, aussi, les limites de la liberté humaine”.

Dans son article, Tanuro tente d'ailleurs de démontrer la concordance de sa position avec celle des fondateurs du marxisme en s'appuyant sur un passage de *Dialectique de la nature* où Engels écrit ceci :

“Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et

(6) L'OCI (Organisation communiste internationaliste) était le nom de l'époque de la section française de la IV^e Internationale en reconstruction. Le projet de résolution de Gérard Bloch est publié dans ses *Écrits*, volume 2, Selio.

que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement."

Vous voyez bien, sautillante de joie Tanuro :

"C'est limpide : l'humanité ne peut "dominer" la nature que dans la mesure où un bon étudiant domine sa matière d'examen !"

Que cette citation d'Engels soit juste, c'est un fait ; qu'elle soit l'objet d'une falsification de Tanuro en est un autre. Dans ce passage, Engels ne fait que rappeler le point de vue matérialiste quant à la place de l'homme dans la nature, comme il le fait ailleurs, dans d'autres ouvrages comme *L'Anti-Dühring* où il écrit que *"l'homme est lui-même un produit de la nature, lequel s'est développé dans et avec son milieu naturel"* (7). L'homme n'est pas un être extérieur, créé de toute pièce, qui aurait été mis par on ne sait quelque puissance divine ou supranaturelle dans une nature déjà existante, comme les religions veulent nous le faire croire. Il est un être vivant, produit d'une longue évolution, produit des lois de la nature mais utilisant ces lois (de façon de plus en plus consciente grâce à la science) pour assurer sa propre existence. Comme l'explique Marx,

« l'homme joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle (...) En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent » (8).

L'homme est tellement une partie de la nature qu'il est devenu une force naturelle en tant que tel par son action sur la nature.

Cette conception matérialiste de la relation homme-nature s'oppose radicalement aux conceptions de l'écologisme auxquelles Tanuro adhère, en les peignant aux couleurs de "l'écোসocialisme". Ces conceptions sont justement fondées sur une opposition entre l'homme et la nature, présentée comme une relation entre un prédateur et sa proie, *"comme un conquérant règne sur un peuple étranger"*, ce qui conduit même certains écologistes "radicaux" à ne pas voir d'un mauvais œil la réduction de l'espèce humaine pour préserver "mère-nature".

De même que la religion stigmatise l'orgueil de l'homme voulant défier l'œuvre de Dieu, l'écologisme dénonce la prétention de l'homme à vouloir dominer la nature, sans *"accepter les limites naturelles, respecter les cycles et les rythmes écologiques"*, nous dit Tanuro. Comme l'écologisme, Tanuro appelle à ce que l'homme se soumette à la nature, d'adapte à son environnement (ce qui, rappelons-le, n'est pas l'objet de l'écologie... scientifique celle-là) et *"accepter les limites de l'émancipation possible (...). Donc, aussi, les limites de la liberté humaine"*.

De plus, contrairement à ce que veut nous faire croire Tanuro, ce passage de *Dialectique de la nature* n'est nullement un rejet de la domination de l'homme sur la nature mais la définition de son fondement, à savoir *"l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement"*.

D'ailleurs, tout de suite après les passages cités, Engels s'empresse de préciser (ce que Tanuro se garde bien de souligner) sa confiance dans la capacité de la science, dans le développement des connaissances sur nos actions immédiates ou lointaines sur la nature, pour régler le problème du conflit, artificiel à ses yeux, entre l'homme et la nature. Il écrit :

"Et en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à connaître les conséquences plus proches ou plus lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature. Surtout depuis les énormes progrès des sciences de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser. Mais plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui

(7) *L'anti-Dühring* (chapitre M. Dühring révisé la science).

(8) Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 3, chapitre sept.

s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé”,

et que, ajouterions-nous, l'écologisme et le SU lors de son dernier congrès ne font que prolonger. Voilà donc un Engels que Tanuro qualifierait certainement de “scientiste” (sans savoir d'ailleurs de quoi il parle), comme il le fait à l'égard de Trotsky.

ET LES RAPPORTS SOCIAUX DE PRODUCTION ?

Engels ne s'arrête pas aux seules conséquences **naturelles** lointaines de l'action de l'homme (la production par le travail) sur la nature mais élargit son propos aussi aux conséquences **sociales** de ces actions, c'est-à-dire aux conséquences sur les sociétés humaines, sur les rapports tissés entre les hommes pour réaliser cette production sur la base de l'évolution des rapports de l'homme avec la nature.

“Mais s'il a déjà fallu le travail de millénaires pour que nous apprenions dans une certaine mesure à calculer les effets naturels lointains de nos actions visant la production, ce fut bien plus difficile encore en ce qui concerne les conséquences sociales lointaines de ces actions. (...) Les hommes qui, aux XVII^e et XVIII^e siècles, travaillaient à réaliser la machine à vapeur n'avaient pas idée qu'ils créaient l'instrument qui, plus qu'aucun autre, allait révolutionner les conditions sociales du monde entier, et en particulier de l'Europe, en concentrant les richesses du côté de la minorité et en créant le dénuement du côté de l'immense majorité ; la machine à vapeur allait en premier lieu procurer la domination sociale et politique à la bourgeoisie, mais ensuite elle engendrerait entre la bourgeoisie et le prolétariat une lutte de classes qui ne peut se terminer qu'avec la chute de la bourgeoisie et l'abolition de tous les antagonismes de classes. Mais, même dans ce domaine, nous apprenons peu à peu, au prix d'une longue et souvent dure expérience et grâce à la confrontation et à l'étude des matériaux historiques, à élucider les conséquences sociales indirectes et lointaines de notre activité productrice et, de ce fait, la possibilité nous est donnée de dominer et de régler ces conséquences aussi.”

Cet aspect, non cité par Tanuro pour les raisons que nous verrons, est capital. Comme le disait Marx,

“en produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux.”

Le pouvoir productif de l'humanité, impliquant sa capacité de maîtriser la nature et incluant sa capacité de maîtriser les effets de son action de production, se réalise dans le cadre, stimulant ou contraignant selon leurs évolutions, de rapports sociaux. Pour Marx, la production est toujours sociale. Comme il l'indique dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, elle est toujours “appropriation de la nature de la part de l'individu à l'intérieur et par l'intermédiaire d'une forme sociale déterminée”, c'est-à-dire des rapports sociaux de production.

Comme les différents articles parus dans de précédents numéros de *La Vérité* l'ont amplement démontré, cette dimension est volontairement absente des “théories” de l'écologisme qui ne voit finalement l'origine de la dégradation de la relation avec la nature que dans la “nature humaine” et dans la technologie, et non pas dans les rapports sociaux historiquement marqués dans lesquels se meuvent les relations entre humanité et nature. Ce qui, par exemple, permet d'évacuer aujourd'hui la responsabilité centrale du capitalisme, arrivé à son stade impérialiste décomposé, dans les relations homme-nature, relations qui, rappelons-le, ne se réduisent pas aux impacts environnementaux mais sont aussi le fait que des milliards d'hommes sont dans une situation de subordination aux lois de la nature du fait des politiques de privatisation, de développement du chômage, de la précarité des salaires et des emplois, de destruction des systèmes de santé, de concentration des terres entre quelques mains, de surexploitation, de guerres ethniques ou non.

C'est ce qui conduit l'argumentation d'Engels à son terme : la faculté de régu-

ler et de maîtriser les effets naturels et sociaux, lointains ou proches, de l'action sur la nature, ne se réduit pas à la simple progression de la science, mais est conditionnée à *“un bouleversement complet de tout notre mode de production existant, et avec lui, de tout notre régime social actuel”*.

Et de poursuivre :

“Tous les modes de production existant jusqu'ici n'ont visé qu'à atteindre l'effet utile le plus proche, le plus immédiat du travail. On laissait entièrement de côté les conséquences ultérieures, celles qui n'intervenaient que plus tard, qui n'entraient en jeu que du fait de la répétition et de l'accumulation progressives. (...) Toutes les formes supérieures de production ont abouti à séparer la population en classes différentes et, par suite, à opposer classes dominantes et classes opprimées ; ainsi, l'intérêt de la classe dominante est devenu l'élément moteur de la production (...). C'est le mode de production capitaliste régnant actuellement en Europe occidentale qui réalise le plus complètement cette fin. Les capitalistes individuels qui dominent la production et l'échange ne peuvent se soucier que de l'effet utile le plus immédiat de leur action. Et même cet effet utile, dans la mesure où il s'agit de l'usage de l'article produit ou échangé, passe entièrement au second plan ; le profit à réaliser par la vente devient le seul moteur.

La science sociale de la bourgeoisie, l'économie politique classique, ne s'occupe principalement que des effets sociaux immédiatement recherchés des actions humaines orientées vers la production et l'échange. Cela correspond tout à fait à l'organisation sociale dont elle est l'expression théorique. Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération au premier chef que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu que, individuellement, le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. (...) Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite on s'étonne encore que les consé-

quences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées.”

Au contraire de la méthode de Tanuro et des écologistes “marxisants” qui extraient le passage d'un texte et, en plus, lui font dire le contraire de ce qu'il voulait dire, il nous est apparu important de présenter l'intégralité du raisonnement d'Engels (qui est celui de Marx et de tous les marxistes) et, notamment, ce dernier passage qui soulève des questions fondamentales. D'une part, on ne peut considérer la question des conséquences de l'activité humaine sur la nature indépendamment des conditions sociales dans lesquelles est enserrée cette activité.

D'autre part, le capitalisme, parce que son moteur n'est pas la satisfaction des besoins humains (celle-ci impliquant nécessairement une relation maîtrisée et consciente avec la nature), mais le profit, son renversement est une condition nécessaire pour dominer et régler les conséquences de l'action de l'homme sur la nature. Et l'accomplissement de ces tâches ne peut être réalisé que par l'appropriation sociale des moyens de production.

“LA CONDITION REQUISE POUR UN DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES ININTERROMPU...”

Et si Tanuro et ses amis veulent bien prendre la peine de se procurer *L'Anti-Dürhing*, ils y liront un passage, qui probablement les terrorisera, où Engels fait un plaidoyer vibrant pour le communisme, comme seul cadre dans lequel la domination de la nature par l'homme ainsi que l'homme lui-même prendront enfin leur plein essor (c'est nous qui soulignons) :

“Mais si (...) la division en classes a une certaine légitimité historique, elle ne l'a pourtant que pour un temps donné, pour des conditions sociales données. Elle se fondait sur l'insuffisance de la production ; elle sera balayée par le plein déploiement des forces productives modernes. En effet, l'abolition des classes sociales suppose un degré de développement historique où l'existence non seulement de telle ou telle classe dominante déterminée, mais d'une classe

dominante en général, donc de la distinction des classes elle-même, est devenue un anachronisme, une vieillesse. Elle suppose donc un degré d'élévation du développement de la production où l'appropriation des moyens de production et des produits, et par suite, de la domination politique, du monopole de la culture et de la direction intellectuelle par une classe sociale particulière est devenue non seulement une superfétation, mais aussi, au point de vue économique, politique et intellectuel, un obstacle au développement. Ce point est maintenant atteint. (...) La force d'expansion des moyens de production fait sauter les chaînes dont le mode de production capitaliste l'avait chargée. **Sa libération de ces chaînes est la seule condition requise pour un développement des forces productives ininterrompu, progressant à un rythme toujours plus rapide, et par suite, pour un accroissement pratiquement sans bornes de la production elle-même.**

Ce n'est pas tout. L'appropriation sociale des moyens de production élimine non seulement l'inhibition artificielle de la production qui existe maintenant, mais aussi le gaspillage et la destruction effectifs de forces productives et de produits, qui sont actuellement les corollaires inéluctables de la production et atteignent leur paroxysme dans les crises. En outre, elle libère une masse de moyens de production et de produits pour la collectivité en éliminant la dilapidation stupide que représente le luxe des classes actuellement dominantes et de leurs représentants politiques. La possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais elle existe.

Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de condi-

tions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, **passé maintenant sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société.** Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, **étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées.** La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. **C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.**

Tanuro s'étranglera peut-être devant ces propos qui pulvérisent sa prétendue démonstration d'une condamnation par Engels de toute volonté de domination de la nature et affirment que celle-ci ne sera pleine et entière que dans le cadre de l'appropriation sociale des moyens de productions, par le renversement d'un système qui, justement, de par son fonctionnement, maintient l'homme et, plus précisément, la majorité des hommes dans l'assujettissement au “cercle des conditions de vie” qui les entoure. Et contrairement à Tanuro et au SU, qui font injonction aux hommes d’“accepter les limites de l'émancipation possible (...), donc, aussi, les limites de la liberté humaine”, Engels oppose “le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté”.

TROTSKY CONTRE ENGELS ?

Après avoir présenté le développement complet des positions marxistes sur les relations entre l'homme et la nature,

débarrassées des découpages et falsifications de Tanuro, examinons maintenant les critiques qu'il adresse à Trotsky dont "la conscience écologique est au degré zéro" selon lui. A l'appui de ses dires, Tanuro cite (ou plutôt découpe soigneusement) des passages de *Littérature et révolution* (écrit en 1923), notamment son dernier chapitre *Art révolutionnaire et art socialiste*, un exposé de 1925 fait au IV^e Congrès Mendeleïev de chimie pure et appliquée (9) et intitulé *Mendeleïev et le marxisme*, et enfin un discours de 1926 reproduit en 1927 sous le titre *Culture et socialisme* (10).

La première de ses critiques est que Trotsky, au contraire d'Engels, a une conception "très dominante" de la relation homme-nature. Il en aurait même une conception "macho" (une caractérisation qui doit faire mouche dans les salons féministes petit-bourgeois probablement...). Pour cela, il se base sur le passage suivant de *Littérature et révolution* :

"L'emplacement actuel des montagnes, des rivières, des champs et des prés, des steppes, des forêts et des côtes ne peut être considéré comme définitif. L'homme a déjà opéré certains changements non dénués d'importance sur la carte de la nature ; simples exercices d'écolier par comparaison avec ce qui viendra. La foi pouvait seulement promettre de déplacer des montagnes, la technique qui n'admet rien "par foi" les abattra et les déplacera réellement. Jusqu'à présent, elle ne l'a fait que pour des buts commerciaux ou industriels (mines et tunnels), à l'avenir elle le fera sur une échelle incomparablement plus grande, conformément à des plans productifs et artistiques étendus. L'homme dressera un nouvel inventaire des montagnes et des rivières. Il amènera sérieusement et plus d'une fois la nature. Il remodelera, éventuellement, la terre, à son goût. Nous n'avons aucune raison de craindre que son goût sera pauvre. (...) L'homme socialiste maîtrisera la nature entière (...) au moyen de la machine. Il désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans."

Tanuro dénonce dans ce passage des "envolées" et des "exercices de politique fiction" qui font "entendre un autre son de cloche" et une autre conception de la domination de la nature que Marx et En-

gels. En particulier, à la différence de ces derniers, Trotsky ne s'inquiéterait pas des conséquences terribles, aux yeux de Tanuro, du déplacement des montagnes et des rivières dont il rêve, il n'aurait pas leur modestie vis-à-vis de la science et leur respect de la nature.

A la décharge de Trotsky, Tanuro trouve une excuse amusante : figurez-vous que Trotsky ne pouvait pas avoir lu *Dialectique de la nature* puisqu'il n'était pas paru à l'époque. Il est vrai que cet ouvrage, qu'Engels n'a pas eu le temps de terminer avant sa mort en 1895, n'est paru qu'en 1925, soit un an après *Littérature et révolution* et encore, sous une version défectueuse, paraît-il, la première version à peu près valable n'ayant été faite qu'en 1935 alors que Trotsky était exilé depuis six ans. Mais peut-on penser que la non-lecture de *Dialectique de la Nature* ait pu constituer un quelconque obstacle à une réflexion forgée par la lecture des autres œuvres de Marx, Engels, Plekhanov (introduceur du marxisme en Russie) ou Lénine (*Matérialisme et Empirio-criticisme*) ?

Tanuro tempère légèrement son propos en expliquant que les questions d'environnement n'étaient pas, à l'époque, dans les esprits, alors que le pays sortait de la guerre civile et était économiquement en difficulté. Mais indépendamment des excuses que l'on peut lui trouver, les envolées de Trotsky dont, selon lui, "le ton (...) laisse une impression désagréable d'arrogance dominante, voire de mépris, non seulement pour la nature sauvage mais aussi pour ce qui est naturel, physiologique, non maîtrisé chez l'être humain", expriment avant tout une divergence de fond avec ses prédécesseurs marxistes. En quoi le passage cité de Trotsky se sépare-t-il des passages d'Engels cité plus haut ? Le style, peut-être, et Tanuro a le droit de ne pas aimer celui de Trotsky, mais, sur le fond, celui-ci ne fait qu'exprimer ce que veut dire Engels sur le "le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté". Dans *Littérature et révolution*, Trotsky ne

(9) Voir site marxists.org à l'adresse <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1925/09/lt19250917.htm>.

(10) Publié en annexe de *Littérature et Révolution*.

réfléchit pas sur les questions d'art en soi, mais, avant tout, sur leurs relations avec les rapports de production et, par conséquent, sur la place de l'art et les perspectives de développement de l'art et des techniques dans une société fondée sur l'appropriation sociale des moyens de production.

Et insistons encore : Trotsky mène cette réflexion en 1924, c'est-à-dire dans un contexte qui n'était pas celui où Trotsky n'avait pas lu *Dialectique de la nature* et où les préoccupations “écologistes” n'étaient pas à l'ordre du jour face aux urgences de la construction postguerre civile, mais celui d'une société qui, par une révolution prolétarienne expropriant le capital, s'est engagée dans la voie de la construction d'une organisation sociale visant à libérer les forces productives des chaînes de l'exploitation capitaliste. Et comme Engels, Trotsky part du principe que cette voie ne peut pas être prise si les forces productives ne sont pas libérées des chaînes du système capitaliste qui, à l'époque impérialiste, les transforment même en forces destructives.

Mais pour Tanuro, ce point n'est qu'un détail qui ne mérite pas attention. L'organisation de la société, la nature de classe des rapports de production, leurs capacités à développer ou à ne pas développer les forces productives, ne sont pas des questions importantes.

Par contre, déplacer des montagnes et des rivières, remodeler la nature à son goût, faire passer “*le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, (...) sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société*”, comme le dit Engels, tout cela est condamnable en soi, indépendamment des conditions sociales où cela s'effectue, et ce donc en opposition totale avec la méthode du marxisme.

Cette opposition s'exprime encore mieux avec les attaques portées par Tanuro à l'égard de Trotsky, sur la base d'extraits de son discours de 1925 au Congrès de chimie pure et appliquée (*Mendeleïev et le marxisme*), et de celui de 1926 intitulé *Culture et socialisme*.

La référence au premier texte où Trotsky dit, à la fin de son discours, que “*la foi de Mendeleïev (11) en les possibilités illimitées de la science, de la prévision et de la domination de la matière doit devenir la foi scientifique commune des chimistes de la patrie socialiste*”, est prétexte pour Tanuro pour dénoncer son idolâtrie de la technologie en général (“*c'était dans l'esprit du temps*”, dit-il), son “*optimisme technico-scientifique*”. Ce à quoi répond Trotsky treize ans plus tard, en préface d'une réédition anglaise de ce texte :

“*Ce discours a été prononcé en 1925, à un moment où l'auteur de ces lignes espérait toujours fermement que la démocratie soviétique surmonterait les tendances au bureaucratisme, et créerait des conditions particulièrement favorables pour le développement de la pensée scientifique. En raison de toute une combinaison de causes historiques cet espoir ne s'est pas encore réalisé. (...) Néanmoins les vues développées dans ce discours maintiennent leur validité, y compris la partie qui traite des interdépendances entre le régime social et la pensée scientifique. Cependant, elles devraient être replacées, non pas en regard de l'Etat soviétique actuel, produit de la dégénérescence et de la désintégration, mais plutôt à la lumière de cet Etat socialiste qui résultera de la future lutte, victorieuse, de la classe ouvrière internationale.*”

Voilà le vrai contexte dans lequel ce discours a été prononcé, il ne s'agit pas de technologie et de science dans l'abstrait mais de leurs rôles dans une société qui aura auparavant renversé le mode de production ancien, comme ce fut le cas avec la révolution de 1917. Il ne s'agit pas d'optimisme dans les capacités de la science de toute régler mais dans les capacités des masses à se libérer des chaînes de l'exploitation pour que la science ainsi libérée soit l'outil de la satisfaction des besoins humains et non celle des profits.

L'attaque frontale vis-à-vis du marxisme, à travers Trotsky, se manifeste encore plus avec la critique du passage suivant de *Culture et socialisme* : “*La technique est*

(11) Dimitri Mendeleïev (1834-1907), grand chimiste russe, auteur de la classification périodique des éléments.

principalement la conquête de l'humanité (...). La machine étrangle l'esclave salarié. Mais il ne peut se libérer qu'avec la machine. C'est ici le fond de toute la question."

Ainsi découpé par Tanuro, ce passage semble effectivement présenter une thèse "scientiste" (12) très éloignée du marxisme. Citons ce passage de façon plus complète :

"Chaque société divisée en classes s'est composée à partir des moyens définis par la lutte contre la nature, et ces moyens ont évolué en fonction du développement de la technique. Quelle est la base de ses fondations : l'organisation de classe de la société ou les forces productives ? Sans aucun doute, les forces productives. En effet, c'est précisément sur ces dernières, qu'à un certain niveau de leur développement se forment et se reconstruisent les classes. Dans les forces productives s'exprime matériellement, l'habilité économique de l'homme, son savoir-faire historique d'assurer son existence. Sur cette base dynamique croissent les classes, qui de par leurs relations déterminent le caractère de la culture.

Et, avant tout, concernant la technique, nous devons nous questionner : est-elle seulement l'instrument de l'oppression de classe ? Il suffit seulement de se poser la question, pour répondre immédiatement : non, la technique est principalement la conquête de l'humanité ; bien qu'elle serve jusqu'à présent l'instrument d'exploitation, mais en même temps elle est la condition principale de la libération de l'exploité. La machine étrangle l'esclave salarié. Mais il ne peut se libérer qu'avec la machine. C'est ici le fond de toute la question."

Là réside au contraire la racine de l'erreur, nous dit Tanuro ! Selon lui,

"si la technologie, en général, était une conquête fondamentale de l'humanité, les anticapitalistes d'aujourd'hui devraient inscrire à leur programme la mise en œuvre socialiste des OGM, du clonage des animaux et de l'énergie nucléaire. C'est en effet ce que font certains courants marxistes : pour eux, les dangers de ces technologies découlent uniquement des rapports de production capitalistes, de sorte que le contrôle ouvrier sur la production suffirait à les éliminer. L'exemple de la fission nucléaire montre que c'est une illusion : une fois que la réaction est lancée, aucun contrôle,

ouvrier ou bourgeois, ne peut l'arrêter (sic). Le génie génétique présente des risques analogues. C'est donc bien la technologie elle-même qui est en cause, pas seulement l'organisation de la production (...). Trotsky semble considérer ici que l'organisation sociale de la production (les classes) et les forces productives matérielles (dont la technologie) sont séparées par une muraille de Chine. Alors que la technologie n'est rien d'autre que l'application des sciences à la production, il ne paraît pas intégrer le fait qu'une culture de domination peut engendrer des technologies intrinsèquement dominatrices (sic) au niveau de l'appareil productif."

Quelle est l'accusation de Tanuro ? "Trotsky (estime que) "le caractère de classe de la société réside fondamentalement dans l'organisation de la production", pas dans les forces productives — donc pas dans la technologie".

Et auparavant, il affirme :

"Selon nous, il est indiscutable que les techniques, pour Marx, ne sont pas neutres, elles ont un caractère de classe. (...) Il est clair que la technologie de la révolution industrielle est considérée comme caractéristique du capitalisme, et taillée sur mesure pour les objectifs de ce mode de production."

Il y aurait donc une technologie capitaliste (opposée à une technologie socialiste ou écosocialiste ?), intrinsèquement dominante, à laquelle il faudrait donc s'attaquer, qu'il faudrait détruire. Expression de l'attitude traditionnellement "technophobe" de l'écologisme, cette position est effectivement celle adoptée par le SU dont les thèses "écosocialistes" indiquent que la révolution socialiste ne doit pas seulement s'assigner l'objectif de la destruction de l'État bourgeois mais celui de la destruction de l'appareil de production capitaliste.

En plus d'une révision du marxisme, cette position a une signification politique immédiate et concrète.

(12) Le scientisme est une idéologie apparue au cours du XIX^e siècle dont la thèse principale était que la science par elle-même permettrait de régler tous les problèmes de l'humanité. Les principaux initiateurs de ce courant furent Saint-Simon (1760-1825) et Auguste Comte (1798-1857).

UNE RÉVISION DU MARXISME...

Sur ces questions, la révision du marxisme par le SU est ancienne et a connu récemment de nouveaux aspects. Tanuro et ses camarades, nourris pendant des années au lait du pablisme, identifient, au contraire des marxistes, les forces productives à la technologie. Hier, par ce biais ils prétendaient justifier le fait que les indéniables progrès technologiques enregistrés dans, par exemple, la seconde moitié du siècle dernier, était l'expression tous aussi indéniable que le capitalisme arrivé à son stade impérialiste était capable de développer les forces productives. Dans ses conditions, “*la prémisse économique de la révolution prolétarienne*” n'étant pas “*arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme*” (13), la question n'était plus celle de résoudre la crise historique de l'humanité se réduisant à la crise de la direction révolutionnaire, mais la “*crise de conscience*” d'un prolétariat par ailleurs embourgeoisé. Aujourd'hui, avec cette réduction, ils prétendent démontrer que la technologie a un contenu de classe par elle-même, qu'il y a une technologie “*bourgeoise*” que la révolution socialiste devrait détruire. L'imposture est simple : comme Marx dit que les forces productives ont une nature de classe et comme forces productives = technologie, donc la technologie a une nature de classe.

Bien sûr, les forces productives c'est la technologie, mais aussi des outils, des matières premières et de la force de travail. Les outils, les technologies, même les matières premières sont le produit du travail humain, de l'action de l'homme sur la nature pour satisfaire les besoins de l'humanité, comme “*médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme*” disait Marx. Malgré les ruptures intervenues dans l'histoire de l'humanité (effondrement de civilisations et de modes de production, transition vers d'autres modes de production, mais aussi effets non maîtrisés de l'action sur la nature), avec ses périodes d'avancées ou de recul, ses tâtonnements et ses bonds en avant, la progression des forces productives se déroule selon une certaine continuité et

ces forces constituent un héritage transmis de générations en générations. Pour Marx et Engels,

“L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces productives qui lui sont transmis par toutes les générations précédentes ; de ce fait, chaque génération continue donc, d'une part le mode d'activité qui lui est transmis, mais dans des circonstances radicalement transformées et d'autre part elle modifie les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente” (14).

De ce point de vue, cela signifie que les forces productives vues sous l'angle de produit du travail humain, n'appartiennent pas aux modes de production dans lesquelles elles évoluent. Dans toute l'histoire de l'humanité, ces formations sociales que sont les rapports de production émergent, se développent mais aussi s'effondrent sous l'impact du développement des forces productives.

Cependant, dans le processus d'action sur la nature, les hommes accumulent des connaissances, des expériences mais également tissent des rapports entre eux, des rapports de production (possession des outils, répartition des tâches, division du travail, etc.), autrement dit des formes d'organisation de la production qui elles-mêmes deviennent des forces productives.

« Il s'ensuit qu'un mode de production ou un stade industriel déterminés sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminés, et que ce mode de coopération est lui-même une “force productive” ; il s'ensuit également que la masse des forces productives accessibles aux hommes détermine l'Etat social, et que l'on doit par conséquent étudier et élaborer sans cesse l'“histoire des hommes” en liaison avec l'histoire de l'industrie et des échanges » (15).

Ainsi, les forces productives de l'humanité intègrent non seulement les techniques, outils, etc. en tant que produit du travail humain accumulé de générations en

(13) Citations du *Programme de transition*.

(14) Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*.

(15) Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*

génération, mais aussi les rapports de production dans le cadre desquels, à un moment donné de l'histoire, ce produit du travail humain évolue. Elles intègrent donc les contradictions de ses rapports de production et, au premier chef, les contradictions entre les classes sociales qui en sont la composante essentielle. Par conséquent, la capacité d'un mode de production à développer l'ensemble de la force de production de l'humanité pour sa propre existence est un critère essentiel pour en qualifier la nature progressiste ou le caractère réactionnaire, et, dans ce dernier cas, se fixer l'objectif de sa destruction. La nécessité de la révolution prolétarienne, du renversement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, ne découlent pas d'une aversion intellectuelle vis-à-vis du capitalisme, mais de la nature même de celui-ci marquée par son incapacité à développer les forces productives, en les transformant en forces destructives (dont les aspects environnementaux ne sont qu'une composante) et en menant l'humanité à la barbarie.

... QUI A UNE SIGNIFICATION POLITIQUE PRÉCISE

Avec le SU, Tanuro et leur "écosocialisme", nous sommes à des années-lumière de cela. Pour eux, c'est la technologie, le progrès des sciences en soi qui est condamnable et non pas la façon dont il est utilisé par le système capitaliste. Le combat contre le capitalisme se concentre sur le combat contre une prétendue "technique capitaliste", et d'ailleurs contre la technique en générale, derrière lequel s'efface le combat contre le capitalisme en tant que rapport social de production. La question ne serait donc pas politique, mais purement technique en somme.

Plus fondamentalement, en critiquant la conception non seulement de Trotsky, mais de l'ensemble des marxistes, Tanuro et le SU indiquent simplement que la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour, parce que ce n'est pas le problème. C'est ce que veut nous dire Tanuro lorsqu'il dit que "*l'exemple de la fission nucléaire montre que* (les dangers des technologies

découlent de leur utilisation dans un certain type de rapports de production) *est une illusion : une fois que la réaction est lancée, aucun contrôle, ouvrier ou bourgeois, ne peut l'arrêter. Le génie génétique présente des risques analogues. C'est donc bien la technologie elle-même qui est en cause, pas seulement l'organisation de la production.*" Le combat pour le socialisme et le communisme ne sont en somme qu'illusion.

À l'heure où le caractère décomposé du capitalisme s'exprime, entre autres, par la désindustrialisation et le chômage, les émeutes de la faim, les "anticapitalistes" de la texture de Tanuro et du SU disent aux travailleurs et aux peuples : ce n'est pas la faute au capitalisme mais celle de la technologie. Travailleurs de la chimie, avant (ou plutôt, au lieu) de vous poser le problème de votre salaire, de votre emploi, de votre convention collective, posez-vous d'abord la question de la nécessité de votre industrie au regard de l'intérêt supérieur de la défense de la planète.

Et en toute logique, le renversement du capitalisme n'étant pas à l'ordre du jour, la résolution du XVI^e Congrès du SU propose aux organisations un plan basé sur "*la reconversion collective et sous contrôle ouvrier des travailleurs des entreprises inutiles ou nuisibles (...). À partir de ce cadre, nous intervenons dans les luttes, notamment autour des restructurations industrielles dans les secteurs écologiquement non soutenables (automobile par exemple), pour proposer des issues concrètes au choix infernal entre la poursuite de la production et la destruction de l'emploi.*"

Parlons net. Des "*issues concrètes*" dans les "*secteurs écologiquement insoutenables*", des "*reconversions collectives et sous contrôle ouvrier des travailleurs des entreprises inutiles et nuisibles*" sans poser la question préalable du renversement du mode de production, ce n'est pas autre chose qu'une politique d'accompagnement et de justification des restructurations, des destructions et des délocalisations d'entreprises et d'emplois. Voilà le contenu véritable de cette volonté de se libérer du "*lourd héritage de Trotsky*".

Pierre Cise

DOCUMENTS

La révolution portugaise

Présentation de François FORGUE

Le 16 janvier 2008 disparaissait le camarade Pierre Lambert. Récemment, rendant hommage à sa mémoire, le camarade Marc Gauquelin, dans le n° 132 d'*Informations ouvrières* (daté du 20 au 26 janvier 2011), rappelait le rôle que notre camarade avait joué dès les premiers jours de la révolution portugaise. A la fois, pour caractériser ce qui se passait comme une révolution, le début d'une révolution prolétarienne, et pour décider immédiatement des premières mesures à prendre dans la voie de la construction d'une section de la IV^e Internationale liée au mouvement même de la classe ouvrière portugaise qui constituait ses commissions de délégués élus intégrant les représentants des organisations syndicales qui se reconstituaient alors. Nous reproduisons dans ce numéro de *La Vérité* des extraits de documents rédigés par le camarade Lambert ou à l'élaboration desquels il a été associé.

La révolution éclate au Portugal en avril 1974. En octobre, en France, l'Organisation communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) publie une brochure, *25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne. Problèmes de la révolution portugaise*, qui constitue l'une des contributions majeures du camarade Lambert à la défense de la révolution portugaise, à l'analyse de son développement comme base de l'action pour la construction au Portugal du parti révolutionnaire.

Nous publions dans ce numéro de *La Vérité* des extraits de cette brochure, ainsi qu'un extrait de la résolution adoptée par la troisième conférence du comité de liaison des militants révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e Internationale, tenue en août 1974.

De plus larges extraits de *25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne. Problèmes de la révolution portugaise* se trouvent dans le numéro spécial de *La Vérité* Pierre Lambert (1920-2008), militant ouvrier, combattant de la IV^e Internationale. On trouvera également de plus larges extraits de la résolution adoptée par les trotskystes portugais dans *La lettre de La Vérité*, n° 653.

Constater toute l'actualité de ces textes constitue le meilleur hommage que l'on pouvait rendre aujourd'hui à la mémoire du camarade Pierre Lambert, constructeur de la IV^e Internationale.

Extraits de la brochure 25 avril : la dictature fasciste s'effondre. Problèmes de la révolution portugaise

LA BROCHURE S'OUVRE SUR LE TÉMOIGNAGE D'UN JEUNE PORTUGAIS

Le 25 avril, j'ai été réveillé en sursaut : *"Il y a un coup d'Etat !"* A demi endormi, je me demande à haute voix : *"Un de plus ! Mais qui l'a organisé ?"* Personne ne me répond. Je me lève et allume la radio. On n'entend que des disques folkloriques (le folklore fossilisé par la dictature salazariste) et des marches militaires. Je pense : *"C'est donc un coup d'Etat de droite."*

Pendant que je m'apprête, un speaker lit un communiqué qui, en substance, dit ceci : *"Les forces armées vont apporter la démocratie. Appel à la population à ne pas sortir. Appel aux polices à ne pas intervenir."*

C'est alors que je change d'opinion. Ce n'est pas un coup d'Etat de la réaction salazariste. Il est clair que ce sont les capitaines. La radio commençait à diffuser des chansons "de gauche" interdites. Je suis sorti.

Les transports fonctionnaient encore. Les gens discutaient de manière encore réservée. La place du Commerce et le quai de Sodié, le quartier des ministères, sont occupés. Certains racontent que, au moment où ils prenaient leurs postes de travail, les soldats sont entrés dans tous les bureaux des banques, établissements commerciaux et ministères pour leur demander de retourner chez eux.

J'ai décidé alors de me rendre dans la partie basse de la ville, où est située la place du Commerce. La rue était fermée au trafic par une voiture de police, mais les piétons passaient. 200 mètres plus loin, la rue était obstruée par une foule compacte. Je m'avance : coups de feu ; la foule recule ; immédiatement après que la fusillade a cessé, la foule se reforme. J'ai continué d'avancer jusqu'au point où la foule et un cordon de soldats en tenue de combat avec mitrailleuses et deux camions de ravitaillement engageaient la conversation.

Les soldats, le visage grave, répondaient sur instruction des officiers par cette formule conventionnelle : *"Tout va bien, rentrez chez vous, il vaut mieux éviter les victimes civiles !"*

La foule, composée de travailleurs, restait sur place. J'ai poursuivi, contournant le cordon des soldats, et suis arrivé sur le quai d'où l'on pouvait voir, sur la place, des tanks et entendre des tirs épars. A l'endroit où je me trouvais, affluaient de plus en plus de travailleurs qui prennent le bateau chaque jour de l'autre rive pour se rendre au travail à Lisbonne.

Les soldats tentaient bien de leur demander de retourner chez eux. Les travailleurs restaient sur place. Devant la gigantesque confusion qui s'était créée, les soldats n'insistèrent plus. A ce moment, il y eut de nouveau un tir d'armes automatiques : mouvement de panique, klaxon d'une ambulance. On dit qu'une vieille femme a été blessée à la jambe. Le tir provenait d'une colonne de la garde nationale républicaine, une des polices du régime Salazar.

A l'autre bout de la place, les ministres du gouvernement Caetano (le successeur de Salazar — NDLR) s'étaient barricadés au ministère de la Marine. De ce côté, claquement de mitrailleuses.

Près des ministères, la foule, déjà considérable, toujours contenue par un cordon de soldats, a reculé de cent mètres. La foule devient manifestation. L'enthousiasme gagne de plus en plus la masse des travailleurs et des jeunes qui grossit. J'ai alors décidé d'aller voir du côté du siège de la PIDE (la police politique du régime — NDLR). Sur la route, encore un feu de mitrailleuse. Pas de blessés mais, émue, une vieille dame qui était tombée se relève. On commence à entendre les premiers slogans politiques. Ils sont criés par les vendeurs de journaux : *"A bas le fascisme !"* *"Vive la liberté !"*, *"Vive les forces armées !"*. Les rues avoisinant le siège de la PIDE sont encore désertes. Il devait être 11 heures ou midi. La foule commençait à se concentrer

dans la partie haute de la ville, centrale et très bourgeoise, elle commentait les journaux encore avarés d'informations. Seul un court entrefilet annonçait des "*mouvements de militaires*". Chacun spéculait sur cette information. En fait, la seule conséquence de l'appel des militaires à rester chez soi fut la fermeture de tous les commerces et la paralysie des transports, mais la population de Lisbonne était dans la rue.

Les ministères investis, les ministres ayant capitulé, les soldats se sont déplacés vers le couvent du Carmo, siège de la garde nationale républicaine, où Caetano s'était réfugié. La place était envahie par la foule qui fuyait en panique au moment des fusillades, pour revenir se reformer immédiatement dès que les coups de feu avaient cessé. Une colonne de GNR est venue occuper la place : la foule hostile observait sans pouvoir ni l'attaquer ni lui barrer la route. Les gardes de Caetano étaient impuissants à faire évacuer la place par la masse des travailleurs qui l'avaient investie.

C'est alors qu'une colonne de soldats avec trois chars, quelques jeeps et des camions est arrivée. Elle est accueillie par des applaudissements. La colonne de soldats et la colonne de GNR se font face, hostiles, sur un carré de cinquante mètres, entourés d'une masse de civils qui fraternisent avec les soldats. L'attente dure. Je me souviens avoir à un moment demandé à un soldat de quelle région il était originaire. Il m'a répondu sans me regarder, fixant, pistolet au poing, les GNR. Puis la colonne de GNR a capitulé sans tirer un seul coup de feu. Sur la place, devant le couvent gothique du Carmo, siège de l'état-major de la GNR, des civils et des militaires, formant avec deux doigts le "V" de la victoire sont juchés sur les camions et les blindés.

Il y en a également partout dans les arbres et sur les voitures. Tous les yeux sont fixés sur la façade du couvent, qui porte les traces des fusillades. Un jeune homme, perché sur une aspérité de la façade, dans une position impossible, crie son enthousiasme, mais voilà qu'il ne sait plus comment redescendre ! Un officier subalterne, devant la porte du couvent, mégaphone en main, scande : "*Vive les forces armées ! Vive notre indépendance !*".

Au centre de la place, un camion de la GNR, presque démantelé, croule sous le

poids des travailleurs et des petites gens du peuple qui composent la "foule". Tous attendent, les soldats et la masse, la capitulation de Caetano. C'est alors que Spinola arrive, en Volvo noire, sous les applaudissements. On apprendra par la suite que Spinola, qui avait déclaré ne pas avoir pris l'initiative du coup d'Etat, était entré en négociations avec Caetano, ce dernier lui proposant de lui "*céder légalement*" le pouvoir... La voiture de Spinola, avec difficulté, se fraie un passage. Elle entre à l'état-major de la GNR. La foule continue d'attendre. Les soldats et les jeunes boivent le vin provenant de la corporation patronale (fasciste) du vin, dont les locaux sont situés en face du couvent. La corporation est saccagée, le mobilier et les archives jetés par les fenêtres, mais les carafes sont, elles, descendues avec précaution. Cependant, personne ne s'enivrera.

C'est alors que les blindés qui stationnaient autour de la place font mouvement, un blindé fermé est amené, en marche arrière, par des soldats devant un des portails du couvent.

Un homme pleure de joie : "*Enfin ! Je ne peux y croire ! Non ! Je n'arrive pas à croire que cet assassin est arrêté !*" "*Assassin ! Assassin !*", reprend la masse. La colonne de blindés et de camions où les soldats avaient repris leur place se mit en marche, escortant le successeur de Salazar. Officiers et sous-officiers eurent bien des difficultés à faire descendre les civils des camions.

Les travailleurs voulaient rester aux côtés des soldats avec qui ils fraternisaient. Les travailleurs auraient voulu constituer une sorte de cortège triomphal derrière le blindé où se terrait Caetano. Mais le bourreau du peuple portugais pourra, avec l'aide et la protection de Spinola, se réfugier au Brésil aux côtés du président fasciste Tomas !

Je n'ai pas vu l'encerclement du siège de la PIDE, mais j'ai un épisode significatif à signaler concernant la chasse aux PIDE qui s'est engagée aussitôt. Le 26 avril au matin, je suis réveillé tôt par des cris. Sur la place Trindade Coelho, où s'est déroulée la capitulation de la GNR, il y a une masse de gens considérable. Je descends pour voir ce qui se passe : il y avait

là trois PIDE arrêtés par des soldats, les mains en l'air devant un petit monument situé au centre. Les soldats se formaient en cordon pour empêcher qu'ils soient lynchés.

La haine des masses dirigée contre les bourreaux qui, durant près d'un demi-siècle, ont torturé, emprisonné, humilié, bafoué des millions de Portugais et de Portugaises, exigeait qu'on les fusille sur place. Une étudiante a crié : *“Vive l'héroïque camarade Ribeiro Santos !”* — c'était un étudiant assassiné par la PIDE le 12 octobre 1972 dans la faculté d'économie.

Les PIDE pleuraient. Finalement, un char blindé, semblable à celui qui a permis à Caetano de se soustraire à la justice, est arrivé. Les soldats, non sans mal, ont hissé les PIDE dans le char. Une manifestation a accompagné le char, qui s'est arrêté devant le siège du parti unique fasciste, occupé par les soldats. Le siège de la censure était situé dans le bâtiment à côté de l'immeuble du parti fasciste.

Les manifestants, par milliers, ont occupé le siège de la censure. Les archives, papier par papier, par dossiers entiers, ont été dispersées, jonchant la rue. On se disputait des souvenirs. J'ai réussi à garder une feuille d'un article destiné au journal *L'Expresso*. Cet article était consacré à la condamnation à mort de Puig Antich en Espagne. La censure avait totalement mutilé l'information.

Signalons que, le 26, le journal *Repubblica*, devenu l'organe du Parti socialiste, était sorti la première page barrée en gros caractères : *“Ce journal n'a été visé par aucune commission de censure.”*

Pour conclure, je dirai : le 26, la préoccupation fondamentale de tous était de chasser la PIDE. La foule est restée à peu près quatre à cinq jours, nuit et jour, dans les lieux — très proches les uns des autres — où siégeaient les états-majors de la PIDE, du parti unique salazariste et de la GNR.

Pour moi, la libération des prisonniers politiques a été l'un des plus beaux moments de ma vie. Ce qui m'a le plus impressionné, c'est que, d'un jour à l'autre, la liberté régnait en permanence dans la rue. Il était possible de discuter de tout et partout, de constituer des groupes...

LE MOUVEMENT VERS LES COMITÉS ET LES COMMISSIONS DE DÉLÉGUÉS ÉLUS DES TRAVAILLEURS JUSQU'AU 29 MAI

Dans les premiers jours suivant le 25 avril, dans tout le pays, les travailleurs présentent leurs revendications. Dans de nombreux secteurs, les patrons et les directions cèdent sans qu'il soit même nécessaire de débayer.

Ainsi, dans les banques, les directions donnent satisfaction aux revendications, sans grève. Les employés de banque organisent des piquets de contrôle sur les aéroports pour interdire la fuite des capitaux ; ils élisent leurs représentants, qui constituent les commissions des délégués élus des travailleurs des banques. C'est ainsi que, le 14 mai, les travailleurs de la Banco do Portugal exigent, en même temps que l'assainissement de la direction, la nationalisation de la banque. Voici la relation, rédigée sur place, des événements dans la première vague de luttes, jusqu'au 29 mai.

“Nul doute que c'est bien la révolution prolétarienne qui est en marche. Nul doute non plus qu'aussi bien la bourgeoisie que les appareils sont décidés à tout mettre en œuvre pour faire refluer les masses le plus possible.

La participation du PS, et surtout celle du PC au gouvernement, dans la mesure où le PS sans le PC ne pouvait jouer un rôle effectif au sein du gouvernement, dans les conditions actuelles — et dans les termes où cela s'est fait : Cunhal, ministre sans portefeuille, suit dans la hiérarchie le Premier ministre ; Avelino Goncalves est ministre du Travail — donne la mesure de la radicalisation des masses comme de la volonté des appareils de prendre directement en charge la tâche de les repousser en arrière, au risque d'avoir à s'opposer frontalement à leur mouvement, et ainsi de provoquer des déchiements majeurs en leur propre sein.

Le mouvement qui s'était dessiné depuis le 25 avril n'a fait que s'étendre et s'élargir. Partout, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, les travailleurs, même dans leurs fractions les plus arriérées

et “retardées”, se réunissent, expulsent les directions haïes, élaborent leurs revendications (6 000 escudos minimum, 40 heures, 13^e mois, un mois de vacances payé avec une prime de vacances supplémentaire, expulsion et, souvent, exigence du châtiement des directeurs et des chefs fascistes, très souvent aussi l’exigence de la fin immédiate de la guerre, du retour du contingent et de : “*Pas un soldat, pas un sou de plus pour la guerre*”, etc.).

Il faut noter, d’une part, que ces exigences correspondent, par exemple, par rapport aux salaires, à une augmentation qui atteint toujours, et dans la plupart des cas, dépasse 50 %, ce qui donne aussi bien l’indice de la misère antérieure que de la volonté des travailleurs d’en finir avec l’exploitation. D’autre part, que ce mouvement (qui, dans certains secteurs, va beaucoup plus loin, commençant à s’attaquer au saint des saints, la propriété privée des moyens de production — nous y reviendrons) débouche immédiatement et très spontanément dans une situation de grève généralisée.

Dès que leurs revendications sont élaborées, les travailleurs élisent leurs représentants syndicaux, directement dans leurs assemblées, et se mettent en grève pour les faire aboutir.

Au sujet de ces commissions pro-syndicales ainsi élues par les travailleurs, il est important de souligner qu’elles tendent bien souvent à dépasser le cadre purement syndical et à jouer le rôle de véritables comités d’usine, organisant l’occupation de l’usine, ouvrant les livres de comptes des patrons qui protestent de leur incapacité financière à satisfaire les revendications.

Significatif également, et dans la mesure même où la junte intervient activement dans chaque conflit en arbitre, est que les travailleurs tendent à se retourner vers elle, et maintenant vers le gouvernement provisoire, notamment son ministère du Travail, pour exiger satisfaction. Les secteurs les plus divers se dirigent en manifestation au siège de la junte ou devant le ministère du Travail.

Sont en grève pratiquement dans tout le pays : les travailleurs du bâtiment (rentrés depuis) ; les travailleurs du textile (ils sont à eux seuls 200 000), ces travailleurs et travailleuses du textile dont 2 000 manifesteront à Lisbonne en chantant : “*Elle est*

bonne, notre grève. Elle se poursuivra jusqu’à satisfaction. Si on ne nous donne pas les 1 000 escudos d’augmentation, nous chasserons le patron !”

Dans tout le pays, les manifestations des ouvriers et des ouvrières du textile se déroulent sous le mot d’ordre : “*A bas l’exploitation capitaliste !*”

Sont également en grève les travailleurs de la métallurgie, qui ont manifesté à 20 000 à Porto le 21 mai, les travailleurs des transports de banlieue à Lisbonne, les cheminots d’une importante compagnie privée de chemins de fer, la société Estoril, les travailleurs de la plupart des grands trusts pharmaceutiques internationaux (Bayer, Wander, Sandoz, Pfizer, Hoescht, Lepetit, Ciba, etc.).

Le 16 mai, aux laboratoires Hoescht, les grévistes présentent un ultimatum à la direction, exigeant que celle-ci mette immédiatement à la disposition d’une commission qui a été élue par les travailleurs tous les documents de caractère économique, financier et administratif de l’entreprise. Cette exigence vise à évaluer si les arguments présentés par la direction pour refuser les revendications sont ou ne sont pas “*authentiques*”.

Un piquet de vigilance contrôle l’accès des bureaux de la direction afin d’éviter la fuite des documents. Pour le cas où les dirigeants ne céderaient pas, les travailleurs déclarent qu’ils donneront publicité aux documents contrôlés et feront une analyse publique de la gestion des directeurs, ils informeront les clients et le personnel médical sur les situations anormales relevées.

LE MOUVEMENT VERS LA DUALITÉ DE POUVOIR

Les métallos des chantiers navals sont en grève (*le texte de la brochure se poursuit par une énumération des grèves qui se multiplient, s’étendent à tout le pays et à tous les secteurs, des catégories les plus exploitées (comme les gens de maison) aux grandes entreprises comme Fireston ou le trust sidérurgique Champalimaud, aux services publics comme le métro. Il conclut sur ce point en montrant comment, à travers ce mouvement d’ensemble, se pose pratiquement la question de la dualité du pouvoir.*)

On peut dire avec certitude qu'il ne doit pas y avoir dans tout le pays une seule usine, un seul secteur, où les travailleurs ne se soient pas, pour le moins, réunis pour élire les représentants et présenter leurs revendications.

Le mouvement vers la dualité de pouvoir s'est organisé après le 25 avril au niveau des localités. Dans les *Juntas de Freguesias* (1), dans les municipalités, les travailleurs ont expulsé les administrateurs et les maires, exigé la destitution des préfets — ce qui a été fait. A leur place, ils ont élu leurs propres représentants.

Ce mouvement est stoppé en ce moment par l'empressement de la junte, d'un côté à "légaliser" les administrateurs et les maires élus par les travailleurs, d'un autre, à nommer d'elle-même, là où elle le peut, les nouveaux préfets, maires et administrateurs.

Par-ci, par-là, notamment dans la fonction publique, les banques, les hôpitaux, les caisses de prévoyance, etc., pour éviter que ne se créent des structures de contrôle des travailleurs sur l'entreprise, le bureau ou le ministère, la junte a nommé d'en haut des représentants ou couvre de son autorité les anciens administrateurs.

Dans bien des cas, les travailleurs ont cependant élu des conseils de gestion (l'initiative du nom appartient, bien entendu, aux dirigeants du PCP), qui coexistent avec les représentants de la junte. Dans les caisses de prévoyance, à Porto, par exemple, les travailleurs ont désapprouvé les nominations par la junte et décidé :

— d'élire des commissions de caisse, qui, sans aucune fonction de collaboration ou de contrôle avec les directions, resteront vigilantes pour la défense des intérêts des travailleurs ;

— que ces commissions deviendraient les organes de défense et de représentativité des travailleurs, autonomes et sans aucun compromis avec les directions.

En même temps, ils adressent un "exposé" à la junte, où ils affirment "*avoir établi ces points revendicatifs minimum, pour la concrétisation immédiate du programme de bien-être et de promotion de la classe ouvrière que le Mouvement des forces armées se propose, en affirmant dès maintenant qu'(ils) feront tout pour son entière satisfaction*".

Parmi ces points minimum : "*Que la direction effective des caisses de prévoyance soit rendue aux syndicats comme représentants des travailleurs, en collaboration avec les fonctionnaires — employés — de la prévoyance*", "*l'élaboration immédiate du nouveau statut (de la prévoyance) avec la participation directe des travailleurs de la prévoyance*".

Ici se situe la question centrale sur laquelle se joue l'avenir de la révolution portugaise : à savoir les illusions des masses sur les dirigeants des partis ouvriers, qui les conduisent à accepter le "*gouvernement de la junte et du Mouvement des forces armées*", auxquels les travailleurs, à cette étape, adressent leurs "*revendications*"...

C'est là la contradiction fondamentale de toute révolution, la contradiction entre les aspirations et revendications que les masses formulent en termes d'organes naissants du pouvoir ouvrier et les illusions entretenues par les dirigeants sur la junte, le MFA et le gouvernement provisoire, où siègent côte à côte ministres du PS et du PC et ministres capitalistes, dont tous les efforts sont dirigés vers la contre-révolution. Contradiction que les masses ne peuvent résoudre que sur la base de leur propre expérience et par la construction d'un parti révolutionnaire dirigeant entièrement dévoué à la révolution.

Il est significatif que, très souvent, les dirigeants des partis ouvriers aient été à l'origine de la création des ces "conseils" pour les vider de tout contenu immédiatement après. Il y a même eu des cas où, dès la première heure, ils ont avancé cette perspective pour l'abandonner tout aussitôt sans que rien n'ait été fait dans ce sens. Mais, dès les premières semaines, s'amorce ce mouvement, encore hésitant et oscillant, vers de véritables conseils ouvriers, structure de double pouvoir.

COMMENT DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

En s'opposant à la révolution socialiste, les dirigeants du PCP ne peuvent pas

(1) Organismes de l'Etat corporatiste qui administrent le village ou l'arrondissement dans les villes.

même assurer la mise en place du “régime démocratique” qu’ils prétendent vouloir réaliser. On peut tourner et retourner la question, il est impossible de garantir la “démocratie” en laissant les capitalistes salazaristes-caetanistes conserver les “leviers de commande”. Il est impossible de “défendre la démocratie” et d’accepter le décret du 11 août pris par le gouvernement Gonçalves-Cunhal qui “retire tout pouvoir aux commissions de travailleurs” qui ont pris en main l’assainissement.

On sait que les masses se sont opposées dans les faits à l’application de ce décret. Nous avons montré le rôle des commissions de délégués élus des travailleurs dans la résistance de la classe ouvrière aux manœuvres de Spínola, en août et septembre.

Depuis le 27 septembre, la volonté des masses de poursuivre l’assainissement des capitalistes et des fascistes s’est renforcée, le combat de la direction du PCP contre les commissions de délégués élus des travailleurs s’est renforcé d’autant. Les formes que prend ce combat de l’appareil sont diversifiées. Là, dans une entreprise, il oppose la commission des délégués élus des travailleurs et la commission syndicale, dénonçant la première comme un instrument de division. Ici, il explique : “*Le MDP (mouvement de collaboration de classes contrôlé par le PCP que Cunhal dresse contre le PS, c’est-à-dire contre le front unique ouvrier) rassemble les anti-fascistes, donc il n’y a pas lieu que les commissions de délégués élus des travailleurs se chargent du travail d’assainissement.*”

Partout, la direction du PCP mène la lutte contre les commissions d’enseignants, contre les commissions de quartier, contre les commissions de fonctionnaires. Une bataille sourde, dont la presse ne rend pas compte, est engagée pour détruire les commissions de délégués élus édifiées par les travailleurs.

Répétons-le à nouveau, la politique des dirigeants du PCP conduirait, si elle était menée à terme, à une situation à la chilienne. Ce n’est pas la voie de la “démocratie” que les dirigeants prennent. Pour s’avancer dans cette voie, il faut mener la lutte pour substituer à l’Etat bourgeois démantelé la république des

commissions de délégués élus des travailleurs (équivalent, dans la situation portugaise d’aujourd’hui, à la république des conseils ouvriers et paysans, l’Etat-Commune). On ne peut assurer la véritable démocratie qu’en extirpant la réaction capitaliste.

Les dirigeants arriveront-ils par leur politique à démoraliser les masses laborieuses pour barrer la route à la révolution socialiste ? Pour répondre à cette question, nous aborderons le problème sous ses autres aspects (...).

Comment donc caractériser la situation présente ? Depuis le 25 avril, au Portugal, nous sommes en face d’une énorme poussée des masses, qui recherchent les voies pour finir avec le régime capitaliste. Les masses se sont dotées d’instruments : commissions de délégués élus, syndicats, libertés. Jusqu’à présent, la bourgeoisie a échoué complètement dans ses tentatives contre-révolutionnaires. Cela est une première constatation. Une deuxième : les directions officielles du mouvement ouvrier (PCP et PS) exercent une pression constante pour freiner et détruire l’activité révolutionnaire des masses.

Il n’y a pas de parti révolutionnaire. Très certainement il n’y a pas un tel parti, lié aux masses, capable immédiatement de jouer le rôle d’une direction conduisant les masses à la victoire de la révolution, mais — il s’agit de s’entendre — ce n’est pas le “parti” qui crée les conditions objectives de l’explosion révolutionnaire que les masses ont fait jaillir, par leur propre mouvement, le 25 avril. Les masses ont détruit les institutions corporatistes et démantelé l’Etat bourgeois. Mais la direction — le parti révolutionnaire —, qui reste le facteur décisif pour remporter la victoire, est absente. Doit-on en conclure que la révolution portugaise est irrémédiablement condamnée à la défaite ? En aucun cas !

Nous ne concluons pas, loin de là, à la défaite inéluctable parce qu’il n’y a pas encore de parti révolutionnaire au Portugal. Pour avancer dans la voie de sa construction, bien des opportunités sont ouvertes et même si les masses sont contraintes de reculer profondément, même si les dirigeants du PCP arrivent à

freiner, à liquider les commissions de délégués élus des travailleurs, le dispositif politique de la bourgeoisie pour écraser les masses n'est pas encore en place.

Répétons-le, la bourgeoisie a subi une nouvelle et grande défaite le 28 septem-

bre. Les masses sont en pleine activité. Cette activité des masses aggrave la crise politique qui s'est développée sur la base de l'impasse sociale, coloniale, économique et financière de la bourgeoisie portugaise.

Extraits de la résolution adoptée par la III^e conférence du comité de liaison des militants révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e internationale (août 1974)

“1. Nous sommes arrivés, dans notre troisième conférence, à cette première conclusion :

La crise politique de la bourgeoisie portugaise, impuissante à résoudre les problèmes de la guerre coloniale, soumise à la pression des impérialismes rivaux plus puissants, face à la montée de la classe ouvrière dans les mois ayant précédé le 25 avril (grèves, protestations contre la guerre, etc.) a entraîné une situation où, pour sortir de l'impasse, une aile de la bourgeoisie a dû recourir, avec l'aide d'une partie de l'armée, à un coup d'Etat.

Le coup d'Etat avait pour but de modifier la forme du système politique afin de préserver l'intégrité de l'Etat bourgeois face aux masses laborieuses. A travers les déchirures et les déchirements du coup d'Etat, les masses laborieuses, le prolétariat, se sont engouffrés et, fraternisant avec les soldats, elles ont ouvert par leur activité une situation où l'appareil d'Etat a été démantelé. L'appareil d'Etat n'est pas détruit. Il est démantelé. Ainsi a été confirmée la crise politique interne à la bourgeoisie, ouverte par la volonté d'une aile de celle-ci, aile qui cherchait à modifier la forme politique du système de domination des classes dominantes pour préserver le système de domination de toute la bourgeoisie dans les conditions de la survivance des structures salazaristes de l'Etat. Cette crise ne pouvait aboutir qu'au démantèlement de l'Etat bourgeois.

La III^e Conférence rejette l'assertion de tous les courants politiques, de toutes les formations politiques des partis bour-

geois, en passant par le PC et le PS jusqu'aux pablistes et gauchistes, qui refusent de caractériser les résultats du 25 avril comme ouvrant la révolution prolétarienne au Portugal. Assertion qu'ils utilisent, d'une façon explicite ou implicite, pour tenter de convaincre militants et travailleurs que l'initiative politique après le 25 avril appartient à la bourgeoisie, et que nous serions ainsi en présence, en pleine époque de l'impérialisme, “réaction sur toute la ligne”, du processus d'une prétendue “révolution démocratique bourgeoise”.

A ce sujet, la III^e Conférence estime indispensable d'apporter les précisions suivantes :

Fidèles à l'enseignement de Marx et de Lénine, nous considérons que la révolution prolétarienne pose le problème de l'Etat comme l'enjeu direct de la lutte des classes. En relation avec cette thèse fondamentale du marxisme, il est possible de caractériser, à la lumière du processus révolutionnaire portugais, avec plus de précision, les relations entre ce que nous qualifions comme situation pré-révolutionnaire, une situation révolutionnaire, et une situation que nous caractérisons aujourd'hui comme la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal. En termes généraux, nous pouvons dire :

a) Une situation pré-révolutionnaire est celle où les masses amorcent un mouvement de montée, tandis que l'Etat, déjà en crise, conserve apparemment la capacité de régler les problèmes ;

b) Une situation révolutionnaire est celle où le mouvement de montée des masses s'affermissant pose, en relation avec la crise de domination politique de la bourgeoisie, directement le problème du pouvoir ;

c) La révolution prolétarienne, qui a commencé au Portugal, se définit par le fait que dans le cadre du démantèlement de l'État bourgeois par les masses, celles-ci amorcent la constitution plus ou moins développée de leur propre pouvoir. Ainsi sont confirmées les analyses de Lénine sur la marche du processus révolutionnaire et en particulier ces lignes : *“Toute crise révolutionnaire n'aboutit pas nécessairement à la révolution prolétarienne”* (cf. mai-juin 68 en France). Au Portugal, le 25 avril 1974, comme en Russie après février 1917, la révolution prolétarienne a commencé parce que l'appareil d'État a été démantelé par l'activité révolutionnaire des masses.

C'EST LA REVOLUTION PROLETARIENNE QUI A COMMENCÉ

2. Ainsi, le 25 avril, ayant ouvert une situation caractérisée comme celle où la révolution prolétarienne a commencé au Portugal, a modifié radicalement la disposition des forces de classes dans le pays, la corrélation des forces politiques, expression de ces forces de classes en relation avec le processus engagé de démantèlement de l'État, et la constitution en conséquence des organes naissants du pouvoir ouvrier.

Face à cette situation, la bourgeoisie comme classe, indépendamment des divergences d'opinions sur l'attitude qu'elle doit prendre contre la révolution prolétarienne, tend, après le 25 avril, à surmonter sa crise politique en se regroupant dans son ensemble pour lutter contre la révolution prolétarienne, autour de la junte qui est devenue le véritable garant bourgeois centralisant la volonté de toute la bourgeoisie de lutter pour reconstruire l'État bourgeois démantelé.

La compréhension de ce processus politique est capitale pour une appréciation correcte des développements et des

perspectives de la révolution au Portugal. Il n'y a pas eu, et il ne pouvait y avoir, d'aile “progressiste” qui aurait organisé le coup d'État en vue d'ouvrir une ère de démocratie bourgeoise permettant un développement des forces productives, comme l'affirment les pablistes, les gauchistes, le PC et le PS. Il y a eu une crise politique motivée par l'impasse du régime politique Salazar-Caetano, impuissant à surmonter les multiples contradictions assaillant la bourgeoisie portugaise. Il y a eu l'irruption des masses qui a démantelé l'État bourgeois. Il y a eu l'impérieuse nécessité qui amène la bourgeoisie à se regrouper comme classe pour créer les conditions politiques de la reconstruction de l'État bourgeois en infligeant des défaites aux masses prolétariennes.

LE MOMENT DE LA SITUATION

(...) Le moment de la situation est celui-ci : le mouvement commissions élues-conseils de gestion élus est le mouvement même vers le pouvoir de la classe ouvrière, vers les soviets. Ce mouvement intègre les organisations dirigées par les appareils bourgeois qui s'opposent à lui. Les masses n'ont pas conscience que dans leur mouvement vers la généralisation des commissions élues ou conseils de gestion élus, les appareils sont les agents de la destruction de ces organes naissants de leur pouvoir (soviétique).

(...) La confiance que les masses apportent à leurs organisations les amène à la première étape de la révolution, en l'absence de parti révolutionnaire dirigeant, à reporter cette confiance sur les appareils dirigeants.

A ce point de l'analyse, il nous faut préciser la place des différentes organisations dans la lutte des classes. Les partis ouvriers — qui sont des partis ouvriers bourgeois — ne peuvent être redressés par la lutte des classes car ils sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

Les syndicats, organisations indépendantes du patronat et de l'État bourgeois, du point de vue de la forme d'organisation, bien que dominés par les appareils bourgeois, représentent une forme d'orga-

nisation permanente de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts.

Les appareils stalinien et réformiste, appareils bourgeois, ne peuvent garantir leur contrôle sur les syndicats qu'en respectant en partie la fonction du syndicat comme organe de défense des intérêts de la classe ouvrière, et même par leur politique, ils dévoient cette fonction.

(...) Mais la confiance et les illusions de la classe ouvrière envers les organisations traditionnelles dirigées par les appareils du PC et du PS entraînent à une situation où les travailleurs portugais, dans les entreprises, ont constitué ces organes naissants du pouvoir ouvrier sans qu'ils aient une conscience nette de leur signification politique. Pour les travailleurs, ces commissions élues et conseils de gestion élus ont, comme première fonction, celle d'assumer la défense de leurs revendications, des conditions de vie et de travail, de s'opposer aux licenciements. C'est ainsi que, pour assurer la défense de ces intérêts, les commissions élues et les conseils de gestion élus ont un contenu qui est également le contenu d'un syndicat.

Les travailleurs ont ainsi créé une forme d'organisation présoviétique, dépassant la fonction traditionnelle du syndicat, tout en intégrant cette fonction dans les conseils et les commissions. La confiance et les illusions des masses à l'égard des

directions traditionnelles, la fonction assumée par les commissions et les conseils élus, au moment où ils se forment, peuvent conduire les travailleurs à identifier commissions syndicales et commissions des travailleurs élus. Cela se passe en partie ainsi.

(...) 11. En considération de toute l'analyse que nous avons développée dans cette III^e Conférence, la III^e Conférence déclare, en résultat de ses travaux, que l'intervention des trotskystes dans la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal a pour objectif la victoire de la révolution.

La victoire de la révolution prolétarienne est conditionnée par la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale. Nous considérons que le processus de la lutte pour la victoire de la révolution prolétarienne est le processus même de la conscience que la classe ouvrière acquiert par sa propre expérience nourrie par l'intervention des trotskystes construisant le parti révolutionnaire, qui est en marche au Portugal. La conscience la plus élevée de la classe luttant pour arracher la victoire de la révolution, se concrétise dans la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale (...).”

(Les intertitres sont de la rédaction de La Vérité.)

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



ISSN 0294-359X